



Assemblée générale

Soixante-treizième session

6^e séance plénière

Mardi 25 septembre 2018, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M^{me} Espinosa Garcés. (Équateur)

La séance est ouverte à 9 heures.

Hommage à la mémoire de S. E. M. Kofi Annan, septième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

La Présidente (*parle en espagnol*) : Avant de passer à l'examen de la question inscrite à notre ordre du jour pour ce matin, je voudrais inviter les membres à se lever et à observer une minute de silence en hommage à la mémoire de S. E. M. Kofi Annan, septième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui est décédé le 18 août 2018.

Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence.

Point 112 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/73/1)

La Présidente (*parle en espagnol*) : Conformément à la décision prise à sa 3^e séance plénière, le 21 septembre 2018, l'Assemblée générale entendra une présentation par le Secrétaire général de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation (A/73/1), au titre du point 112 de l'ordre du jour.

Je donne la parole au Secrétaire général.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Notre monde souffre d'un grave syndrome, celui du déficit de confiance. Troublés, les peuples ne se sentent pas en sécurité. La confiance en est à un point de rupture :

confiance dans les institutions nationales, confiance entre États ou confiance dans l'ordre mondial fondé sur des règles. À l'échelle nationale, les peuples perdent foi dans les institutions politiques, la polarisation s'aggrave et le populisme gagne du terrain. Entre pays, la coopération devient incertaine et difficile. Au Conseil de sécurité, les divisions sont fortes. La confiance dans la gouvernance mondiale est elle aussi fragilisée, alors que les institutions et les mentalités du XX^e siècle ne sont plus adaptées aux défis du XXI^e siècle.

Nous n'avons jamais eu un véritable système de gouvernance mondiale, et encore moins un système pleinement démocratique. Et pourtant, au fil des décennies, nous avons posé les fondements solides de la coopération internationale. Nous avons uni nos nations pour édifier des institutions et créer des normes et des règles qui allaient nous permettre de défendre des intérêts communs. Nous avons élevé le niveau de vie de millions de personnes, bâti la paix dans des pays troublés et – en tout état de cause – évité une troisième guerre mondiale. Cela dit, rien de ce qui précède n'est à jamais acquis.

Aujourd'hui, l'ordre mondial est de plus en plus chaotique. Les rapports de pouvoir sont moins clairs qu'auparavant. Les valeurs universelles sont érodées. Les principes démocratiques sont pris en otage. L'état de droit est compromis. L'impunité se répand, alors que les dirigeants et les États mettent les limites à l'épreuve, sur le plan national comme sur la scène internationale. Nous sommes face à une série de paradoxes. Alors

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

18-29770(F)



Document adapté

Merci de recycler



que le monde est plus interconnecté que jamais, les sociétés sont de plus en plus fragmentées. Les défis se mondialisent et les peuples se replient sur eux-mêmes. Le multilatéralisme est menacé au moment même où nous en avons le plus besoin.

Il est vrai que nous nous dirigeons vers un monde multipolaire. Mais la multipolarité en soi ne garantira pas la paix ni ne résoudra les problèmes du monde. Il y a 100 ans, l'Europe était multipolaire. Un équilibre entre puissances semblait suffire à maîtriser les rivalités. Or, ce n'était pas le cas. Le défaut de cadre multilatéral solide qui aurait permis de coopérer et de résoudre les problèmes à l'échelle de l'Europe a débouché sur une guerre mondiale dévastatrice. Aujourd'hui, alors que l'équilibre entre puissances se modifie, le risque d'affrontement peut encore s'aggraver.

Dans la Grèce antique, Thucydide exposait les origines de la guerre du Péloponnèse en ces termes : « Ce fut l'ascension d'Athènes et la peur que celle-ci instilla à Sparte qui rendirent la guerre inévitable ». C'est ce que le politologue Graham Allison appelle « le piège de Thucydide ». Dans son livre intitulé *Destined for War* (titre que l'on pourrait traduire par « La Fatalité de la guerre »), il passe en revue les différentes polémiques qui ont opposé les humains dans l'histoire et en conclut que le conflit n'est jamais inévitable. En effet, ce sont des dirigeants déterminés à coopérer sur le plan stratégique et à gérer des intérêts divergents qui peuvent nous éviter la guerre et orienter le monde sur la voie de la sécurité.

C'est pourquoi les dirigeants ont le devoir de promouvoir le bien-être de leurs peuples. Mais il faut en faire plus. Ensemble, en tant que gardiens du bien commun, nous avons également le devoir de promouvoir et de soutenir un système multilatéral réformé, redynamisé et renforcé. Nous devons renouveler notre attachement à un ordre fondé sur des règles, qui place l'Organisation des Nations Unies en son centre et s'appuie sur les institutions et les traités qui donnent vie à la Charte. Et nous devons prouver la valeur ajoutée que présente la coopération internationale en forgeant la paix, en défendant les droits de l'homme et en dynamisant le progrès économique et social pour les femmes et les hommes, partout dans le monde. Voilà pourquoi je suis résolument engagé à réformer l'Organisation et à la rendre mieux à même de répondre aux besoins et aux aspirations des « peuples des Nations Unies ». Face aux menaces gravissimes qui compromettent l'existence des humains et de la planète – mais aussi à une époque

qui offre un potentiel exceptionnel de prospérité partagée – le seul moyen d'avancer est l'action collective fondée sur le bon sens, pour le bien commun. Voilà comment nous rétablirons la confiance.

Dans mon allocution de l'année dernière (voir A/72/PV.3), j'avais mis en lumière sept défis. Un an plus tard, hélas, ces défis ne sont toujours pas relevés. Notre incapacité de mettre fin à la guerre en Syrie, au Yémen et ailleurs est scandaleuse. Le peuple rohingya demeure en exil, traumatisé et dans le malheur, ayant cruellement besoin de sécurité et de justice. Palestiniens et Israéliens sont toujours aux prises avec un conflit interminable, tandis que la solution des deux États est de plus en plus lointaine. La menace terroriste plane, alimentée par les causes profondes de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Et le terrorisme tisse des liens de plus en plus étroits avec la criminalité transnationale organisée, la traite des personnes et le trafic de drogues et d'armes. Le péril nucléaire n'a pas faibli, et la non-prolifération est gravement compromise. Les États dotés de l'arme nucléaire modernisent leurs arsenaux. Nous risquons une nouvelle course aux armements, alors que le seuil fixé pour le recours aux armes s'abaisse. Nous avons été horrifiés par le fait que des armes chimiques aient été employées, en toute impunité, alors qu'elles sont interdites. Les sauvegardes qui nous protègent du danger des armes biologiques sont faibles.

Les inégalités sapent la confiance dans le contrat social et font manifestement obstacle à la réalisation des objectifs de développement durable – et ce, alors que les tensions commerciales ne font que s'accroître. Migrants et réfugiés sont toujours la cible de discriminations et de propos démagogues face à une coopération internationale clairement insuffisante. Enfin, en cette année qui marque le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la cause des droits de l'homme perd du terrain face à la montée des autoritarismes. Or, devant le pessimisme politique ambiant, nous devons nous garder de faire des prédictions autoréalisatrices. Voir un danger dans son prochain peut créer une menace là où, au départ, il n'en existait pas. Fermer ses frontières à la migration régulière ne fait que faciliter la tâche des trafiquants. Et faire fi des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste ne fait qu'alimenter l'extrémisme, que l'on cherche précisément à éliminer.

(l'orateur poursuit en espagnol)

Nous avons l'obligation de changer de cap et de relever les défis qui se présentent. Pour ce faire,

nous devons nous fonder sur les faits, et non céder à la peur; écouter la raison, et non caresser des chimères. La prévention doit être au cœur de notre action. La présente session de l'Assemblée générale constitue une occasion unique d'aller de l'avant. Pour ne citer qu'un exemple, je me félicite de l'appui solide qu'a reçu mon initiative intitulée « Action pour le maintien de la paix », à laquelle 148 États et organisations régionales ont adhéré. L'initiative a pour but de contribuer au succès des missions que nous envoyons dans des régions à l'instabilité chronique. Pour autant, je veux me concentrer, aujourd'hui, sur deux défis transcendants qui, l'année dernière, ont acquis un caractère d'urgence absolue : les changements climatiques et les nouveaux risques liés aux progrès de la technologie. Permettez-moi de m'arrêter sur chacun de ces défis, l'un après l'autre.

(l'orateur poursuit en français)

Évoquons d'abord ce qui constitue une menace directe pour notre existence : les changements climatiques. Nous sommes à un moment charnière. Si nous ne changeons pas de cap dans les deux années à venir, nous risquons de perdre le contrôle de la situation. Les changements climatiques vont plus vite que nous; leur rythme effréné provoque un SOS retentissant, partout dans le monde. Selon l'Organisation météorologique mondiale, les deux dernières décennies ont vu 18 des années les plus chaudes, depuis qu'on a commencé, en 1850, à tenir des registres en la matière. Il y a quelques semaines, la plus épaisse et réputée plus solide banquise – du nord du Groenland – a commencé, pour la première fois, à se fissurer. La concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère n'a jamais été aussi élevée en 3 millions d'années, et elle ne fait qu'augmenter. Pire, notre action – en tant que dirigeants mondiaux – n'est pas à la hauteur. Nous devons écouter les plus éminents scientifiques de la Terre. Nous devons regarder la réalité en face. Nous devons être plus ambitieux et faire preuve d'une plus grande urgence. Nous devons garantir la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Cet accord a le potentiel immense de nous mettre sur la bonne voie – mais ses objectifs sont loin d'être atteints. Et pourtant ils ne représentent que le strict minimum pour éviter les pires retombées des changements climatiques.

Je suis inquiet de voir que les récentes négociations de Bangkok sur des directives d'application de l'Accord se sont achevées sans progrès suffisants. La prochaine session de la Conférence des Parties – la COP 24 –, qui se tiendra en Pologne, en décembre, est décisive.

Il faut absolument qu'elle réussisse. Comme je l'ai dit récemment, les désaccords entre États Membres, qui nous ont paralysés à Copenhague, ne peuvent se reproduire à Katowice. Fort heureusement, l'évolution technologique est notre alliée. L'énergie verte est plus compétitive que jamais. Si nous nous engageons sur la bonne voie, l'action climatique pourrait représenter 26 milliards de dollars de plus pour l'économie mondiale d'ici à 2030. Les politiques en faveur d'une économie verte pourraient créer 24 millions d'emplois. De plus en plus d'entreprises et d'investisseurs constatent que l'économie verte est rentable. Loin de menacer les fondements de l'économie, l'action climatique crée de nouvelles industries, de nouveaux marchés et plus d'emplois tout en réduisant la dépendance aux combustibles fossiles. Ce n'est pas l'action, mais l'inaction, qui met en péril l'économie.

Les gouvernements doivent faire preuve de sagesse et de courage. Cela signifie : cesser de subventionner, à coups de milliards, les combustibles fossiles; fixer un juste prix du carbone; cesser d'investir dans des infrastructures non durables qui entretiennent des pratiques pernicieuses pendant des dizaines d'années. C'est notre avenir qui est en jeu. Les changements climatiques n'épargnent rien et peuvent tout ébranler. Pour assurer la prospérité globale et la sécurité des nations, il est essentiel de maintenir le réchauffement climatique bien en-deçà de 2 °C. Voilà pourquoi, en septembre prochain, je tiendrai un Sommet sur le climat pour mobiliser des volontés et des fonds. Ce sera l'occasion de rassembler les États et les villes, les acteurs de l'économie réelle, les décideurs, les entreprises, les milieux financiers et les représentants de la société civile pour s'attaquer au cœur du problème. Le Sommet se tiendra un an avant la révision des engagements de chaque État au titre de l'Accord de Paris. Ces engagements devront aller plus loin. Il faut une ambition plus forte que jamais – une ambition que les dirigeants et les partenaires auront l'occasion de manifester à ce sommet. Pour que cette ambition soit possible, il nous faut agir dès aujourd'hui. Le monde a besoin que nous soyons tous des champions de l'action climatique.

(l'orateur reprend en anglais)

J'en viens maintenant aux nouvelles technologies et à ce que nous pouvons faire pour réaliser leur promesse et repousser leurs périls. Et elles sont porteuses d'une grande promesse. Les progrès scientifiques ont permis de guérir des maladies mortelles, de nourrir une population en expansion, de stimuler la croissance

économique et de relier entreprises, collectivités, familles et amis à travers le monde. Des domaines en évolution rapide tels que l'intelligence artificielle, la chaîne de blocs et la biotechnologie pourraient constituer le moteur du progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. L'intelligence artificielle rapproche les personnes par-delà les langues et aide les médecins à poser de meilleurs diagnostics. Les véhicules sans conducteur révolutionneront les transports. Mais cela comporte aussi des risques et de graves dangers. Les progrès technologiques pourraient perturber le marché du travail à mesure que les emplois traditionnels changent ou disparaissent, même si le nombre de jeunes demandeurs d'emploi continue d'augmenter. Le recyclage atteindra des proportions inimaginables auparavant. L'éducation doit s'adapter, dès les premières années de scolarité. La nature même du travail évoluera. Les gouvernements devront peut-être envisager de renforcer les programmes de protection sociale, voire d'instaurer un revenu minimum universel.

Dans le même temps, la technologie est utilisée à mauvais escient par des terroristes et à des fins d'exploitation sexuelle et de maltraitance. Les réseaux criminels organisés, tapis dans l'ombre de la toile, profitent du codage et des paiements quasi anonymes effectués en cryptomonnaie pour se livrer à la traite de personnes et à la contrebande.

Certains rapports estiment que la cybercriminalité met à l'heure actuelle 1 500 milliards de dollars dans les poches des cybercriminels chaque année. Les actes de malveillance dans le cyberspace – tels que les campagnes de désinformation – divisent les communautés et sapent la confiance entre les États. De plus en plus de personnes obtiennent leurs informations de sources ou de réseaux sociaux qui se font l'écho de leurs vues, renforcent le tribalisme et les assurent qu'elles ont raison et que les autres ont tort.

La révolution numérique sert également à exercer une discrimination à l'égard des femmes et à renforcer notre culture dominée par les hommes. En effet, il existe de profondes disparités d'accès aux technologies numériques entre les sexes, ce qui élargit le fossé numérique. Nous devons démanteler les obstacles et créer des possibilités pour les femmes, garantir l'égalité et changer les cultures d'entreprise toxiques et en ligne. Le secteur de la technologie doit s'ouvrir et se diversifier – ne serait-ce que dans son seul intérêt.

Les technologies évoluant plus rapidement que les institutions, la coopération entre les pays et les

parties prenantes sera essentielle, y compris les États Membres, le secteur privé, les centres de recherche, la société civile et les milieux universitaires. Il existe de nombreuses solutions mutuellement avantageuses pour relever les défis numériques qui se posent. Nous avons besoin de les trouver et de les appliquer de toute urgence. À l'ONU, nous nous attachons à mettre les technologies au service de la réalisation des objectifs de développement durable. Nous procédons à la création de laboratoires d'innovation, notamment au sein de mon Cabinet. En juillet, j'ai établi un groupe de haut niveau sur la coopération numérique, cadre de concertation pour l'ensemble des acteurs clefs.

Les effets des nouvelles technologies sur la guerre constituent une menace directe pour notre responsabilité commune qui est de garantir la paix et la sécurité. L'arsenalisation de l'intelligence artificielle est une source de préoccupation croissante. La perspective que des armes puissent d'elles-mêmes choisir et attaquer une cible suscite de multiples inquiétudes – et pourrait déclencher une nouvelle course aux armements. La réduction du contrôle exercé sur les armes a des incidences sur les actions que nous menons visant à circonscrire les menaces, éviter l'escalade et respecter le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme. Disons-le tel quel. La perspective de voir des machines dotées du pouvoir d'apprécier et de s'emparer d'une vie humaine est moralement répugnante. Que le ciel nous préserve de toute nouvelle guerre qui pourrait fort bien englober une cyberattaque massive ciblant non seulement des capacités militaires mais également des infrastructures civiles essentielles.

Je suis encouragé par les 10 éventuels principes directeurs élaborés à Genève le mois dernier par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létales autonomes. Des travaux supplémentaires sur ces questions, visant à renforcer la confiance entre les nations et en leur sein, seront nécessaires si nous voulons assurer une utilisation responsable des technologies nouvelles. Je vous engage à utiliser l'ONU comme instance pour attirer l'attention du monde sur ces questions cruciales et favoriser l'instauration d'un avenir numérique sûr et bénéfique à tous.

En dépit du chaos et de la confusion qui règnent dans notre monde, je vois des vents d'espoir souffler à travers le globe. Il y a quelques jours, j'ai assisté à la signature d'un accord de paix historique entre les dirigeants de l'Éthiopie et de l'Érythrée en Arabie saoudite. Peu de temps après, les présidents djiboutien

et érythréen se sont réunis à Djedda pour lancer un processus de paix. L'Érythrée et la Somalie ont établi des relations diplomatiques. Dans la même région, dans le cadre d'un sommet de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, les deux dirigeants rivaux au Soudan du Sud ont finalement signé un accord de paix. J'espère que ces efforts continueront d'être consolidés afin que les peuples de la Corne de l'Afrique puissent tourner la page de la guerre et des conflits.

La courageuse initiative du Sommet de Singapour entre les dirigeants des États-Unis et de la République populaire démocratique de Corée, ainsi que la récente réunion des deux dirigeants coréens à Pyongyang, laissent espérer qu'une dénucléarisation totale et vérifiable de la péninsule coréenne dans le contexte de la sécurité régionale est possible.

Lors de ma récente visite en Colombie, j'ai été impressionné par le ferme attachement de la population à la paix, à présent réaffirmé par le Président Duque Márquez. En Asie centrale, j'ai pu constater personnellement un renforcement de la coopération à l'issue de la transition politique pacifique effectuée par l'Ouzbékistan. La Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine ont fait un grand pas en avant vers le règlement de leurs différends. Notre mission de maintien de la paix au Libéria a mis un terme à une décennie et demie de travail cette année à la suite de la première transition pacifique et démocratique opérée par le pays, ce qui est venu s'ajouter aux succès des opérations de maintien de la paix ailleurs en Afrique de l'Ouest. L'adoption de pactes mondiaux sur les réfugiés et les migrations constitue un autre signe d'espoir, même s'il y a encore un long chemin à parcourir pour concilier le plein respect des droits des personnes qui se déplacent avec les intérêts légitimes des États.

Des centaines de millions de personnes ont été extirpées de l'extrême pauvreté dans le monde au cours des trois dernières décennies, et nous avons pu éviter une famine imminente dans quatre pays au cours des deux dernières années. Les jeunes d'Arménie étaient au cœur de la transition politique pacifique de ce pays au début de cette année – montrant ainsi la possibilité qui s'offre à eux de mettre leur voix au service de la promotion de la démocratie. La recherche de l'égalité des sexes gagne du terrain, dans le contexte d'une prise de conscience croissante de la discrimination généralisée à l'égard des femmes et des filles, qui va de la violence, du harcèlement et de l'exploitation à l'inégalité des salaires et à l'exclusion de la prise de décisions. L'Organisation

des Nations Unies doit montrer la voie dans la quête de l'égalité des sexes. Pour la première fois de son histoire, la parité est absolue au sein de notre Conseil de direction et parmi les coordonnateurs résidents qui dirigent les équipes de pays à travers le monde. Nous sommes fermement attachés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes partout.

Comme notre Secrétaire général défunt, M. Kofi Annan, nous l'a rappelé une fois :

« Nous partageons un destin commun. Nous devons l'affronter ensemble. Voilà pourquoi, chers amis, nous avons créé l'Organisation des Nations Unies. » (*voir SG/SM/7262*)

Notre avenir repose sur la solidarité. Nous devons rétablir la confiance rompue. Nous devons revitaliser notre projet multilatéral. Nous devons défendre la dignité de tous.

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

La Présidente (*parle en espagnol*) : C'est pour moi un véritable honneur que de souhaiter à tout le monde la bienvenue à l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session. Je souhaite à tout le monde la bienvenue dans le seul endroit où un rassemblement tel que celui-ci est possible. Seule cette Assemblée générale, en tant que principal organe délibérant et représentatif des Nations Unies, offre à tous les peuples et tous les dirigeants du monde la possibilité d'entendre et d'être entendus sur un pied d'égalité.

L'ONU a apporté une immense contribution à l'humanité. Le droit international, la promotion de la paix, les droits de l'homme, les normes de protection de l'environnement, les objectifs de développement durable et les principes fondamentaux qui régissent la coexistence internationale sont l'œuvre de l'Assemblée générale.

La réalité, c'est que le travail de l'ONU demeure aussi pertinent qu'il l'était il y a 73 ans. Le multilatéralisme est la seule réponse possible aux problèmes mondiaux auxquels nous sommes confrontés. L'affaiblir ou le remettre en question ne fait que provoquer l'instabilité, la confusion, la méfiance et la polarisation. De par le monde, des millions de personnes sont victimes de la violence, des guerres, des privations matérielles et des effets du changement climatique. Pour ces millions d'êtres humains, l'incertitude et la peur sont leur lot quotidien. Les inégalités ont privé

de nombreuses sociétés d'espoir et de perspectives d'avenir. Certains profitent de cette absence de rêves et d'espoir dans l'avenir pour diviser nos communautés, attisant le racisme, la xénophobie et la violence, ce qui est précisément l'antithèse de la Charte que nous avons adoptée en 1945.

Personne ne peut être indifférent à la souffrance humaine. Les guerres, les conflits, ainsi que les crises économiques ou la dégradation de l'environnement nous touchent tous sans distinction. Nous vivons dans un monde interdépendant qui nous oblige à maintenir un dialogue global et une réponse multilatérale. C'est pourquoi j'ai proposé que nous revenions au programme d'action multilatéral avec un engagement renouvelé, fondé sur trois principes : le leadership mondial, les responsabilités partagées et l'action collective.

Le leadership mondial est nécessaire pour identifier des solutions communes aux problèmes mondiaux et prendre des décisions appropriées et opportunes. La responsabilité partagée est nécessaire parce que nous avons tous pris l'engagement commun de veiller à la cohésion sociale et à la dignité humaine, mais également à la santé de notre planète. L'action collective est nécessaire parce que les problèmes les plus sensibles de l'humanité nous concernent tous.

J'invite les membres à s'inspirer du principe andin millénaire de la *minga*, qui fait référence à la construction collective et au travail partagé pour le bienfait de la communauté. Mettons donc en place une *minga* mondiale pour l'édification de sociétés plus pacifiques et plus égalitaires, plus durables et plus résilientes.

Cette année, j'invite les membres à travailler ensemble autour de sept priorités.

La première priorité de l'Assemblée sera l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, dette dont nous sommes encore redevables à plus de la moitié de la population, et qui freine le développement mondial. L'inclusion économique et productive des femmes pourrait accroître le produit intérieur brut mondial de 11 % d'ici à 2025. Malheureusement, la violence à l'égard des femmes persiste dans toutes les régions du monde. Les filles et les adolescentes n'ont toujours pas suffisamment accès à l'information et à l'éducation de qualité, qui permettrait de réduire les inégalités.

La deuxième priorité sera la mise en œuvre des nouveaux pactes mondiaux sur les migrations et les réfugiés, dont bénéficieront près de 260 millions de

migrants et près de 25 millions de réfugiés qui ont été déplacés par les conflits et la violence.

La création d'emplois décents pour toutes et tous est la troisième priorité, car elle représente un des défis les plus importants des politiques publiques, pour le développement et pour la viabilité des systèmes de sécurité sociale.

Quatrièmement, nous nous efforcerons d'accorder une attention accrue à la protection de l'environnement et de faire progresser la mise en œuvre des Accords de Paris et les accords visant à freiner les changements climatiques. Les vagues de chaleur extrême, les incendies de forêt, les tempêtes et les inondations entraînent la mort et la dévastation dans leur sillage. En août, l'État indien du Kerala a connu les pires inondations dues à la mousson de l'histoire récente, tuant 400 personnes et en contraignant 1 million d'autres à quitter leurs foyers. Les ouragans ont tué des milliers de personnes en 2017, devenant une des catastrophes climatiques extrêmes les plus meurtrières de l'histoire. Nous avons la responsabilité de ralentir, dès que possible, les politiques et les habitudes de production et de consommation qui sont en train de détruire notre planète. J'ai proposé de mettre l'accent sur le problème de la pollution plastique, un danger environnemental généralisé qui nuit à la santé et au bien-être des personnes dans le monde entier. La grande plaque de déchets plastiques du Pacifique a une taille plus de quatre fois supérieure à celle de l'Allemagne ou égale à trois fois celle de la France, et représente une menace latente pour les côtes pacifiques des États-Unis.

La cinquième priorité porte sur l'importance de renforcer l'engagement politique et social en faveur des personnes handicapées. Il nous faut encore être davantage conscients des besoins spécifiques de cette population. L'accessibilité, l'éducation inclusive et de qualité et des emplois dignes sont les défis auxquels se heurte la plus grande minorité de l'humanité que sont les personnes handicapées.

La sixième priorité sera la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies. Nous travaillerons dans trois domaines : la mise en œuvre des réformes du système; le renforcement du processus de revitalisation de l'Assemblée générale, pour optimiser ses méthodes de travail et renforcer son rôle délibérant et de prise de décisions; et la poursuite du processus de réforme du Conseil de sécurité, conformément à la volonté et à l'engagement des États.

La septième priorité sera la paix et la sécurité, ainsi que le rôle des jeunes dans la prévention des conflits. L'Assemblée doit devenir le principal organe de consolidation de la paix, en adoptant une approche préventive. La paix durable doit être ancrée dans le dialogue et la compréhension. J'aurai pour priorité de faciliter ce dialogue. L'Assemblée générale doit encourager les efforts visant à accroître les possibilités pour les jeunes et leur participation politique afin d'éviter les conditions qui les conduisent inexorablement à l'extrémisme violent.

La paix et la sécurité constituent un des axes centraux de l'action de l'Organisation. Les conflits et les désaccords les plus aigus se règlent par le dialogue, le rapprochement, la générosité et la connaissance mutuelle, même en présence de différences religieuses et culturelles. Ces derniers mois, certains membres ont pris des mesures importantes en faveur de la compréhension et de la paix, ce qui nous encourage et mérite la reconnaissance de nous tous.

En juillet, le Président érythréen et le Premier Ministre éthiopien ont signé une Déclaration conjointe de paix et d'amitié pour mettre fin à des décennies de conflit entre les deux pays. Il a été mis un terme à l'état de guerre, et les relations diplomatiques, les transports, le commerce et les communications sont en train de reprendre.

De même, La Déclaration de Panmunjom pour la paix, la prospérité et la réunification de la péninsule coréenne entre la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée a été récemment adoptée. Les deux nations ont convenu de travailler ensemble pour mettre fin à des décennies de guerre et de conflit. Il s'agit d'une étape historique pour une nouvelle ère de paix et pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Ces deux événements nous donnent de l'espoir dans un monde où de nombreux conflits sont toujours dans l'attente d'une solution pacifique.

Les défis exposés dans la Charte des Nations Unies ont évolué. Les menaces posées par les changements climatiques, le recul de la biodiversité, la traite des êtres humains, la pollution de l'environnement, les grands mouvements de migrants et de réfugiés, le terrorisme et les conflits ethniques figurent désormais au premier rang de nos préoccupations. Nous sommes entrés dans une ère technologique et numérique qui favorise des échanges économiques, sociaux et culturels qui étaient encore inimaginables il y a quelques décennies, défis face auxquels l'Organisation devra être mieux préparée.

C'est la raison pour laquelle nous devons progresser dans la mise en œuvre des réformes du système des Nations Unies. Nous voulons une Organisation plus efficace et plus réceptive, qui reflète la réalité politique et économique d'un monde en mutation. Le leadership et l'engagement des États et du Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, nous encouragent à avancer résolument dans la mise en œuvre de ces réformes. Nous devons maintenir notre vision et notre engagement à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce n'est qu'alors que nous pourrions faire en sorte que tout le monde puisse vivre dans la dignité et dans la paix.

J'invite les membres à accorder une attention spéciale aux vulnérabilités des pays qui se trouvent dans une situation particulière et aux efforts qu'ils doivent déployer pour atteindre les objectifs de développement durable. Il s'agit des petits États insulaires, des pays sans littoral et des pays moins avancés, qui ont tous besoin de notre responsabilité partagée pour atteindre ces objectifs.

(l'oratrice poursuit en français)

Je ratifie mon engagement envers l'Afrique et ses peuples. Dédions nos meilleurs efforts pour accélérer la réalisation du programme de développement de l'Afrique. Ne parlons pas seulement de l'Afrique, mais agissons avec l'Afrique.

L'un des défis en suspens de l'Organisation est de parvenir à une paix définitive et durable au Moyen-Orient, allant dans le sens de l'application des résolutions que nous avons adoptées au sein de l'Assemblée.

(l'oratrice poursuit en anglais)

Nous commémorons cette année le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le combat pour les droits de l'homme dans le monde reste un défi.

Il y a 70 ans, c'est une grande dame qui dirigea les travaux de la Commission des droits de l'homme chargée de rédiger la déclaration; je veux parler d'Eleanor Roosevelt. L'une de ses citations illustre de manière simple pourquoi nous devons nous employer à faire en sorte que l'Organisation et ses décisions soient plus proches de nos peuples. Voici ce qu'a dit Eleanor M^{me} Roosevelt :

« Où commencent les droits universels, après tout? Ils commencent près de chez soi, en

des lieux si proches et si petits qu'on ne peut les voir sur aucune carte du monde. Ils constituent pourtant l'univers personnel de chacun; le quartier où l'on vit; l'école ou l'université que l'on fréquente; l'usine, la ferme ou le bureau où l'on travaille.

C'est là que chaque homme, chaque femme et chaque enfant aspire à l'équité dans la justice, à l'égalité des chances et à la même dignité, sans discrimination. Si dans ces lieux les droits sont dénués de sens, ils n'en auront guère davantage ailleurs. Si chacun ne fait pas preuve du civisme nécessaire pour qu'ils soient respectés dans son entourage, il ne faut pas s'attendre à des progrès à l'échelle du monde ».

(l'oratrice reprend en espagnol)

Je voudrais inaugurer la soixante-treizième session de l'Assemblée générale en lançant un vibrant appel aux dirigeants du monde pour qu'ils se montrent à la hauteur des besoins de nos peuples et qu'ils ne faiblissent pas dans leurs efforts pour construire un ordre mondial plus pacifique, plus sûr et plus humain, dans lequel chacun puisse trouver sa place dans la dignité. Faisons donc de l'Organisation des Nations Unies une organisation qui soit vraiment pour tous.

Avant de donner la parole au premier orateur de la matinée, je rappelle aux membres que la liste des orateurs pour le débat général a été établie en partant du principe, accepté par tous, que les déclarations ne dépasseront pas 15 minutes chacune, afin de permettre à tous les orateurs inscrits pour une séance de prendre la parole.

Je demande toutefois aux orateurs et oratrices, tout en respectant le temps imparti, de prononcer leur déclaration à une vitesse raisonnable, de sorte que l'interprétation puisse être correctement assurée dans les autres langues officielles de l'Organisation.

J'appelle aussi l'attention des membres sur la décision prise par l'Assemblée générale à ses précédentes sessions, à savoir que la pratique consistant à présenter des félicitations à l'intérieur de la salle de l'Assemblée générale à la fin d'un discours est vivement découragée. À cet égard, j'invite les orateurs, une fois leur discours prononcé, à sortir de la salle de l'Assemblée générale par la salle GA-200, située derrière la tribune, avant de regagner leur siège.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite procéder de la même manière pendant le débat général de la soixante-treizième session?

Il en est ainsi décidé.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Enfin, j'appelle l'attention des membres sur le fait que, pendant le débat général, des photographies officielles de tous les orateurs sont prises par le Département de l'information. Les membres qui souhaitent se procurer ces photographies sont priés de contacter la photothèque de l'ONU.

Allocution de M. Michel Temer, Président de la République fédérative du Brésil

La Présidente (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérative du Brésil.

M. Michel Temer, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Michel Temer, Président de la République fédérative du Brésil, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Temer (*parle en portugais; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : C'est pour le Brésil un grand honneur et un immense plaisir que d'inaugurer officiellement le présent débat général.

Il me plaît de saluer la Présidente de l'Assemblée générale, Maria Fernanda Espinosa Garcés, première femme latino-américaine à occuper cette haute fonction à l'ONU. Permettez-moi, Madame la Présidente, de vous réitérer tous mes vœux de succès et de vous assurer que vous pouvez compter sur le Brésil.

C'est aussi une satisfaction toute particulière que de pouvoir saluer le Secrétaire général António Guterres dans notre langue commune.

Combien d'orateurs sont déjà venus à cette tribune pour appeler à améliorer l'ordre mondial que nous construisons depuis des décennies? Ils ont assurément été nombreux, et j'en fais moi-même partie. Je suis convaincu que nous continuons d'avoir raison de le faire, et que les paroles prononcées conservent toute leur pertinence.

Toutefois, si nous voulons vraiment améliorer notre ordre mondial collectif, une autre tâche s'impose à nous aujourd'hui : celle de défendre l'intégrité même de cet ordre. Si imparfait puisse-t-il être, l'ordre en place a néanmoins servi les intérêts supérieurs de l'humanité.

Les attaques à l'intégrité de l'ordre mondial actuel sont nombreuses. Nous vivons une époque assombrie par les forces isolationnistes. Les vieilles intolérances sont en train de refaire surface. Les rechutes dans l'unilatéralisme sont de moins en moins une exception. Pourtant, ces remises en cause ne doivent pas, ne peuvent pas nous intimider. Face à l'isolationnisme, à l'intolérance et à l'unilatéralisme, nous devons opposer tout ce que nos peuples ont de meilleur.

Le Brésil répond à la première de ces tendances – l'isolationnisme – par une ouverture et une intégration accrues. Le Brésil est profondément conscient que notre développement commun dépend, en fin de compte, de la croissance du commerce et des flux d'investissement dans le monde. Il dépend d'une plus grande proximité avec les idées nouvelles et avec les nouvelles technologies. Ce n'est qu'en nous ouvrant aux autres, et non en nous repliant dans l'introspection et l'isolement, que nous édifierons une prospérité qui pourra être effectivement partagée.

C'est dans cet esprit que le Brésil agit. Nous appliquons une politique étrangère universaliste. Nous nous attachons à approfondir les mécanismes d'intégration dans notre région géographique. Dans le cadre du Marché commun du Sud, par exemple, nous avons réaffirmé la vocation démocratique du groupe, supprimé les obstacles au commerce et conclu de nouveaux accords. Nous encourageons le renforcement des liens noués avec les pays de l'Alliance du Pacifique, afin de promouvoir une Amérique latine de plus en plus unie, comme le prévoit notre Constitution.

Nous avons également entamé ou redynamisé les négociations commerciales avec des partenaires de toutes les régions, comme l'Union européenne, l'Association européenne de libre-échange, le Canada, la République de Corée, Singapour, le Liban, le Maroc et la Tunisie. Grâce à ces initiatives, et d'autres, nous continuons d'étoffer nos liens avec les Amériques, ainsi qu'avec l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

La participation du Brésil à des forums de coopération tels que le Groupe des Vingt, le groupe BRICS – composé, outre notre pays, de l'Afrique du Sud, de la Russie, de l'Inde, de la Chine –, et la

Communauté des pays de langue portugaise, est particulièrement fructueuse. Dans ces enceintes, nous nous efforçons d'obtenir des résultats tangibles qui ont un impact direct sur la vie quotidienne de nos sociétés. C'est sous l'angle de l'ouverture et de l'intégration que nous envisageons un avenir meilleur pour tous. L'isolement peut donner un faux sentiment de sécurité et le protectionnisme peut sembler attrayant, mais c'est par l'ouverture et l'intégration que nous réaliserons l'harmonie, la croissance et le progrès pour tous.

En ce qui concerne le problème de l'intolérance, le Brésil a réagi avec fermeté en promouvant le dialogue et la solidarité, qui nous poussent en permanence à honorer la Déclaration universelle des droits de l'homme. La mise en œuvre concrète de ce document créé il y a près de 70 ans est un impératif qui exige une attention et une mobilisation de tous les instants. Les gouvernements, les institutions et les personnes ont déjà beaucoup donné pour défendre les droits de l'homme. Un de ces personnages remarquables était Sérgio Vieira de Mello, un citoyen brésilien à qui je veux rendre hommage à l'occasion du quinzième anniversaire de son décès tragique.

Nous devons néanmoins reconnaître que les violations des normes internationales qui protègent les personnes et leur dignité se poursuivent dans le monde entier. En Amérique latine, le Brésil défend la démocratie et les droits de l'homme. Nous continuerons de le faire, aux côtés d'un grand nombre de pays, par solidarité avec des peuples frères qui ont tant souffert.

Le dialogue et la solidarité constituent également la base du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières sur lequel nous nous sommes récemment mis d'accord. Il y a plus de 250 millions de migrants dans le monde. Il s'agit d'hommes, de femmes et d'enfants qui, menacés par des crises prolongées, sont confrontés au choix difficile et risqué de quitter leur terre natale. Nous avons le devoir de les protéger, et c'est l'objectif même du pacte mondial sur les migrations. Il nous incombe maintenant de conclure les négociations concernant le pacte mondial sur les réfugiés.

En Amérique du Sud, une vague de migration à grande échelle est en cours. On estime que plus d'un million de Vénézuéliens ont quitté leur pays à la recherche de meilleures conditions de vie. Le Brésil accueille tous ceux qui arrivent sur son territoire. Nous nous employons à fournir une aide multiforme à des dizaines de milliers de migrants. En coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés,

nous avons construit des abris pour les protéger du mieux que nous pouvons. Nous faisons en sorte de les réinstaller dans tout le pays. Nous leur avons donné des papiers qui leur permettent de travailler au Brésil. Nous offrons de scolariser les enfants, et nous fournissons des vaccins et des services de santé pour tous. Nous savons cependant que cette crise ne pourra être réglée que lorsque notre voisin, le Venezuela, se réengagera dans la voie du développement.

Le Brésil est fier de sa tradition d'accueil des étrangers. En tant que peuple, nous avons été forgés par la diversité. Chaque Brésilien porte en lui une partie du monde. Fidèles à cette tradition, l'année dernière, nous avons adopté une nouvelle loi sur les migrations – un texte législatif moderne qui non seulement protège la dignité des immigrés, mais reconnaît également les avantages de l'immigration. Nous avons étendu les droits et rationalisé le processus d'entrée et de résidence au Brésil.

Le dialogue et la solidarité sont des antidotes à l'intolérance, et ils constituent le fondement d'une paix durable. C'est la pierre angulaire de la position brésilienne en ce qui concerne les diverses crises au Moyen-Orient. Tout en s'associant à la célébration du soixante-dixième anniversaire de la création d'Israël, le Brésil renouvelle son appui à la solution des deux États – Israël et la Palestine vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

Nous appuyons également les efforts internationaux visant à mettre enfin un terme au conflit en Syrie. Nous tentons de contribuer à apaiser l'énorme souffrance sur place. Rien qu'en 2017, par exemple, le Brésil a donné environ une tonne de médicaments et de vaccins pour les enfants touchés par le conflit. Nous avons également accueilli un grand nombre de réfugiés syriens.

Pour ce qui est de la péninsule coréenne, le dialogue et la solidarité forment la clef de voûte de notre position. Nous renouvelons notre appui aux solutions diplomatiques qui permettront de parvenir à la dénucléarisation et d'instaurer la paix.

C'est par le dialogue et la solidarité que nous viendrons à bout de l'intolérance et que nous construirons la paix. Comme l'a souligné Nelson Mandela, dont nous célébrons le centenaire de la naissance cette année, nous avons le devoir d'œuvrer à l'édification « d'un monde de tolérance et de respect de la différence », et de montrer

un « attachement indéfectible au règlement pacifique des conflits et des différends ».

Enfin, il faut répondre au problème de l'unilatéralisme par plus de diplomatie et plus de multilatéralisme. À cet égard, nous sommes fermement convaincus que les problèmes collectifs exigent des solutions concertées et coordonnées. C'est le sens le plus noble de l'ONU – un lieu pour l'entente mutuelle.

Nous devons renforcer l'Organisation. Nous devons la rendre plus légitime et efficace. Nous devons procéder à des réformes importantes – notamment la réforme du Conseil de sécurité, dont la configuration actuelle est le reflet d'un monde qui n'existe plus. Enfin, nous devons redynamiser les valeurs de la diplomatie et du multilatéralisme. Nous avons montré à maintes reprises ce que nous sommes capables de faire ensemble lorsque ces valeurs guident nos actions, comme par exemple l'année dernière, lorsque nous avons franchi une étape historique en adoptant le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. J'ai eu l'honneur d'être le premier chef d'État à le signer.

C'est également ainsi qu'au fil des décennies, nous avons construit un système de commerce multilatéral robuste, assorti de règles de plus en plus complètes et doté d'un mécanisme crédible et efficace de règlement des différends. Ce sont des réussites historiques communes que nous devons honorer et élargir en éliminant les nombreux déséquilibres dans le domaine du commerce agricole, qui touchent principalement les pays en développement.

Il n'y a pas qu'en matière de désarmement, de non-prolifération nucléaire et de commerce international que la diplomatie et le multilatéralisme nous fournissent des solutions efficaces. Il en va de même pour de nombreux autres domaines de l'activité humaine, notamment le développement durable, qui est crucial pour l'avenir de l'humanité.

Je rappelle que rien que ces dernières années, nous avons adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris, qui représentent des étapes décisives dans la voie d'un développement économique empreint de justice sociale et de respect de l'environnement. L'attachement précoce du Brésil au développement durable reste inébranlable. Ce ne sont pas les exemples qui manquent.

Nous sommes pleinement favorables à l'évolution vers une économie internationale à faibles émissions de carbone. Le bouquet énergétique du Brésil se compose à

plus de 40 % d'énergies propres et renouvelables. C'est l'un des plus durables au monde. Nous avons également intensifié nos efforts pour réduire la déforestation. Les tendances à long terme sont encourageantes. Aujourd'hui, dans la région de l'Amazonie au Brésil, les taux de déforestation ont diminué de 75 % par rapport à 2004. Au cours des deux dernières années, nous avons mis en place et élargi au Brésil des aires de protection environnementales qui représentent aujourd'hui une superficie équivalente à quatre fois celle de la Norvège.

La protection des océans est une autre cause qui nous est chère. À l'occasion du Forum mondial de l'eau, que nous avons organisé à Brasilia cette année, nous avons créé dans les eaux brésiliennes des zones protégées d'une superficie équivalente à l'Allemagne et à la France réunies. En deux ans, nous avons doublé la surface des zones protégées au Brésil.

La diplomatie et le multilatéralisme sont également des instruments décisifs pour la sécurité mondiale, comme l'illustrent les missions de maintien de la paix des Nations Unies dans lesquelles le Brésil est fier de jouer un rôle majeur. Bien entendu, ils sont également des instruments décisifs pour lutter contre le terrorisme et la criminalité transnationale. La traite des personnes, le trafic d'armes et de drogues, le blanchiment d'argent et l'exploitation sexuelle sont des crimes qui ne connaissent pas de frontières. Ce sont des fléaux qui rongent nos sociétés et auxquels l'on ne peut remédier efficacement qu'au moyen de politiques et d'actions concertées.

C'est ce que nous avons fait dans notre région. À Brasilia, nous avons organisé la première réunion ministérielle des pays sud-américains sur la sécurité des frontières. Depuis lors, nous avons renforcé la coopération avec nos voisins pour combattre la criminalité transnationale. Nous devons rester unis dans notre mission commune visant à construire un monde où prévalent la paix, le développement et les droits de l'homme. Nous n'arriverons à rien seuls. Nous n'arriverons à rien sans la diplomatie et le multilatéralisme.

C'est la dernière fois que j'ai le privilège de représenter mon pays au débat général de l'Assemblée générale en tant que Président de la République. Dans deux semaines, le peuple brésilien ira aux urnes. Il choisira ses dirigeants politiques, détenteurs des pouvoirs exécutif et législatif, qui gouverneront le Brésil à partir de 2019, conformément à notre Constitution. C'est ainsi que nous procédons depuis près de 30 ans, et

c'est ainsi que nous devrions toujours procéder. Après tout, nous sommes des responsables gouvernementaux choisis par le peuple car le pouvoir vient du peuple, et le Président ne peut rester au pouvoir que pour une période déterminée. Le transfert du pouvoir est au cœur de la démocratie. La nôtre est une démocratie dynamique ancrée dans des institutions solides. Lorsque je transmettrai la présidence à mon successeur, j'aurai l'esprit tranquille, sachant que j'ai accompli mon devoir.

Aujourd'hui, au Brésil, nous pouvons nous pencher sur notre passé et voir tout ce que nous avons accompli après un mandat si court. Nous avons rejeté le populisme et surmonté la pire récession de notre histoire, qui a eu des conséquences sévères pour la société, et en particulier pour les pauvres. Nous avons géré les finances publiques de manière responsable et restauré la crédibilité économique de notre pays. Nous avons renoué avec la croissance et la création d'emplois. Des programmes sociaux autrefois menacés par des dépenses incontrôlées ont été préservés et étendus. Nous avons remis le Brésil sur la voie du développement.

Le pays que je vais transmettre à celui ou celle que le peuple brésilien aura élu sera en meilleur état que celui dont j'ai hérité. Beaucoup reste encore à faire, mais nous sommes de nouveau sur la bonne voie. Il est temps d'aller de l'avant. La nouvelle administration et le Congrès national trouveront une fondation solide sur laquelle nous pourrions continuer de construire un pays plus prospère et plus juste.

Les membres de l'Assemblée générale savent que le Brésil sera toujours un allié dans la coopération entre les nations. Face à l'isolationnisme, le Brésil fait preuve de plus d'ouverture et d'intégration. Face à l'intolérance, il renforce le dialogue et la solidarité. Et face à l'unilatéralisme, il répond par plus de diplomatie et de multilatéralisme.

Pour reprendre les mots de Kofi Annan :

« Notre mission est donc de combattre l'ignorance avec la connaissance, le sectarisme avec la tolérance et l'isolement avec la générosité ».

La Présidente (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérative du Brésil de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Michel Temer, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Lenin Moreno Garcés, Président constitutionnel de la République de l'Équateur

La Présidente (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président constitutionnel de la République de l'Équateur.

M. Lenin Moreno Garcés, Président constitutionnel de la République de l'Équateur, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Lenin Moreno Garcés, Président constitutionnel de la République de l'Équateur, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Moreno Garcés (*parle en espagnol*) : Dans la vie, tout est cause et effet, et tout effet suppose une cause. Nous, les êtres humains, avons tendance à sonder le passé, à trouver des similitudes, à prédire l'avenir, parce que nous sommes inéluctablement pris dans ce cycle permanent de causes et d'effets.

Nous, les gouvernants, dirigeants et décideurs, avons une immense responsabilité quant à la façon dont le monde perçoit son devenir. Nos peuples doivent comprendre que causalité ne veut pas dire fatalisme. Bien au contraire, les peuples ont les moyens de changer la situation dans laquelle ils se trouvent. Pour ce faire, les politiques internationales qui sont créées ici, dans la plus importante des instances mondiales, doivent nous aider à autonomiser nos sociétés, nous aider à concevoir l'histoire comme quelque chose que nous pouvons changer. Les politiques sont fructueuses dès lorsqu'elles ont trait aux histoires personnelles de tout un chacun, mais surtout des plus pauvres, des laissés-pour-compte et des plus démunis – parce que nous sommes des nations unies pour changer l'histoire des peuples.

Notre plan gouvernemental s'appelle « Toute une vie », parce que c'est ce que nous sommes et ce que nous faisons. Au bout du compte, nous avons toute une vie pour réussir, pour nous tromper, pour rêver, pour construire, pour aimer. Et à nous qui sommes ici, il nous incombe d'en analyser et d'en gérer les conséquences. Notre plan s'appelle « Toute une vie », parce que nous voulons être au service de l'être humain dès le moment de sa conception jusqu'au moment où

Dieu décide de lui fermer les yeux, jusqu'à son dernier souffle. Selon le stade du cycle de vie, le service prend différentes formes : soins, inspiration, encouragement, accompagnement et gratitude.

Les soins et l'inspiration correspondent davantage à la première étape. Prendre soin de la mère et de l'enfant, avant et après la naissance, et veiller sur cet enfant durant ses 1 000 premiers jours de vie est une mission au service de la tendresse.

Vient ensuite le stade de l'inspiration. Nous devons inspirer les petits pour qu'ils s'amuse, jouent, étudient et soient heureux. Nous devons leur apprendre à aimer la science et à être passionnés de technologie. Il est important d'étudier, certes, mais il est peut-être plus constructif et plus enrichissant d'être créatif, d'aimer la recherche, de laisser libre cours à son imagination, de se dépasser dans la technologie, de cultiver incessamment les valeurs et de ne jamais cesser de jouer et d'expérimenter avec les couleurs, les sons, les odeurs, les textures, les saveurs, les savoirs.

Ensuite vient l'étape de l'encouragement : nous devons offrir aux jeunes les connaissances qui leur seront utiles pour leur avenir, dans leur carrière professionnelle, nous devons les encourager à entreprendre et avoir confiance en soi. Il faut que leur avenir soit plus transparent, moins compliqué, qu'ils apprennent à aimer la vie et à découvrir la beauté de leur environnement, afin qu'ils ne soient jamais contraints de rechercher satisfaction ou sécurité dans la consommation de substances étrangères. Nous devons les encourager en leur faisant des éloges, en promouvant leur plus grande participation et en ayant confiance en leurs capacités et leurs rêves.

L'accompagnement correspondrait peut-être au stade de la vie adulte. Nous accompagnons les adultes pour qu'ils obtiennent un emploi, prennent soin de leur famille, pour que leurs initiatives prennent de l'essor, pour qu'ils jouissent d'une sécurité sociale et personnelle et, surtout, pour qu'ils aient un toit au-dessus de leur tête. Nous avons appelé cette mission « Une maison pour tous ».

Enfin vient l'étape de la gratitude pour que nos personnes âgées puissent terminer leur vie en sachant qu'ils vivent dans une société qui leur est reconnaissante de ce qu'ils ont fait, qu'ils vivent entourés d'amour, de compagnie et de soins, afin leurs dernières années puissent réellement être les meilleures.

Quelqu'un m'a interrogé sur l'origine de ces propositions, et j'ai répondu avec plusieurs « peut-être ». Peut-être est-ce parce que je suis né et ai grandi dans le cœur de l'Amazonie, dans le poumon du monde, dans la forêt tropicale la plus diversifiée de la planète. C'est là que j'ai connu les problèmes profonds d'une région abandonnée. J'ai pu voir à quel point la santé et la vie peuvent être précaires, lorsque les êtres humains n'ont aucune couverture minimale. De nombreux enfants sont morts et beaucoup de mères ont péri avec eux.

À l'Assemblée générale, nous allons examiner au plus haut niveau deux questions fondamentales en rapport avec la santé : la lutte contre tuberculose et les maladies non transmissibles. J'espère – et c'est l'engagement de tous, et en particulier de l'Équateur – que ces débats déboucheront sur des accords et des engagements en faveur de mesures concrètes. Il est scandaleux, injuste et immoral que l'accès à des médicaments qui sauvent des vies soit souvent limité, parce que les droits de propriété intellectuelle et les bénéfices des grandes sociétés pharmaceutiques sont privilégiés par rapport au droit à la santé inhérent à tous les êtres humains. C'est dans ce genre de discussion que l'ONU prend tout son sens pour le quotidien des citoyens du monde. Plus nous nous efforcerons de faire en sorte que l'ONU touche la vie des gens, plus nous pourrons renforcer l'Organisation pour l'avenir.

Peut-être est-ce parce que, après avoir passé plusieurs années à jouer dans mon quartier, entouré de voisins solidaires, j'ai appris la valeur de la vie communautaire. Nous entrions les uns chez les autres, les voisins prenaient soin de nous, nous nous entraînions en toutes circonstances et nous célébrions nos succès individuels en communauté. De fait, l'idéal de la paix et de la vie communes a également été à l'origine de l'Organisation des Nations Unies.

Nous ne devons pas oublier que c'est ici que l'on doit discuter des problèmes petits et grands entre pays, et que, dans le cadre de cette discussion, nous devons privilégier un dialogue constant, comme l'a mentionné le Président Temer, la réciprocité en tant qu'institution, nous devons renforcer le multilatéralisme, nous écouter les uns les autres et dialoguer, mais surtout – je le répète – nous devons écouter ceux qui vivent dans des situations que nous voulons analyser, traiter et résoudre.

Peut-être est-ce parce que lorsque j'étais jeune, j'ai vu que moi et mes camarades, qui avions d'excellentes idées, n'avions ni les connaissances ni les moyens de mettre en œuvre nos initiatives. Nous avons donc dû

vivre dans l'angoisse de ne pas disposer d'un capital de départ pour nos entreprises et avons connu des nuits blanches avant le versement mensuel des salaires, nous demandant où nous trouverions l'argent pour payer nos employés. Nous avons appris de première main à ne pas nous laisser sous-estimer, parce que nous étions jeunes. Nous avons appris le rôle décisif de l'initiative privée. Nous avons compris que l'entrepreneuriat était une valeur qui génère la production, la richesse, l'emploi, le bien-être, l'estime de soi et la liberté.

Aujourd'hui, à l'échelon mondial, le secteur privé est plus conscient de son rôle, qui va bien au-delà des bénéfices, de la production et de l'emploi. Aujourd'hui, les grandes, moyennes et petites entreprises ont des milliers de vases communicants. En comprenant leur fonction qui est d'assurer le bien-être au quotidien, elles peuvent être des acteurs clefs de l'action mondiale en faveur de la paix et de la prospérité. Dans ce sens, nous devons honorer ensemble les engagements que nous avons pris, tels que ceux énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, dont l'élément central est le concept de partenariat.

Peut-être parce qu'il y a 20 ans, j'ai été victime d'une agression et que j'ai perdu l'usage de mes jambes? Comme ceux ici présents peuvent le voir, je me déplace en chaise roulante. Est-ce que c'est mal? Je ne sais pas. La sagesse chinoise dit « ni bien ni mal ». C'est mal, parce que le retour chez moi après l'hôpital fut difficile. Il n'y avait ni perfusions ni analgésiques à l'époque. Que de la douleur, permanente et constante. Je me suis alors souvenu de François d'Assise, qui disait « Ma sœur, la douleur », parce que j'ai découvert qu'il y avait d'autres douleurs, peut-être plus grandes encore. Mais c'est bien, parce que maintenant je vois avec mon cœur. Quand on est debout sur ses jambes, on regarde droit devant et vers le haut. En revanche, quand on est en chaise roulante, on regarde horizontalement et vers le bas, et on découvre d'autres réalités. D'autres mondes. On voit ceux devant qui on dresse des barrières pour les empêcher d'aller de l'avant, de poursuivre, de vivre même - des barrières en tous genres : maltraitance, xénophobie, racisme, injustice, machisme, inégalité. Autrement dit : l'exclusion. Cette histoire n'est pas seulement la mienne. C'est celle de 1 milliard de personnes dans le monde.

Je me félicite qu'un des thèmes fondamentaux qu'abordera l'Assemblée générale soit précisément la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. La mise en œuvre de cette convention et du Protocole facultatif s'y rapportant

est la meilleure garantie qu'ensemble nous honorerons un engagement encore en souffrance. À cet égard, l'Équateur aura l'honneur de présider la Conférence des États Parties à la Convention durant les deux prochaines années.

À ce poste, nous contribuerons à la promotion et à la protection des droits des personnes handicapées et nous intensifierons les efforts en cours pour permettre une meilleure accessibilité et pour que nous soyons vraiment des Nations Unies pour tous. Il ne s'agit pas seulement ici d'accessibilité physique, mais aussi de tenir compte des personnes handicapées et de leurs droits dans toutes les discussions, résolutions et initiatives de l'ONU.

Peut-être parce qu'aujourd'hui, comme avant, quand je parcours mon pays et le monde, je vois encore de l'exclusion et de l'injustice. Nous excluons ceux qui sont différents, les pauvres, les personnes âgées, et les jeunes; nous maltraitons les femmes, les filles et les autochtones. Il y a tellement de frères abandonnés et oubliés. Il y a tellement de gens qui passent devant eux sans même se rendre compte de leur présence. En tant qu'États Membres de l'Organisation des Nations Unies, nous ne pouvons pas permettre que l'indifférence, le laisser-aller, la misère et l'injustice continuent de faire partie du quotidien. Voilà pourquoi il y a les objectifs de développement durable, objectifs qui sont partie intégrante du programme proposé par mon gouvernement aux Équatoriens, programme que nous avons baptisé, je le rappelle, « Toda una vida » (Toute une vie).

Peut-être aussi parce qu'il me semble évident que nous voulons être heureux tout au long de notre vie. Et c'est pour cela que réellement nous gouvernons. Nous sommes ici dans un grand pays. Comme l'affirme, dès sa fort célèbre deuxième phrase, la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique, écrite par Thomas Jefferson, avec l'aide de John Adams et Benjamin Franklin :

« Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur ».

Quelle belle phrase! La recherche du bonheur. Cette déclaration a, entre autres, inspiré la Constitution de ce

grand pays - référence mondiale en termes de recherche scientifique et de développement.

C'est pourquoi – et peut-être parce que nous suivons toujours de près les événements qui se déroulent dans le monde – nous ne comprenons pas comment un pays comme celui-ci peut imposer un blocus à un peuple quasiment sans défense comme celui de Cuba. Il nous est impossible de comprendre qu'il empêche d'autres de jouir de leurs droits à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur.

Peut-être encore parce que nous avons été de jeunes idéalistes et que nous restons des adultes insatisfaits, nous ne comprenons pas pourquoi les grandes puissances dépensent autant pour acheter des armes au lieu d'investir dans le développement des peuples. Nous ne comprenons pas pourquoi des pays qui sont parvenus au développement et à la supériorité en matière d'armement, qui connaissent bien le prix de la guerre pour y avoir perdu leurs propres enfants, interviennent dans des conflits extérieurs et, au lieu d'aider à les régler, les aggravent et les prolongent même.

Peut-être aussi parce quand des banquiers sans scrupules s'en sont pris au portefeuille des Équatoriens, nous avons vu des familles et des enfants démunis émigrer et fuir. Quand les gouvernements dévient de leur objectif, qui est de prendre soin des plus pauvres et des plus nécessiteux, leurs populations vont chercher de meilleures opportunités hors de leur terre et loin des leurs. Personne n'abandonne sa terre et les siens de son propre gré.

En Équateur, nous accueillons chaque jour au moins 6 000 frères vénézuéliens. Il y a parmi eux des enfants qui souffrent de la rougeole, de la diphtérie ou de la poliomyélite, et il y a des femmes enceintes qui n'ont jamais eu de suivi médical. Nous avons vacciné plus de 50 000 de ces tendres enfants sans défense, et nous avons réalisé des dizaines de milliers de bilans de santé pour les plus d'1 million de frères qui ont quitté leurs foyers à la recherche de conditions de vie meilleures, formant ainsi la plus grande diaspora de l'histoire de notre continent.

Nous exhortons le Gouvernement et le peuple vénézuéliens à régler leur crise comme il se doit par un dialogue national sincère et sans exclusive. Nous avons aussi invité dernièrement les pays frères de la région à exprimer leur solidarité, de façon pratique et globale avec les migrants, les déplacés et les réfugiés vénézuéliens. Nous ne voulons pas que nos pays se contentent de faire

des déclarations diplomatiques. Nous voulons qu'une action soit menée à l'échelle du continent pour trouver une solution structurelle aux problèmes du peuple vénézuélien frère. Je le répète, personne n'émigre de son plein gré. Les gens émigrent par obligation, parce qu'ils sont contraints au déracinement et à la séparation douloureuse d'avec leur famille.

José Martí a dit que quand les gens émigrent, ceux qui les gouvernent restent. Ils sont nombreux ceux qui se maintiennent trop longtemps au pouvoir, et deviennent des gouvernements sombres, sinistres, avec des mafias corrompues. Et tout comme nous sommes solidaires avec ceux qui viennent chez nous, nous demandons aussi à ceux des nôtres qui sont partis depuis longtemps de revenir chez eux et de réintégrer la grande famille qu'est aujourd'hui leur pays.

Le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui a été approuvé en juillet, devra être définitivement adopté en décembre au Maroc. Nous ne pouvons pas laisser ce pacte rester lettre morte. Nous devons être conscients que l'inclusion ne connaît pas de frontières et que le droit d'autrui à la vie et au bonheur ne s'arrête pas là où commence le mien. Il s'agit de droits consubstantiels à l'être humain. Ils sont interdépendants et s'enrichissent de l'interpénétration et de la cohabitation.

Face à la crise vénézuélienne – ou à celle que connaît le Nicaragua –, l'Amérique latine doit relever le grand défi de renforcer sa démocratie, après les gouvernements autoritaires, corrompus et populistes qu'ont connus divers pays. L'histoire de l'Organisation des Nations Unies est l'histoire d'un pacte commun en vue de la préservation des droits fondamentaux de tous les citoyens du monde.

Les droits ne peuvent être garantis que dans le cadre d'institutions solides, avec une ample liberté d'expression et une alternance du pouvoir, qui sont des éléments fondamentaux de démocraties solides, et nos nations doivent s'engager à construire de telles démocraties, à en prendre soin et à les chérir. Mon gouvernement reste fidèle à son engagement démocratique et chacune des mesures et décisions qu'il prend va dans le sens des idéaux qui ont présidé à la création de l'Organisation des Nations Unies.

Kofi Annan – un grand homme qui nous a laissé tant de précieux enseignements – affirmait que, face au cynisme croissant avec lequel d'aucuns envisageaient la démocratie, nous ne devons pas baisser les bras mais

au contraire défendre et promouvoir les valeurs et les vertus de cette conception du pouvoir.

Madame la Présidente, notre chère amie et collègue, María Fernanda Espinosa Garcés, vous êtes la première femme d'Amérique latine à présider l'Assemblée. L'Équateur sait gré à ses nations sœurs de leur appui à votre élection, et nous sommes conscients de l'immense responsabilité qui vous incombe à la tête de cette instance mondiale.

Tous, nous soutiendrons l'action menée pour que l'ONU serve les intérêts de nos peuples. Nous sommes l'Organisation qui unit nos nations au nom de leurs préoccupations et de leurs aspirations. Nous voyons bien les efforts qu'elle déploie à l'échelle internationale pour nous aider, ainsi que nos enfants et nos voisins. C'est pourquoi nous adhérons à son plan de désarmement, au pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son protocole facultatif (résolution 61/106), ainsi qu'à d'innombrables mesures, engagements et décisions.

L'ONU est notre Organisation. Si elle présente des lacunes, corrigeons-les. Nous ne devons pas perturber ses travaux ni cesser de la financer, car il nous faut la renforcer si nous voulons offrir un avenir radieux à nos enfants.

Si nous comptons mettre en place des organisations complémentaires – par exemple pour stimuler les systèmes commerciaux ou tel ou tel projet régional dans le domaine de la culture, de l'éducation ou du sport – elles sont vraiment les bienvenues, tant qu'elles ont pour fins d'améliorer la cohésion mondiale, de concrétiser les objectifs de développement durable ou d'honorer les engagements historiques à quoi nous avons souscrit. Toutefois, nous n'avons pas foi dans le recours aux organisations régionales pour défendre des systèmes anachroniques, pervers et dictatoriaux comme nous en avons vu naître puis heureusement disparaître au cours des dernières décennies.

Notre institution est le symbole vivant le plus fort de l'attachement du monde à la paix. Voilà des décennies que nous parlons souvent de la paix à n'en plus finir mais nul n'a pu pour l'instant surpasser la définition de Gandhi, selon qui la paix était la seule voie possible pour l'humanité.

La paix est notre droit. Elle est une condition *sine qua non* à la vie et au bonheur. En Équateur, nous connaissons actuellement de graves problèmes intérieurs

en raison de violences qui ont cours à la frontière septentrionale du pays. Nous tirons grand avantage de l'aide mutuelle du Président colombien, notre cher ami Ivan Duque Marquéz. Nous luttons contre la criminalité internationale et le trafic de stupéfiants et nous nous sommes engagés à les éliminer.

Étant donné que chaque cause produit un effet et que chaque effet se transforme pour devenir une cause à son tour, nous n'ignorons pas que la réalisation de la paix mondiale est une tâche qui reste à accomplir, et c'est pourquoi l'idéal de la paix n'a pas encore pris pleinement racine dans le cœur de chaque être humain. En tant que père et grand-père, j'ai conscience qu'il ne saurait y avoir de paix si nous ne nous employons pas à inculquer les valeurs qui conviennent tout au long de notre vie.

Je sais que la bonté, par exemple, n'est pas une question d'intérêt public, et que la civilité, l'honnêteté et la transparence ne sont pas des matières enseignées dans les écoles et les universités, mais qu'elles doivent être instillées dans le cœur des êtres humains. Nous ne poserons jamais les bases d'une coexistence pacifique – l'objectif même de notre Organisation, qui nous accueille aujourd'hui.

En tant que natif de la région amazonienne, je sais très bien qu'aucune paix n'est imaginable si nous ne préservons pas la planète. Nous devons considérer la jungle non pas comme les poumons mais comme le cœur de notre monde.

En tant que personne handicapée, je sais qu'on ne peut prétendre à la paix sans promouvoir l'inclusion et célébrer la diversité. La diversité n'est pas synonyme de souffrance; la diversité, c'est la vie et le plaisir d'être en vie.

En tant que Président, je sais que la paix est clairement préférable pour les plus pauvres et qu'elle profite aux personnes les plus défavorisées. La paix fait que chacun, sans exception, est libre de réaliser ses rêves chaque jour du reste de sa vie.

La Présidente (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de la République de l'Équateur de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Lenín Moreno Garcés, Président de la République de l'Équateur, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique

La Présidente (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Trump (*parle en anglais*) : Il y a un an, je me tenais devant vous pour la première fois dans cette salle (A/72/PV.3). J'avais alors parlé des menaces qui pesaient sur le monde et présenté un plan pour assurer à toute l'humanité un avenir plus radieux.

Aujourd'hui, je m'adresse à l'Assemblée générale pour rendre compte des progrès extraordinaires que nous avons faits. En moins de deux ans, mon administration a accompli davantage que presque toute autre administration dans l'histoire de notre pays.

L'économie américaine connaît un essor comme elle n'en a jamais connu auparavant. Depuis mon élection, nous avons augmenté nos richesses de 10 000 milliards de dollars. La bourse atteint des sommets sans précédent dans l'histoire et le montant des prestations d'assurance-chômage à verser n'avait plus été aussi faible depuis 50 ans. Les taux de chômage respectifs des Africains-Américains, des Hispano-Américains et des Asio-Américains sont tous à leur plus bas niveau jamais enregistré. Nous avons créé plus de 4 millions d'emplois, dont 1,5 million dans le secteur manufacturier. Nous avons fait les plus grandes réformes et réductions budgétaires de l'histoire américaine. Nous avons entamé la construction d'un gigantesque mur frontalier et nous avons considérablement renforcé la sécurité aux frontières. Nous avons assuré un financement record à notre armée – 700 milliards de dollars cette année et 716 milliards l'an prochain. Notre armée sera bientôt plus puissante qu'elle l'a jamais été.

Autrement dit, les États-Unis sont un pays plus fort, plus sûr et plus riche qu'il l'était quand j'ai pris mes fonctions il y a moins de deux ans. Nous servons la cause de l'Amérique et des Américains. Nous servons également la cause du monde. C'est une excellente

nouvelle pour nos citoyens et pour les peuples épris de paix où qu'ils se trouvent. Nous sommes convaincus que les nations, lorsqu'elles respectent les droits de leurs voisins et défendent les intérêts de leurs citoyens, peuvent mieux travailler ensemble pour s'assurer les bienfaits de la sûreté, de la prospérité et de la paix.

Chacun de nous qui sommes ici aujourd'hui est l'émissaire d'une culture distincte, d'une histoire riche et d'un peuple lié par la mémoire, la tradition et les valeurs qui font que nos patries sont chacune comme nulle autre sur Terre. C'est pourquoi l'Amérique fera toujours primer l'indépendance et la coopération sur la gouvernance mondiale et le contrôle et la domination qui vont avec. J'honore le droit de chaque nation dans cette salle de vivre selon ses propres coutumes, croyances et traditions. Les États-Unis n'ont pas l'intention de dire aux nations comment elles doivent vivre, travailler ou vénérer. Nous demandons seulement que vous honoriez notre souveraineté en retour.

De Varsovie à Bruxelles en passant par Tokyo et Singapour, j'ai eu le grand honneur de représenter les États-Unis à l'étranger. J'ai forgé des relations et des amitiés étroites et des partenariats solides avec les dirigeants de beaucoup de nations dans cette salle, et notre approche a déjà produit un changement incroyable.

Avec l'appui de nombreux pays qui sont ici aujourd'hui, nous avons dialogué avec la Corée du Nord pour remplacer le spectre du conflit par une impulsion audacieuse et nouvelle vers la paix. En juin, je suis allé à Singapour afin de rencontrer en face à face le dirigeant de la Corée du Nord, le Président Kim Jong Un. Nous avons eu des conversations et des réunions hautement productives. Et nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'il était dans l'intérêt des deux pays de travailler à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Depuis cette réunion, nous avons déjà vu un certain nombre de mesures encourageantes que peu auraient pu imaginer il y a encore peu de temps.

Missiles et roquettes ne volent plus dans toutes les directions, les essais nucléaires ont cessé et certaines installations militaires ont déjà été démantelées. Nos otages ont été libérés et, comme promis, les dépouilles de nos héros tombés au champ d'honneur sont en train d'être rapatriées chez nous pour reposer en terre américaine. Je voudrais remercier le Président Kim pour son courage et pour les mesures qu'il a prises, même s'il reste beaucoup de travail à accomplir. Les sanctions resteront en place jusqu'à ce que la dénucléarisation ait eu lieu.

Je veux aussi remercier les nombreux États Membres qui nous ont aidés à atteindre ce moment – qui est en fait bien plus important que les gens pourraient le croire – pour leur appui crucial, dont nous aurons tous besoin par la suite. Je voudrais aussi adresser des remerciements spéciaux au Président Moon de la Corée du Sud, au Premier Ministre Abe du Japon et au Président Xi de la Chine.

Au Moyen-Orient, notre nouvelle approche donne aussi de grandes avancées et un changement historique. Après mon voyage en Arabie saoudite l'an dernier, les pays du Golfe ont ouvert un nouveau centre pour s'attaquer au financement du terrorisme. Ils appliquent de nouvelles sanctions, en travaillant avec nous pour identifier et suivre à la trace les réseaux terroristes et en assumant plus de responsabilités dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme dans leur propre région.

Les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Qatar ont promis de verser des milliards de dollars pour aider les populations de la Syrie et du Yémen. Ils multiplient les initiatives pour mettre fin à la guerre civile horrible et terrible au Yémen. Au bout du compte, c'est aux nations de la région de décider quel genre de futur elles veulent pour elles-mêmes et pour leurs enfants.

Pour cette raison, les États-Unis travaillent avec le Conseil de coopération du Golfe, la Jordanie et l'Égypte à la mise en place d'une alliance stratégique régionale pour que les nations du Moyen-Orient puissent promouvoir la prospérité, la stabilité et la sécurité dans toute leur région.

Grâce à l'armée des États-Unis et à notre partenariat avec de nombreuses nations, j'ai le plaisir d'annoncer que les tueurs assoiffés de sang connus sous le nom d'État islamique d'Iraq et du Levant ont été chassés du territoire qu'ils tenaient en Iraq et en Syrie. Nous continuerons de travailler avec nos amis et alliés pour priver les terroristes islamiques radicaux de tout financement, territoire, appui ou moyen d'infiltrer nos frontières.

La tragédie en cours en Syrie est déchirante. Nos objectifs communs doivent être la désescalade du conflit militaire et une solution politique qui honore la volonté du peuple syrien. Dans cette veine, nous demandons instamment que le processus de paix dirigé par l'ONU soit revigoré. Qu'on se rassure : les États-Unis répondront si le régime d'Assad déploie des armes chimiques.

Je félicite le peuple jordanien et d'autres pays voisins d'accueillir des réfugiés de cette guerre civile brutale. Comme nous le voyons en Jordanie, la politique la plus humaine consiste à placer les réfugiés aussi près que possible de chez eux pour faciliter à la fin leur retour dans le cadre du processus de reconstruction. Cette méthode oblige aussi à faire le maximum avec des ressources finies pour aider beaucoup plus de personnes, ce qui accroît l'incidence de chaque dollar dépensé.

Toute solution à la crise humanitaire en Syrie doit aussi inclure une stratégie pour s'occuper du régime brutal qui l'alimente et la finance : la dictature corrompue en Iran. Les dirigeants iraniens sèment le chaos, la mort et la destruction. Ils ne respectent pas leurs voisins, les frontières ou les droits souverains des nations. Au lieu de cela, les dirigeants iraniens pillent les ressources des nations pour s'enrichir et semer la pagaille dans tout le Moyen-Orient et bien au-delà. Les Iraniens sont scandalisés à juste titre que leurs dirigeants détournent des milliards de dollars de la trésorerie nationale, mettent la main sur des segments importants de l'économie et pillent les dotations religieuses de la population – tout cela pour se remplir les poches et envoyer leurs intermédiaires faire la guerre. Pas bien.

Les voisins de l'Iran paient un lourd tribut aux vellétés régionales d'agression et d'expansion. C'est pourquoi tant de pays du Moyen-Orient ont soutenu ma décision de retirer les États-Unis de l'accord désastreux de 2015 sur le nucléaire iranien et de remettre en place les sanctions. L'accord sur l'Iran a été une aubaine pour les dirigeants iraniens. Pendant les années écoulées depuis la conclusion de l'accord, le budget militaire de l'Iran a augmenté de pratiquement 40 %. La dictature a utilisé les fonds pour construire des missiles capables d'emporter des têtes nucléaires, accroître la répression interne, donner de l'argent aux terroristes et financer les ravages et les massacres en Syrie et au Yémen.

Les États-Unis ont lancé une campagne de pression économique pour priver le régime des fonds dont il a besoin pour mener sa politique sanglante. Le mois dernier, nous avons commencé à imposer à nouveau des sanctions sévères sur le nucléaire qui avaient été levées au titre de l'accord sur l'Iran. D'autres sanctions reprendront le 5 novembre et d'autres encore suivront. Et nous travaillons avec les pays qui importent du pétrole brut iranien pour réduire nettement leurs achats. Nous ne pouvons pas permettre que le principal parrain mondial du terrorisme possède les armes les plus dangereuses de la planète. Nous ne pouvons pas

permettre qu'un régime qui scande « mort à l'Amérique » et menace Israël d'annihilation possède les moyens de tirer une ogive nucléaire sur n'importe quelle ville de la Terre. Nous ne pouvons tout simplement pas. Nous demandons à toutes les nations d'isoler le régime iranien tant que son agression continue. Et nous demandons à toutes les nations de soutenir le peuple iranien dans sa lutte pour reprendre le contrôle de sa destinée religieuse et vertueuse.

Cette année, nous avons aussi fait un autre pas en avant important au Moyen-Orient. Au nom du droit de tout État souverain de déterminer sa propre capitale, j'ai déplacé l'Ambassade des États-Unis en Israël à Jérusalem. Les États-Unis sont engagés en faveur d'un avenir de paix et de stabilité dans la région, et notamment de la paix entre Israéliens et Palestiniens. Cet objectif est servi, pas mis à mal, par le fait de reconnaître les évidences. La politique américaine de réalisme de principe signifie que nous refusons d'être les otages de vieux dogmes, d'idéologies discréditées et de soi-disant experts dont il a été prouvé encore et encore au fil des années qu'ils avaient tort. C'est vrai non seulement pour les questions de paix mais aussi pour les questions de prospérité.

Nous estimons que le commerce doit être équitable et réciproque. Les États-Unis refusent dorénavant qu'on profite d'eux. Pendant des décennies, les États-Unis ont ouvert leur économie – la plus importante, et de loin, de la Terre – en imposant peu de conditions. Nous avons accepté que des marchandises étrangères venues du monde entier passent librement nos frontières. Par contre, les autres pays ne nous ont pas donné en retour un accès équitable et réciproque à leurs marchés. Encore pire, certains pays ont abusé de cette ouverture pour vendre leurs produits à bas prix, subventionner leurs biens, prendre nos industries pour cibles et manipuler leurs devises pour avoir l'avantage sur notre pays en trichant. De ce fait, notre déficit commercial a enflé pour atteindre pratiquement 800 milliards de dollars par an. C'est pour cela que nous sommes en train de renégocier systématiquement les accords commerciaux dysfonctionnels ou désavantageux.

Le mois dernier, nous avons annoncé un accord commercial révolutionnaire entre les États-Unis et le Mexique. Et pas plus tard qu'hier, avec le Président Moon, nous avons annoncé que le tout nouvel accord commercial entre les États-Unis et la Corée était fin prêt. Et ce n'est que le début. Beaucoup de nations dans la salle seront d'accord pour dire que le

système commercial mondial a cruellement besoin de changement. Par exemple, on a admis à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) des pays qui enfreignent absolument tous les principes sur lesquels l'organisation repose. Tandis que les États-Unis et beaucoup d'autres nations jouent selon les règles, ces pays s'appuient sur une planification industrielle gérée par l'État et sur des entreprises publiques pour trafiquer le système à leur avantage. Ils pratiquent constamment la vente de produits à bas prix, le transfert forcé de technologies et le vol de propriété intellectuelle.

Les États-Unis ont perdu plus de 3 millions d'emplois dans le secteur manufacturier, près d'un quart de tous les emplois de l'acier et 60 000 usines après que la Chine a rejoint l'OMC. Et nous avons accumulé 13 000 milliards de dollars de déficits commerciaux au cours des deux dernières décennies. Nous ne tolérerons plus de tels abus. Nous ne permettrons plus qu'on nuise à nos travailleurs, qu'on triche contre nos entreprises et qu'on pille et transfère nos richesses. L'Amérique ne s'excusera jamais de protéger ses citoyens. Les États-Unis viennent d'annoncer des taxes douanières sur 200 milliards de dollars de plus en produits de fabrication chinoise – soit un total, pour l'instant, de 250 milliards de dollars. J'ai beaucoup de respect et d'affection pour mon ami le Président Xi, mais j'ai clairement indiqué que notre déséquilibre commercial était tout simplement inacceptable. On ne peut pas tolérer que la Chine déforme les marchés ni la manière dont elle fait des affaires. Comme mon administration le prouve, l'Amérique agira toujours dans son propre intérêt.

J'ai pris la parole devant cet organe l'an dernier (voir A/72/PV.3) et j'ai averti que le Conseil des droits de l'homme était devenu gravement embarrassant pour cette institution, protégeant des auteurs d'atteintes flagrantes aux droits de l'homme alors qu'il s'en prend violemment à l'Amérique et à ses nombreux amis. Notre ambassadrice auprès de l'ONU, Nikki Haley, a proposé un programme clair de réforme; pourtant, malgré des mises en garde reprises et répétées, rien n'a été fait, rien du tout. Les États-Unis ont adopté la seule attitude responsable. Nous nous sommes retirés du Conseil des droits de l'homme, et nous n'y retournerons pas avant qu'une vraie réforme ait été menée. Pour des raisons semblables, les États-Unis ne fourniront pas le moindre appui à la Cour pénale internationale (CPI) et ils ne la reconnaîtront pas. Pour l'Amérique, la CPI n'a aucune compétence, aucune légitimité ni aucune autorité. La CPI revendique une compétence quasiment universelle sur les citoyens de tous les pays, enfreignant tous les

principes de justice, d'équité et de respect de la légalité. Nous n'abandonnerons jamais la souveraineté de l'Amérique à une bureaucratie mondiale qui n'est pas élue et ne rend de comptes à personne. L'Amérique est gouvernée par les Américains. Nous rejetons l'idéologie du mondialisme et nous embrassons la doctrine du patriotisme. Aux quatre coins du monde, des nations responsables doivent se défendre contre des menaces à leur souveraineté qui n'émanent pas seulement de l'idée d'une gouvernance mondiale mais aussi d'autres formes nouvelles de coercition et de domination.

En Amérique, nous croyons fermement en la sécurité énergétique pour nous-mêmes et pour nos alliés. Nous sommes devenus le plus grand producteur d'énergie de toute la Terre. Les États-Unis sont prêts à exporter leurs réserves abondantes et abordables de pétrole, de charbon épuré et de gaz naturel. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les nations qui la composent sont en train, comme d'habitude, d'arnaquer le reste du monde, et cela ne me plaît pas. Nous défendons beaucoup de ces nations pour rien, et après elles profitent de nous en nous vendant du pétrole cher. Pas bon. Nous voulons qu'elles arrêtent d'augmenter les prix. Nous voulons qu'elles commencent à baisser les prix. Et à partir de maintenant elles doivent contribuer pour une bonne part à la protection militaire. Nous n'allons plus tolérer très longtemps des prix aussi épouvantables. En dépendant d'un seul et unique fournisseur étranger, une nation court le risque d'être victime d'extorsion et d'intimidation. C'est pour cela que nous félicitons des États européens comme la Pologne d'avoir pris l'initiative de construire un pipeline baltique pour que les nations ne soient pas tributaires de la Russie pour satisfaire leurs besoins énergétiques. L'Allemagne deviendra totalement tributaire de l'énergie russe si elle ne change pas immédiatement de cap.

Ici, en Occident, nous sommes attachés à protéger notre indépendance de l'empiètement de puissances étrangères expansionnistes. Depuis le Président Monroe, notre pays a pour politique officielle de s'opposer à l'ingérence de nations étrangères dans cet hémisphère et dans nos propres affaires intérieures.

Aux États-Unis, nous avons récemment renforcé nos lois pour mieux filtrer les investissements étrangers dans notre pays afin d'écarter les menaces contre notre sécurité nationale, et nous sommes ouverts à la coopération avec les pays de la région et du monde entier qui veulent faire de même. Chacun doit le faire pour sa propre protection.

Les États-Unis travaillent également avec leurs partenaires en Amérique latine pour contrer les menaces que les migrations non régulées font peser sur leur souveraineté. Il n'est pas humain de tolérer le trafic et la traite de personnes. C'est quelque chose d'horrible qui se produit, à des niveaux que personne n'avait jamais vus auparavant. C'est très cruel. L'immigration clandestine finance des réseaux criminels, des bandes sans pitié et l'afflux de drogues meurtrières. L'immigration clandestine exploite les populations vulnérables, porte préjudice aux citoyens qui travaillent dur et produit un cercle vicieux de criminalité, de violence et de pauvreté. Ce n'est qu'en défendant les frontières nationales et en détruisant les bandes criminelles que l'on pourra rompre ce cycle et poser de vraies bases pour la prospérité.

Nous reconnaissons le droit de toute nation dans cette salle de fixer ses propres politiques en matière d'immigration conformément à ses intérêts nationaux, tout comme nous demandons aux autres pays de respecter notre propre droit de faire de même – ce que nous faisons. C'est l'une des raisons pour lesquelles les États-Unis ne participeront pas au nouveau pacte mondial sur les migrations. Les migrations ne devraient pas être régies par un organe qui n'a pas de comptes à rendre à nos propres citoyens. Au bout du compte, la seule solution à long terme à la crise migratoire consiste à aider les gens à bâtir des avenir plus remplis d'espoir dans leur pays natal, à faire que leur pays retrouve sa grandeur.

Actuellement, nous sommes témoins d'une tragédie humaine, pour donner un exemple, au Venezuela. Plus de 2 millions de personnes ont fui les souffrances infligées par le régime socialiste de Maduro et ses parrains cubains. Il n'y a pas longtemps, le Venezuela était l'un des pays les plus riches de la Terre. Aujourd'hui, le socialisme a mis en faillite cette nation riche en pétrole et jeté sa population dans une pauvreté abjecte. Presque partout où l'on a essayé le socialisme ou le communisme, il n'a produit que souffrance, corruption et déchéance.

La soif de pouvoir du socialisme mène à l'expansion, à l'incursion et à l'oppression. Toutes les nations du monde devraient résister au socialisme et à la misère qu'il entraîne pour tous. Dans cet esprit, nous demandons aux nations ici réunies de se joindre à nous pour appeler au rétablissement de la démocratie au Venezuela. Aujourd'hui, nous annonçons des sanctions supplémentaires contre le régime répressif, qui visent le premier cercle de Maduro et ses proches conseillers.

Nous sommes reconnaissants à l'ONU pour tout le travail qu'elle accomplit dans le monde entier pour aider les gens à bâtir une vie meilleure pour eux-mêmes et pour leur famille. Les États-Unis sont de loin le plus grand fournisseur d'aide étrangère au monde, mais rares sont ceux qui nous donnent quoi que ce soit. C'est pour cela que nous allons réexaminer de près l'aide étrangère des États-Unis. La démarche sera dirigée par le Secrétaire d'État Mike Pompeo. Nous passerons en revue ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas, et nous nous demanderons si les pays qui bénéficient de nos dollars et de notre protection ont aussi nos intérêts à cœur. Après, nous n'apporterons plus notre aide étrangère qu'à ceux qui nous respectent et, franchement, qui sont nos amis. Les autres pays devront payer la juste part du coût de leur défense.

Les États-Unis sont déterminés à rendre l'ONU plus efficace et plus responsable. J'ai dit à de nombreuses reprises que l'ONU avait un potentiel sans limite. Dans le cadre de notre effort de réforme, j'ai dit à nos négociateurs que les États-Unis ne paieraient pas plus de 25 % du budget de maintien de la paix des Nations Unies. Cela encouragera d'autres pays à s'impliquer davantage et à partager ce très lourd fardeau. Nous travaillons à faire passer une plus grande part de notre financement des contributions statutaires aux contributions volontaires, de sorte que nous puissions affecter les ressources américaines aux programmes qui ont le mieux démontré leur efficacité. Ce n'est que lorsque chacun d'entre nous fera et versera sa part que nous pourrons réaliser les plus hautes aspirations des Nations Unies.

Nous devons œuvrer pour la paix sans peur, espérer sans désespérer et assurer notre sécurité sans nous excuser. En parcourant des yeux cette salle si chargée d'histoire, nous pensons à ceux, nombreux, qui sont venus ici avant nous pour remédier aux problèmes de leurs nations et de leurs époques. Nos pensées se tournent vers la même question qui s'est retrouvée dans tous leurs discours et toutes leurs résolutions, dans tous les mots et tous les espoirs. C'est la question de savoir quel genre de monde nous laisserons à nos enfants et de quel genre de nation ils hériteront. Les rêves qui emplissent cette salle aujourd'hui sont aussi divers que les personnes qui se sont tenues à cette tribune, et aussi variés que les pays représentés ici dans cet organe. C'est vraiment quelque chose. C'est vraiment de la grande histoire.

Il y a l'Inde, une société libre de plus de 1 milliard de personnes, qui extirpe d'innombrables millions d'individus de la pauvreté pour les amener dans la classe moyenne. Il y a l'Arabie saoudite, où le Roi Salman et le Prince héritier conduisent de nouvelles réformes audacieuses. Il y a Israël, qui célèbre fièrement son soixante-dixième anniversaire en tant que démocratie florissante en terre sainte. En Pologne, un grand peuple se lève pour son indépendance, sa sécurité et sa souveraineté. De nombreux pays s'efforcent de réaliser leur propre vision unique, bâtissent leur propre futur optimiste et chassent leurs propres rêves merveilleux de destin, d'héritage, et de patrie. Le monde entier est plus riche et l'humanité est meilleure du fait de cette magnifique constellation de nations, chacune très spéciale, chacune très unique et chacune brillant de mille feux dans sa partie du monde. Dans chacune, nous voyons la promesse fantastique d'un peuple lié par un passé commun et œuvrant pour un avenir commun.

Quant à nous, Américains, nous savons quel genre de futur nous voulons pour nous-mêmes. Nous savons quel genre de nation l'Amérique doit toujours être. En Amérique, nous croyons en la majesté de la liberté et en la dignité de l'individu. Nous croyons en l'autonomie et en l'état de droit. Et nous prisons la culture qui soutient notre liberté – une culture fondée sur des familles solides, une foi profonde et une indépendance féroce. Nous célébrons nos héros, nous chérissons nos traditions et, surtout, nous aimons notre pays.

Dans chaque personne qui se trouve dans cette auguste salle aujourd'hui, dans chaque personne qui nous écoute en quelque endroit du monde, il y a le cœur d'un patriote qui ressent le même amour puissant que vous pour sa nation et la même loyauté intense que vous pour sa patrie. La passion qui brûle dans les cœurs des patriotes et dans les âmes des nations nous a inspiré des réformes et des révolutions, des sacrifices et de l'altruisme, des avancées scientifiques majeures et de magnifiques œuvres d'art. Notre tâche consiste à ne pas l'effacer, mais à l'embrasser – pour bâtir, pour puiser dans une sagesse ancienne et pour y trouver la volonté de rendre nos nations plus grandes, nos régions, plus sûres, et le monde, meilleur.

Pour libérer l'incroyable potentiel de nos peuples, nous devons défendre ce qui rend tout cela possible. Les nations souveraines et indépendantes sont les seuls cadres dans lesquels la liberté ait jamais survécu, la démocratie, duré, et la paix, prospéré. Et donc nous devons protéger notre souveraineté et notre

indépendance chérie par-dessus tout. Quand nous le ferons, nous verrons de nouvelles possibilités de coopération se présenter à nous. Nous nous sentirons une nouvelle passion pour l'édification de la paix. Nous trouverons un nouveau but, une nouvelle détermination et un nouvel esprit qui fleuriront tout autour de nous et qui feront du monde un plus bel endroit où vivre.

Ensemble, choisissons un avenir fait de patriotisme, de prospérité et de fierté. Choisissons la paix et la liberté plutôt que la domination et la défaite. Venons ici défendre nos peuples et leurs nations – pour toujours forts, souverains, justes et reconnaissants pour la grâce, la bonté et la gloire de Dieu. Dieu vous bénisse et Dieu bénisse les nations du monde.

La Présidente (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance, suspendue à 11 h 15, est reprise à 11 h 20.

Allocution de M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque

La Présidente (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République turque.

M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Erdoğan (parle en turc; interprétation en anglais assurée par la délégation) : J'ai l'honneur de vous saluer en personne, Madame la Présidente, au nom de mon pays et de mon peuple.

Tout d'abord, je tiens à remercier S. E. M. Miroslav Lajčák pour sa conduite réussie, l'an dernier, des travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session. Je tiens aussi à féliciter M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés, de son accession à la présidence de

l'Assemblée. J'espère et je fais la prière que la session de l'Assemblée générale de cette année nous donnera la possibilité d'apporter le meilleur à tous les peuples du monde.

La présente session coïncide avec le centième anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale. La Société des Nations, fondée après la guerre, a été remplacée par l'Organisation des Nations Unies au lendemain même de la Seconde Guerre mondiale. Il ne fait aucun doute que l'Organisation, au cours de ses 73 ans d'existence, a déployé d'énormes efforts et obtenu de grands succès. Cependant, nous devons aussi admettre que sa capacité à répondre aux attentes de l'humanité en termes de paix et de bien-être a diminué avec le temps.

En particulier, le Conseil de sécurité a pris pour habitude de servir uniquement les intérêts de ses cinq membres permanents, qui ont le droit de veto, au point de ne pas réagir face à l'oppression qui a cours dans d'autres parties du monde. Les massacres perpétrés en Bosnie-Herzégovine, au Rwanda et en Somalie, et récemment au Myanmar, de même que ceux qui sont commis en Palestine au moment où nous parlons, ont tous eu lieu au vu et au su du Conseil de sécurité. Ceux qui gardent le silence face à l'oppression qui frappe les Palestiniens, ceux qui réduisent l'aide humanitaire fournie à cette population ne font qu'enhardir les oppresseurs. Même si le monde entier décide de regarder ailleurs, la Turquie restera aux côtés des Palestiniens opprimés et protégera le statut historique et juridique de notre première qibla, Jérusalem.

Malheureusement, en bien des endroits du monde, nous sommes tous les jours témoins de scènes de nettoyage ethnique et de massacres de masse qu'aucun de nous ne souhaiterait voir. De même, de la santé à l'éducation, de l'alimentation à la culture, le mécontentement est grand en ce qui concerne le volume de travail abattu par cette Organisation gigantesque. Nous ne voulons pas voir qu'une structure de cette importance se transforme en une Organisation dont la réputation est constamment faite d'échecs et de doléances. Par conséquent, nous devons saisir chaque occasion de souligner qu'il faut réformer complètement la structure et le fonctionnement de l'ONU en général, et du Conseil de sécurité en particulier.

Nous estimons que, lorsque nous disons que « le monde ne se résume pas à cinq pays », nous nous faisons la voix de la conscience collective de toute la race humaine. Le monde n'est plus celui de la Seconde

Guerre mondiale ni de son lendemain. Les représentants de 194 pays sont réunis sous ce toit. Comment se fait-il que 194 pays ne puissent pas être représentés au Conseil de sécurité? Le Conseil de sécurité ne compte que cinq membres permanents; les autres pays n'y siègent qu'à titre temporaire et n'y ont pas le moindre pouvoir.

Le fait de limiter la réforme de l'ONU au budget ne contribuera pas au règlement des vrais problèmes et ne satisfera ni ne contentera personne. Il est nécessaire d'améliorer l'efficacité de l'Organisation, c'est à mon avis très important pour l'avenir du monde. Il faut notamment s'y employer dans les domaines fondamentaux que sont l'égalité sociale, le développement et la sécurité. Nous devons impérativement conduire de nombreuses réformes.

Quand la Turquie regarde le monde, à commencer par sa propre géographie, elle voit que l'ONU a maintes tâches importantes à accomplir. Selon nous, la justice prime sur tout le reste, et elle apportera l'ordre, le salut et le bonheur au monde entier. Dans notre civilisation, nous faisons référence à un phénomène connu sous le nom de « cercle de la justice », qui repose sur la mise en place et la gestion adaptées de relations entre la société, la loi, l'État, le pouvoir de l'État, l'économie et la justice. Les liens à l'œuvre dans ce cercle sont dépendants les uns des autres; toutefois, où que l'on aille aujourd'hui dans le monde, ils sont brisés. C'est pourquoi le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui est en proie à l'instabilité politique, sociale et économique, et souffre constamment.

Pour assurer à tous un avenir pacifique et sûr, nous avons le devoir de réussir dans la lutte de l'humanité, qui doit débiter par la quête de justice et se terminer par l'établissement de la justice. Aujourd'hui, lorsque les biens des 62 personnes les plus riches du monde équivalent à ceux de la moitié de la population mondiale, soit 3,6 milliards de personnes, cela signifie qu'il y a un problème de taille à quoi nous devons faire quelque chose. Chaque soir, 821 millions de personnes vont se coucher la faim au ventre; en parallèle, 672 millions de personnes ont été diagnostiquées obèses. Il y a clairement un problème. Sur la planète, 258 millions de personnes prennent la route à la recherche de meilleures conditions de vie et de survie. À côté de cela, le monde compte 68 millions de personnes déplacées, ce qui appelle l'attention sur un autre problème, un de plus, à quoi nous devons faire quelque chose. Il y a un problème quand un bébé né en Afrique a neuf fois plus de chances

d'être victime de mortalité infantile précoce qu'un bébé né ici.

Le célèbre philosophe islamique Rumi, qui a jadis allumé un phare de connaissance dans la ville de Konya, au cœur de l'Anatolie, pour éclairer toutes les âmes du monde entier, a dit un jour que la justice consistait à remettre les choses à leur place – autrement dit, à donner aux gens ce dont ils avaient besoin ou ce qu'ils désiraient. À nous donc d'instaurer un système d'administration mondial qui servira de bouclier pour protéger les opprimés, les victimes, en tendant une main secourable aux affamés et aux sans-domicile et en offrant ainsi de l'espoir aux générations futures.

Tout ce qui est dit à cette tribune, toutes les analyses et les propositions que nous faisons, tout cela n'aura de sens que si nous les traduisons en actes. De plus, selon le philosophe Rumi, un oppresseur est un individu qui ne remplit pas ses devoirs envers l'humanité. Si nous voulons que l'Organisation des Nations Unies soit une source de justice et non de cruauté, nous devons nous consacrer davantage aux tâches qui nous sont confiées.

La Turquie poursuit ses efforts en vue d'instaurer un monde plus juste grâce à sa diplomatie humanitaire à l'échelle internationale. Elle accueille actuellement 4 millions de réfugiés à l'intérieur de ses frontières, dont 3,5 millions en provenance de Syrie. À l'échelle mondiale, c'est sans précédent. Ces réfugiés ont accès à toutes les formes de services dont une personne peut avoir besoin. À ce jour, la République de Turquie a dépensé environ 32 milliards de dollars pour s'occuper des réfugiés. De plus, dans les villes syriennes qu'elle a déjà sécurisées, telles que Jarablos, Al-Rai et Afrin, elle a fourni une aide humanitaire à des millions de personnes dans le besoin, comme cela a été fait dans les zones de désescalade récemment déclarées dans la ville d'Edleb.

Il y a bien plus de 600 000 élèves syriens scolarisés en Turquie. Dans notre pays, les réfugiés ont accès gratuitement à tous les services de santé, comme tout autre citoyen turc. En outre, la Turquie satisfait à tous les besoins des réfugiés dans ses centres de protection. Cependant, jusqu'à présent, elle n'a reçu que 600 millions de dollars de la part d'organisations internationale et seulement 1,7 milliard d'euros de l'Union européenne (UE). Ces fonds ne vont pas directement dans le budget turc, mais sont plutôt transférés aux organisations non-gouvernementales (ONG) qui s'occupent des réfugiés. L'Union européenne s'était auparavant engagée à allouer 3 milliards d'euros

à la Turquie, mais le versement de ces fonds dépend désormais de la réalisation de projets spécifiques. La Turquie continue de fournir des services aux réfugiés tous les jours, sans aucune condition préalable ou interruption. Elle s'attend à un soutien plus généreux et souple, en particulier de la part de l'UE, car elle a empêché un afflux important de réfugiés vers d'autres régions du monde, notamment vers l'Europe, grâce aux possibilités qu'elle offre aux réfugiés.

Par ailleurs, la Turquie apporte une aide au développement considérable sur le plan humanitaire dans toutes les régions du monde, et pas seulement aux réfugiés qui se trouvent à l'intérieur ou à proximité de ses frontières. À compter de cette année, la Turquie occupe le sixième rang mondial en termes d'aide totale au développement et le premier en termes d'aide humanitaire. Elle est parmi les donateurs les plus importants en matière d'aide au développement et d'aide humanitaire, étant donné qu'elle est la dix-septième plus vaste économie du monde. Notre engagement est une expression forte de l'importance que nous accordons à l'aide humanitaire et à l'assistance aux personnes qui en ont besoin.

Comme l'Assemblée générale l'a souligné dans son appel de cette année, le monde a plus que jamais besoin d'une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables. La Turquie a fait des efforts considérables dans ce sens au sein de l'Organisation des Nations Unies. L'initiative sur la médiation pour la paix, que nous avons lancée avec la Finlande en 2010, est désormais appuyée par le Groupe des amis de la médiation, composé de 56 États Membres. La Turquie a également pris de sérieuses mesures à cet égard au sein de l'Organisation de la coopération islamique, dont elle assure actuellement la présidence.

L'Alliance des civilisations, initiative que nous avons lancée avec l'Espagne, est devenue une initiative des Nations Unies à laquelle 146 États Membres prennent part. Afin d'aider la Somalie, qui lutte contre la famine, à se relever, la Turquie met en œuvre un programme de développement qui, je pense, servira de modèle au reste du monde. De plus, pour aider des millions d'innocents dans l'Arakan, qui se situe à des kilomètres de mon pays, nous avons mobilisé tous les moyens et toutes les ressources dont nous disposons. La Turquie a fait des efforts sincères pour résoudre la crise du Golfe. En Iraq, elle a encouragé toutes les parties à faire des efforts en vue d'assurer l'avenir du pays. En ce qui concerne le

racisme, la xénophobie et l'islamophobie, la Turquie s'emploie à empêcher que la négativité n'émerge dans diverses régions du monde, en particulier en Europe.

La Turquie a également adopté une position active en réponse à l'évolution de la situation en Syrie, qui est désormais devenue, pour la majorité des pays du monde, le lieu d'exportation des groupes radicaux qui se trouvent sur leur territoire. Par notre soutien aux processus de Genève et d'Astana ainsi qu'à la création de zones de désescalade, nous continuons d'œuvrer pour la paix et la stabilité en Syrie, et nous nous efforçons d'en faire un pays à nouveau pacifique. En débarrassant les régions de Jarablos et d'Al-Raï de l'État islamique d'Iraq et du Cham et la région d'Afrin du Parti des travailleurs du Kurdistan, du Parti de l'Union démocratique et des Unités de protection du peuple, toutes des organisations terroristes, nous avons transformé une zone de plus de 4 000 kilomètres carrés en un lieu sûr et pacifique pour des millions de Syriens.

Tout récemment, la Turquie a signé un accord avec la Russie, l'Accord de Sotchi, par lequel elle a empêché les assauts sanglants du régime contre les zones de désescalade dans la province d'Edleb, où vivent 3,5 millions de civils. Nous pensons qu'en évitant la répétition des massacres perpétrés à Alep, Hama, Homs, Dar'a et dans la Ghouta orientale, la Turquie a ouvert la voie à la paix et à une solution politique dans le pays, notamment dans l'Edleb, le but étant de débarrasser le territoire syrien de la présence de terroristes, depuis Manbij jusqu'à la frontière avec l'Iraq. J'appelle donc toutes les parties à soutenir une solution politique juste et viable en Syrie par une approche constructive. Je souhaite qu'une approche fondée sur des principes soit adoptée contre toutes les organisations terroristes.

À l'avenir, ceux qui équipent les terroristes de dizaines de milliers de camions et de milliers d'avions cargo chargés d'armes et de munitions au nom de leurs intérêts tactiques, éprouveront certainement de la peine et regretteront de l'avoir fait. Soutenir des organisations terroristes et fermer les frontières aux réfugiés tout en imposant ce fardeau à quelques pays, comme la Turquie, ne permettra pas de bâtir un avenir plus sûr et plus prospère dans le monde. Au contraire, les problèmes ainsi évités seront tels qu'un jour, les mesures à prendre ne suffiront plus à les surmonter. Fournissons donc des efforts plus sincères et plus constructifs en vue de trouver des solutions dans les régions en proie actuellement à des conflits, comme la Syrie, l'Iraq, le Yémen, la Libye, l'Afghanistan et l'Ukraine, ainsi que

dans les régions qui pourraient connaître des conflits, comme les Balkans, le Caucase, l'Afrique du Nord, l'Afrique centrale, le Golfe et la Méditerranée orientale. Gardons à l'esprit que, si nous sommes incapables d'assurer un niveau minimum de paix et de prospérité pour tous partout dans le monde, nul ne peut vivre en sécurité sur son territoire.

Toutes les organisations terroristes ne tirent pas leur pouvoir uniquement de leurs actions armées. Certaines d'entre elles ont recours à des stratégies plus complexes, plus discrètes et plus insidieuses. L'organisation terroriste Fethullah a tenté un coup d'État dans la nuit du 15 juillet 2016, faisant, au final, 251 martyrs et plus de 2 193 blessés parmi les civils turcs. C'est une illustration du type d'organisation terroriste que je viens de mentionner. Cette organisation se cache derrière des concepts attrayants tels que l'éducation, le bien-être et le dialogue, et elle poursuit ses activités sous le couvert d'ONG ou d'entreprises. Le chef de cette organisation vit actuellement de façon très confortable en Pennsylvanie, sur plus de 400 acres de terre.

Au cours des quatre dernières décennies, cette organisation terroriste s'est développée en Turquie en usant de stratégies insidieuses et nous avons vu son véritable visage lorsque ces terroristes se sont sentis suffisamment puissants pour entreprendre un coup d'État. Leurs tentatives étaient successives : d'abord à l'aide de leurs agents qui avaient infiltré la police et le système judiciaire en Turquie, ensuite avec leurs agents dans les forces armées. Avec le pouvoir économique et administratif qu'elle a acquis au fil du temps, cette organisation terroriste a tenté de prendre le contrôle de la politique, de la société et même de l'État. Toutefois, grâce à l'appui du peuple et à notre lutte résolue contre l'organisation terroriste Fethullah au cours des cinq dernières années, nous avons débarrassé notre pays de la majorité des membres de cette organisation. Nous constatons aujourd'hui que cette organisation terroriste mène des activités similaires dans le monde entier. Nous mettons en garde de nombreux pays amis de la Turquie dans le monde et demandons l'extradition des terroristes qui se cachent à l'intérieur de leurs frontières, mais certains d'entre eux hésitent à les extraditer. Cependant, au final, le prix de ce refus sera très élevé.

L'organisation terroriste Fethullah génère entre 700 et 800 millions de dollars aux États-Unis grâce aux écoles privées qu'elle possède dans différents États du pays. Ce chiffre ne tient pas compte des recettes générées par les institutions commerciales impliquées

dans toutes sortes d'activités de blanchiment d'argent et autres structures ayant des plans secrets, qui passent pour des ONG. Je suis peiné, et c'est pourquoi j'avertis en toute franchise les pays amis de la Turquie dans le monde entier. Je les invite à mobiliser leurs efforts pour combattre la présence de l'organisation terroriste Fethullah dans leurs pays. Contre cette organisation insidieuse, nous devons faire preuve de la même solidarité que celle dont nous avons fait montre contre des organisations terroristes armées et des régimes sanguinaires. La Turquie est prête à partager ses données d'expérience et les informations recueillies sur ce sujet avec les pays amis et tout pays disposé à coopérer plus étroitement avec elle.

Les guerres commerciales ont nui à l'humanité à toutes les époques. Nous sommes au bord d'une autre guerre tout aussi effroyable. Aucun d'entre nous ne peut rester silencieux face aux annulations arbitraires d'accords commerciaux, à la généralisation du protectionnisme et à l'utilisation de sanctions économiques comme armes. Les effets négatifs de ces nouveaux dérapages finiront par affecter tous les pays. Nous devons tous travailler de concert pour éviter que des décisions unilatérales exprimées sous forme de sanctions ne portent préjudice au régime commercial mondial. À l'heure où nous devons travailler à la réalisation des objectifs de développement durable énoncés dans le Programme 2030, personne ne veut que le monde connaisse une nouvelle crise économique.

Il est facile de créer le chaos, mais il est difficile de rétablir l'ordre. Malheureusement, aujourd'hui, certains pays tentent continuellement de créer le chaos. Il n'y a pas de danger plus grand qu'un ordre mondial exempt de toute miséricorde, conscience et vérité et de tout espoir. C'est le danger qui nous guette au quotidien. La Turquie a toujours été partisane du libre-échange et de la libre circulation des personnes et des biens. Toute régression dans ces domaines a des effets négatifs qui seront difficiles à surmonter pour les générations futures. En outre, le fait que cette approche soit accompagnée d'un discours de menace, de la force et d'un mépris un total de l'histoire des relations bilatérales nous déçoit encore plus. Nous sommes favorables à la résolution de nos problèmes par un dialogue constructif sur un pied d'égalité. Nous attendons de nos amis du monde entier qu'ils agissent de façon responsable.

La Turquie entretient une coopération efficace, harmonieuse et constructive avec ses homologues dans les instances internationales, telles que l'Organisation

mondiale du commerce, le Groupe des Vingt, l'Organisation de la coopération islamique et l'Union européenne dans le cadre de l'Union douanière. La Turquie a toujours encouragé une approche gagnant-gagnant avec ses partenaires d'affaires dans le monde entier. La sincérité dont elle fait preuve dans sa stratégie est évidente, c'est pourquoi nous jugeons injustes les allégations et les pressions contre notre pays. Nous pensons qu'avec les pays et les institutions qui partagent notre point de vue, nous pouvons surmonter le chaos politique et économique dans lequel le monde est entraîné. La Turquie espère recevoir l'appui de la communauté internationale à cet égard.

Avant de conclure, j'aimerais faire part à l'Assemblée de deux observations supplémentaires.

Premièrement, la Turquie estime qu'il est nécessaire de créer au sein des Nations Unies une institution consacrée à la jeunesse, car les jeunes assurent la viabilité de notre avenir. La Turquie propose de créer une organisation des Nations Unies pour la jeunesse dès que possible et suggère comme siège Istanbul, ville représentative de l'histoire du monde. Nous pouvons attribuer à cette organisation un centre de jeunesse, qui est actuellement en construction à Istanbul.

Deuxièmement, en 2005, la Turquie a accueilli le sommet mondial sur le vieillissement pour la première fois, puis 2019 a été proclamée Année internationale des personnes âgées. À cet égard, l'Agence internationale des Nations Unies pour les personnes âgées est en cours de création à Istanbul, et la troisième Assemblée mondiale sur le vieillissement se tiendra à Istanbul. J'invite cordialement les représentants à participer à ce sommet, qui se tiendra le 10 décembre.

Une fois encore, je souhaite plein succès à l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session. Au nom de mon pays et en mon nom propre, je salue de tout cœur et avec respect tous les pays et peuples représentés dans ce parlement commun de l'humanité. Puissent-ils rester en paix et en bonne santé.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République turque de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Discours de M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda

La Présidente (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Rwanda.

M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kagame : Alors que nous nous réunissons dans cette salle et travaillons ensemble pour rendre l'ONU plus pertinente aux yeux de tous, les événements positifs survenus en Afrique au cours de l'année écoulée méritent l'attention de l'Assemblée. Je voudrais commencer par un paradoxe.

Dans aucune autre région, le sentiment de solidarité et d'unité transnationales n'est aussi profondément ressenti qu'en Afrique. L'idée que nos identités nationales respectives sont en contradiction avec le panafricanisme est inconnue dans notre contexte. Et pourtant, malgré ce don civique unique en son genre, dans la pratique, l'Afrique s'est trop souvent distinguée par des dissensions et des dysfonctionnements. Les pays d'Afrique n'ont donc pas été en mesure de définir et de promouvoir leurs intérêts communs. Nous avons cédé la responsabilité de notre avenir à d'autres, non par contrainte, mais par défaillance.

M. Bahr Aluloom (Iraq), Vice-Président, assume la présidence.

Mais les temps changent rapidement et, par conséquent, le positionnement de l'Afrique dans le monde doit également changer. Sur notre continent, la tendance est à une coopération plus étroite et plus productive, tant par l'intermédiaire de l'Union africaine que de nos communautés économiques régionales. Le déclin évident des certitudes et des autorités d'antan n'entraîne pas de turbulences en Afrique, comme cela aurait été le cas à une époque. Au contraire, il a eu pour effet d'attirer l'attention des pays africains sur le besoin urgent de mettre de l'ordre dans nos affaires et de changer fondamentalement notre façon de faire. C'est pourquoi l'Union africaine a lancé il y a plus de trois ans

une vaste réforme financière et institutionnelle. Nous constatons déjà des résultats concrets.

La nouvelle discipline financière a permis à l'Union africaine d'avoir un budget inférieur de 12 % par rapport à celui de l'année dernière. Les contributions des États membres ont aussi considérablement augmenté. Les contributions au fonds qui permet de financer les opérations de soutien à la paix de l'Union africaine sont à leur niveau le plus élevé depuis la création du fonds, en 1993. Et plus tôt dans l'année, l'accord historique sur la Zone de libre-échange continentale africaine a été signé, marquant ainsi l'aboutissement de décennies d'efforts. Une fois que l'accord sera entré en vigueur, la place de l'Afrique dans l'architecture économique et commerciale mondiale sera redéfinie.

Des économies d'échelle et des niveaux plus élevés de commerce intra-africain aideront notre continent à atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Il y aura également de nouvelles possibilités de partenariat public-privé avec le secteur privé africain en pleine croissance. Cette année a également été marquée par des exemples de sécurité régionale et de transitions politiques clefs qui se sont déroulées de manière pacifique et axée sur l'avenir. Des consultations et un leadership plus efficaces réduisent le recours à la médiation externe, et ce devrait être la norme.

Les événements capitaux qui sont survenus dans la Corne de l'Afrique – en Érythrée, en Éthiopie, à Djibouti et même en Somalie – sont les plus remarquables. Les dirigeants de la région méritent notre soutien total alors qu'ils mettent de côté des décennies de méfiance et œuvrent à un règlement global. Il importe que le Conseil de sécurité collabore étroitement avec l'Union africaine pour accompagner ce processus de normalisation.

Au Zimbabwe également, l'entame des prochaines étapes sur la voie du progrès mérite un encouragement constant de la part de la communauté internationale. Cependant, il existe d'autres situations en Afrique – notamment en République centrafricaine, en Libye, au Sahel et au Soudan du Sud – où de graves problèmes demeurent irrésolus, malgré un potentiel important. L'Afrique et le monde doivent s'unir, agir de manière à harmoniser les initiatives qui se chevauchent et faire en sorte que les accords soient respectés.

La paix et la sécurité sont le fondement du bien-être économique et social. Hier, nous avons fêté avec joie le centenaire de la naissance de Nelson Mandela

en organisant le Sommet de la paix Nelson Mandela. Dans cet esprit, nous sommes déjà sur le point d'ouvrir un nouveau chapitre, avec la coopération entre l'Union africaine et l'ONU concernant le financement stable des opérations de soutien à la paix mandatées par l'Union africaine. Le projet de résolution qui sera présenté par les trois membres africains du Conseil de sécurité bénéficie du plein appui de l'Union africaine. Cette mesure s'alignera également sur la nouvelle initiative du Secrétaire général intitulée « Action pour le maintien de la paix ». Cela montre une fois de plus que les retombées d'une Afrique plus ciblée et plus fonctionnelle profitent à tous.

Dans le cadre plus vaste de ce partenariat renforcé entre nos institutions, il importe que l'on accorde à la représentation diplomatique de l'Union africaine ici à l'ONU le statut et le poids dont bénéficient les autres instances régionales. Le thème du débat général de cette année est : « Faire de l'ONU une organisation pour tous ». Cela exige un engagement favorisant un véritable multilatéralisme là où il a trop souvent fait défaut. Le système actuel de gouvernance mondiale à deux vitesses n'est pas viable. Ce sont quelques-uns qui définissent les normes selon lesquelles les autres seront jugés. Mais les normes qui ne s'appliquent pas de la même façon à tous ne sont pas universelles. C'est en remédiant à ce déséquilibre dans les fondements mêmes de notre système que nous pourrions donner forme à une relance de la coopération multilatérale et renouveler la légitimité des institutions internationales qui sont si cruciales pour l'avenir de notre planète.

Dans les années à venir, nous attendons avec intérêt d'approfondir l'important partenariat entre l'Afrique et l'ONU et de faire progresser notre programme commun de paix et de sécurité, d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, de protection environnementale et de prospérité partagée.

Le Président par intérim (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Rwanda de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Discours de M. Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis du Mexique

Le Président par intérim (parle en arabe) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis du Mexique.

M. Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis du Mexique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis du Mexique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Peña Nieto (parle en espagnol) : Je félicite l'Ambassadrice María Fernanda Espinosa Garcés pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale. Je salue le fait que, pour la première fois dans l'histoire, une femme latino-américaine préside les travaux de l'Assemblée.

Depuis la création de l'ONU, le Mexique a montré qu'il veut participer à la réalisation des idéaux qui ont présidé à sa création. En tant que Mexicains, nous sommes conscients des responsabilités de notre nation en tant que membre d'une communauté d'États souverains et indépendants. Des générations successives ont réussi à faire du Mexique un État démocratique et pluraliste, une société libre et participative et une économie dynamique ouverte sur le monde. Dans le même temps, nous avons contribué aux débats et à l'action axés sur les grands défis auxquels la communauté internationale est confrontée dans la recherche de la paix et de la sécurité, la promotion du développement durable et le respect des droits de l'homme. Ce sont là des valeurs universelles qui ont inspiré et guidé les efforts du Mexique pour relever les défis auxquels notre société est confrontée.

Grâce à l'engagement et à la coopération des trois branches de l'Union, de divers partis politiques, d'organisations de la société civile et de représentants des divers secteurs économiques, le Mexique progresse sur la voie de l'amélioration des niveaux de richesse et de développement. Nous nous efforçons à renforcer nos institutions et à protéger notre société de la menace du crime et de la violence dans la quête d'un Mexique pacifique. Nous nous employons à améliorer les conditions de vie des groupes les plus vulnérables en réduisant les niveaux de pauvreté et en bâtissant un Mexique inclusif. Nous avons transformé le système éducatif mexicain afin qu'il puisse offrir aux enfants et aux jeunes du pays une éducation de qualité qui

les prépare à une vie heureuse et réussie. Nous avons éliminé les obstacles, qui, pendant des décennies, ont entravé le plein développement économique, permettant ainsi au Mexique de devenir prospère. Nous avons joué un rôle actif dans la recherche de solutions aux défis internationaux, rôle qui sied à un pays qui est l'un des 10 plus peuplés du monde, l'une des 15 plus vastes économies du monde et un acteur mondial responsable.

Mon pays a fait du sens des responsabilités le mot d'ordre de sa politique étrangère. Le Mexique agit de façon responsable dans le cadre de la promotion d'un développement durable qui profite à tous. C'est pourquoi nous avons mis en place une architecture institutionnelle, en collaboration avec le pouvoir exécutif fédéral, pour promouvoir le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Avec d'autres pays représentés au sein de l'Assemblée, nous avons encouragé l'examen annuel de l'incidence de l'évolution rapide de la technique, en particulier l'intelligence artificielle, sur la réalisation du Programme 2030.

L'application de l'Accord de Paris sur les changements climatiques est une priorité pour mon pays. Nous avons l'obligation morale, en tant que communauté internationale, de mettre ses préceptes en pratique et d'atteindre des objectifs d'atténuation, d'adaptation et de financement encore plus ambitieux. Le Mexique a agi de manière responsable dans la recherche de solutions aux défis que crée la migration. Je me félicite des progrès que nous avons accomplis dans l'élaboration du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Sur la base du nouveau modèle de développement, les Représentants permanents du Mexique et de la Suisse ont travaillé ces deux dernières années avec des États, des organisations de la société civile, des organisations internationales et le milieu universitaire pour établir les principes directeurs du pacte, notamment le respect des droits de l'homme de tous les migrants, indépendamment de leur statut migratoire, la responsabilité partagée et le respect total de la souveraineté des États. L'adoption officielle prochaine de cet instrument à Marrakech en décembre nous permettra de nous appuyer sur un document fondateur pour la gouvernance internationale des migrations.

Le Mexique a agi de manière responsable pour promouvoir la paix et la sécurité internationales. Après une absence de plus de deux décennies, il participe de nouveau aux opérations de maintien de la paix. Ces dernières années, nous avons contribué à des

opérations déployées en Afrique, au Moyen-Orient et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le Mexique s'est également illustré dans la lutte pour l'élimination totale des armes de destruction massive, en particulier le désarmement nucléaire. À cet effet, nous avons lancé et appuyé le processus qui s'est achevé en 2017 avec l'adoption du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, que le Mexique a ratifié en janvier. Nous exhortons tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier le Traité sans plus tarder.

Les armes de destruction massive ne sont pas la seule menace pour la société. Le commerce illicite des armes est l'un des plus grands défis à la sécurité nationale que le Mexique, comme beaucoup d'autres pays, doit relever. Je le dis sans ambiguïté : étant donné sa gravité, le trafic d'armes est un fléau sur lequel nous devons nous pencher au plus vite. La négociation et l'adoption du Traité sur le commerce des armes représentaient une étape importante pour faire avancer cette lutte. La première Conférence des États parties au Traité s'est tenue au Mexique en 2014. Nous devons maintenant nous efforcer de l'appliquer. Les résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème mondial de la drogue, qui s'est tenue en 2016, ont marqué un tournant décisif dans le système de contrôle international des drogues. Leur application nous permettra de passer d'une simple interdiction à une réglementation efficace qui combine les approches de prévention, de santé publique et de droits de l'homme.

Le Mexique a agi de manière responsable en matière de promotion des droits de l'homme. Nous reconnaissons que notre pays continue d'être confronté à des défis majeurs dans ce domaine, et nous avons donc mis en place des politiques publiques spécifiques pour les relever. Le Mexique est resté ouvert aux inspections internationales, car nous savons qu'il s'agit d'un outil utile pour renforcer nos cadres juridiques nationaux et promouvoir les droits de l'homme dans le pays. Dans ses efforts visant à promouvoir les droits de l'homme, la communauté internationale doit continuer d'encourager le respect des principes démocratiques fondamentaux dans le monde entier. L'usurpation des pouvoirs, la violation systémique des droits politiques, la rupture de l'ordre démocratique et la crise humanitaire en cours dans certaines régions du continent américain sont des questions qui nous préoccupent profondément. Le Mexique continuera de faire de son mieux sur le plan diplomatique pour que la démocratie, la paix et le respect des droits de l'homme soient rétablis dans toutes

les régions du continent. Nous le ferons, en recherchant toujours des solutions pacifiques convenues par les citoyens des pays concernés, dans le plein respect du principe de non-intervention.

Comme il l'a toujours fait valoir dans le passé, le Mexique demande de nouveau aujourd'hui que le blocus commercial et financier imposé à Cuba soit levé. Le Mexique estime que la solution aux problèmes doit être trouvée par le dialogue et la négociation. Je suis convaincu que la fin du blocus profiterait à l'ensemble de la région.

À présent, sur la scène internationale, nous sommes témoins de tendances qui semblaient avoir été surmontées et qui, par le passé, se sont révélées contraires aux intérêts du développement, notamment la défense des nationalismes exclusifs, le retour de pratiques commerciales protectionnistes, et la remise en question et l'érosion du multilatéralisme. Ces politiques favorisent l'exclusion, notamment l'exclusion politique des minorités, l'exclusion sociale des groupes vulnérables, l'exclusion économique des moins fortunés et l'exclusion culturelle de ceux qui vivent ou pensent autrement.

Face à ces tendances inquiétantes, je réaffirme devant cette instance universelle l'importance du multilatéralisme et de la coopération internationale pour le Mexique. L'expérience montre que le multilatéralisme est le meilleur moyen de défendre la souveraineté et la dignité de chaque État, tout en contribuant à la sécurité et au bien-être de la communauté des nations. C'est pourquoi tous les Membres de l'Organisation doivent confirmer leur confiance et s'engager à la renforcer.

Plus précisément, le Mexique demande aux États Membres de, premièrement, parvenir à un consensus en faveur d'une réforme globale du Conseil de sécurité qui renforce le multilatéralisme, ne permette pas l'intégration de nouveaux membres permanents et prolonge la durée du mandat des membres non permanents; deuxièmement, faire en sorte que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui constitue une véritable charte sociale internationale pour le XXI^e siècle, devienne un guide mondial efficace pour que ne laisse personne de côté; troisièmement, renforcer le système des droits de l'homme dans le monde entier – nous sommes certains que la nomination de M^{me} Michelle Bachelet comme Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, consolidera cet important pilier de l'Organisation; et, quatrièmement, respecter pleinement les résolutions pertinentes du

Conseil de sécurité pour sauvegarder la paix et la sécurité internationales. Nous sommes encouragés par les progrès réalisés dans le dialogue entre la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée. Dans le même temps, nous réitérons notre appel à la mise en oeuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sur la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne.

Mon pays traverse actuellement une période de transition démocratique entre gouvernements. Marqué par le respect inconditionnel des libertés politiques et économiques des citoyens mexicains, le changement d'administration se déroule dans un climat de certitude, d'ordre, de stabilité économique et de paix sociale. Comme mon mandat en tant que Président du Mexique s'achève dans quelques semaines, cette déclaration sera ma dernière devant la plus grande instance de la communauté internationale. Au cours des six dernières années, j'ai constaté que le dialogue, la coopération et un système international fondé sur des règles sont nos meilleures options pour trouver des solutions justes, partagées et durables aux défis mondiaux.

Construire un monde de paix, d'amitié et de coopération internationale n'a jamais été une tâche facile. Il y a ceux qui optent pour l'exclusion et la discorde. Il y a aussi ceux qui choisissent d'être de simples observateurs plutôt que de véritables acteurs du changement. Ces alternatives sont contraires à l'esprit d'harmonie et de fraternité universelle qui anime les membres de l'Assemblée. L'Organisation est la preuve la plus convaincante qu'il vaut la peine de se battre pour un monde plus pacifique et sûr, plus inclusif et égalitaire, plus développé et viable. Les défis auxquels la communauté internationale est confrontée nous obligent à rester fidèles aux idéaux qui ont inspiré la création de l'Organisation des Nations Unies et à continuer de nous appuyer sur les principes consacrés par sa Charte fondatrice. Remplissons tous de manière responsable les engagements que nos États ont pris individuellement dans l'intérêt de chaque nation et, en même temps, de la communauté internationale dans son ensemble.

Le Président par intérim (parle en arabe) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis du Mexique de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis du Mexique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Emmanuel Macron, Président de la République française

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française.

M. Emmanuel Macron, Président de la République française, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Emmanuel Macron, Président de la République française, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Macron : Nous sommes toutes et tous ici les héritiers d'un formidable espoir, celui de préserver les générations futures du fléau de la guerre, de construire un ordre international fondé sur le droit et le respect de la parole donnée, de faire avancer l'humanité vers un progrès économique, social, moral, dans une liberté toujours plus assurée. Et nous avons eu des résultats : les droits de l'homme se sont diffusés, le commerce et la prospérité se sont développés, la pauvreté a reculé. C'est cela notre acquis des dernières décennies.

Cependant, nous devons regarder avec lucidité le moment que nous traversons. Nous vivons aujourd'hui une crise profonde de l'ordre international libéral westphalien que nous avons connu. D'abord, car il a échoué pour partie à se réguler lui-même. Ses dérives économiques, financières, environnementales et climatiques n'ont pas trouvé de réponse encore à la hauteur à ce jour. Ensuite, parce que notre capacité collective à apporter une réponse aux crises est encore trop souvent entravée par les divisions du Conseil de sécurité. L'Organisation en est trop souvent réduite à déplorer des violations des droits qu'elle s'était jurée de garantir. Soixante-dix ans après l'adoption par l'Assemblée générale à Paris de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un relativisme culturel, historique, religieux conteste aujourd'hui les fondements de leur universalité.

Née d'une espérance, l'ONU peut devenir, comme la Société des Nations qui l'a précédée, le symbole d'une impuissance. Et nul n'est besoin de chercher les responsables de ce délitement, ils sont ici, dans l'Assemblée. Ils prennent la parole aujourd'hui. Les responsables, ce sont les dirigeants que nous sommes.

À partir de ce constat, trois grandes voies se présentent au fond devant nous.

La première, c'est celle de penser qu'il s'agit d'un moment, d'une parenthèse dans l'Histoire avant un retour à la normale. Je n'y crois pas. Je n'y crois pas car nous traversons une crise d'efficacité et de principe de notre ordre mondial contemporain, qui ne pourra plus retrouver ses repères et son fonctionnement d'avant. Le moment que nous vivons n'est pas une parenthèse : il exprime nos propres insuffisances passées.

La deuxième voie, ce serait celle de la loi du plus fort. C'est la tentation pour chacun de suivre sa propre loi. Cette voie, je l'affirme ici, celle de l'unilatéralisme, elle nous conduit directement au repli et au conflit, à la confrontation généralisée de tous contre tous, au détriment de chacun, même de celui à terme qui se croit le plus fort. La responsabilité de la paix ne se délègue pas, ne se refuse pas, ne se préempte pas, elle s'exerce collectivement.

Et la loi du plus fort ne protège aucun peuple contre quelque menace que ce soit, qu'elle soit chimique ou nucléaire. Qu'est-ce qui permettra de régler véritablement la situation en Iran, et qu'est-ce qui déjà a commencé à permettre de la stabiliser? La loi du plus fort, la pression d'un seul? Non! Nous savons que l'Iran était sur la voie du nucléaire militaire, mais qu'est-ce qui l'a stoppé? L'accord conclu à Vienne de 2015 : Plan d'action global commun. Nous devons aujourd'hui, comme je le disais il y a un an (A/72/PV.4), non pas exacerber les tensions régionales, mais proposer un agenda plus large permettant de traiter toutes les préoccupations nucléaires, balistiques, régionales causées par les politiques iraniennes, mais dans le dialogue et le multilatéralisme. Sans naïveté ni complaisance, mais sans des postures, qui, à terme, ne manqueraient pas d'être stériles.

Qu'est-ce qui réglera le problème des déséquilibres commerciaux et toutes leurs conséquences sur nos sociétés? Des règles communes adaptées à la réalité d'aujourd'hui et permettant d'assurer des conditions de concurrence loyale, égale, et en aucun cas un traitement bilatéral de tous nos différends commerciaux ou un nouveau protectionnisme.

Qu'est-ce qui permettra de régler la crise entre Israël et la Palestine? À coup sûr, pas des initiatives unilatérales, ni le fait d'ignorer les droits légitimes des Palestiniens pour obtenir une paix durable, ni de sous-estimer le droit légitime des Israéliens à leur sécurité. Il

n'y a pas d'alternative crédible à la solution de deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité, avec Jérusalem pour capitale. Israël sait que la France a pour elle une amitié indéfectible, et c'est au nom de cette amitié que je l'appelle à mettre rapidement un terme à la politique des faits accomplis qui menace la possibilité même d'aboutir à un accord de paix. Poursuivre dans cette voie serait une erreur. Sur cette question, je suis prêt et nous devons être prêts à sortir des dogmes, des positions historiques, à prendre des initiatives nouvelles, mais à condition que cela déclenche des changements positifs sur le terrain. Mais la loi du plus fort là aussi ne fera que renforcer les frustrations et les violences. L'Assemblée l'a compris, face aux déséquilibres contemporains, je ne crois pas à la loi du plus fort, quand bien même elle s'habillerait d'une forme de légitimité là où elle a perdu en réalité toute espèce de légalité.

Je crois à une troisième voie possible devant nous, sans doute la plus difficile, sans doute la plus exigeante, qui nous impose de forger ensemble un nouveau modèle, de trouver ensemble un nouvel équilibre mondial. Nous avons connu après la Seconde Guerre mondiale, pendant plusieurs décennies, un équilibre qui s'est construit de bloc à bloc. Nous avons ensuite connu l'avènement d'une forme de modèle d'hyperpuissance, et nous assistons depuis plusieurs années à une nouvelle instabilité du monde marquée par le retour des puissances multiples.

Le nouvel équilibre que nous devons créer doit reposer sur de nouvelles formes de coopération régionales et internationales et se structurera selon moi autour de trois principes : le premier, c'est le respect des souverainetés, au fondement même de la Charte; le second, c'est le renforcement de nos coopérations régionales; et le troisième, c'est l'apport de garanties internationales plus robustes qui se joue ici. Et c'est cette méthode, c'est autour de ces trois principes que nous devons veiller à régler les situations de crise contemporaines.

En Syrie, nous poursuivons la lutte contre le terrorisme islamiste. Les engagements militaires de certains pays ont permis au régime de se rétablir au prix de crimes dont les responsables devront un jour rendre compte. Le peuple syrien en a tragiquement payé le prix, et il n'y aura pas de vainqueurs dans une Syrie en ruines. Ce qu'il faut maintenant, c'est gagner la paix sous l'égide des Nations Unies. Il ne nous revient pas de décider pour le peuple syrien, mais bien de construire les voies et moyens de cette méthode que je viens de définir, et donc de construire une solution

portée par, non seulement les États garants d'Astana, mais aussi d'autres États régionaux et la communauté internationale à travers le « Small Group » (le Groupe restreint), de le faire sous la coordination des Nations unies et du Représentant spécial du Secrétaire général, et de créer les voies et moyens, d'une part, de régler la crise humanitaire et, d'autre part, de construire une solution politique inclusive durable à travers la réforme constitutionnelle et l'organisation d'élections libres. C'est cela respecter véritablement la souveraineté syrienne! Ça n'est ni se substituer au peuple syrien pour décider qui doit être son dirigeant ni accepter de couvrir tous les crimes en acceptant que ce dirigeant reste jusqu'à la fin des temps en considérant que nous n'avons plus de principes et, au fond, plus de droits.

En Libye, là aussi, c'est cette nouvelle méthode qui doit nous permettre de faire advenir une solution durable. Le statu quo actuel permet aux milices, aux trafiquants de gagner du terrain, déstabilisant toute la région. Nous ne donnerons pas aux Libyens les moyens d'en sortir si nous continuons de nous diviser, si la Libye devient le terrain, comme elle l'est encore trop souvent, de confrontations des influences étrangères. À Paris, les Libyens ont pris l'engagement d'organiser rapidement des élections qui permettront de réunifier les institutions de l'État. Il faut que ces engagements soient tenus sous l'égide des Nations Unies, avec une coopération étroite de l'Union africaine. Hier, une étape importante a été franchie, et je veux ici la saluer, c'est l'intérêt des Libyens comme de leurs voisins, des Européens et de la communauté internationale, qui doit être unie autour de ces objectifs d'avancer ainsi.

Nous sommes, tous ensemble, forts face au terrorisme quand les États peuvent compter sur leurs propres forces pour assurer leur sécurité et quand cette sécurité sait aussi s'articuler sur des solutions régionales et internationales suivant le principe que je viens d'édicter. C'est la décision prise par les États du Sahel qui agissent ensemble au sein de la Force du Groupe de cinq États du Sahel. C'est le sens du processus lancé par l'Union africaine pour mieux prendre en charge ses responsabilités à travers les opérations africaines de paix. C'est le sens des initiatives prises dans la région du lac Tchad, elles aussi accompagnées par le Nigéria, le Tchad, le Cameroun et portées par l'Union africaine. C'est pourquoi nous devons soutenir cette initiative de l'Union africaine, pousser à une meilleure articulation entre l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies. Je souhaite que d'ici la fin de l'année, une résolution puisse être prise en ce sens.

Nous sommes forts face au terrorisme quand nous savons prendre ensemble nos responsabilités pour lutter contre toutes les formes de son financement, quand nous sommes capables, comme nous le faisons dans l'Alliance pour le Sahel, d'agir ensemble pour le développement, l'agriculture et l'éducation, contre les racines du désespoir qui ont permis aux terroristes de capturer les âmes. Sept milliards et demi de dollars sont d'ores et déjà engagés dans 500 projets définis conjointement avec tous les États concernés et les partenaires de l'Alliance pour le Sahel. Ce sont ces premiers résultats que nous devons consolider.

Et comme on peut le voir sur chacune de ces crises, la réponse n'a pas été de laisser des États seuls, n'a pas été de substituer à eux ou de dire d'ici quel était le droit ou la solution, mais de savoir articuler consciencieusement le principe de souveraineté des peuples, de coopération régionale et d'un vrai engagement de la communauté internationale. C'est autour de ce triptyque que se construisent les solutions contemporaines. Seule l'action collective permet de préserver la souveraineté et l'égalité des peuples qui nous ont donné mandat. C'est cette même exigence que nous devons porter face aux défis démographique, climatique et numérique, qui sont ceux devant nous, et qu'aucun d'entre nous ne pourra affronter seul.

Face au grand défi migratoire, je ne crois pas aux discours d'ouverture inconditionnelle, ils ne font que provoquer l'inquiétude et accroître l'intolérance. Je ne crois pas davantage aux discours mensongers de ceux qui prétendent, par exemple, en Europe comme ailleurs, qu'ils seront plus forts abrités derrière une fermeture des frontières. Ce n'est pas vrai. La seule façon efficace de gérer de manière organisée et maîtrisée les flux migratoires qui touchent tous nos continents, c'est de créer les conditions d'une mobilité internationale choisie et non subie, de travailler ensemble, pays d'origine, de transit et de destination, pour s'attaquer aux causes profondes de ces migrations, surtout quand elles sont subies, de démanteler les réseaux de trafiquants qui sont le pire fléau de cette situation et de protéger nos frontières de manière respectueuse tout en assurant le respect de notre droit international et en particulier la protection inconditionnelle de ceux qui ont droit à l'asile. C'est cela que nous avons décidé de faire ensemble dans le pacte qui sera adopté à Marrakech en décembre et que je soutiens.

Face aux dérèglements climatiques, là aussi, il n'y a pas de passagers clandestins ou de solution facile.

Même ceux qui ont contesté la réalité en subissent les conséquences, comme tous les autres. Les phénomènes météorologiques extrêmes sont aujourd'hui quotidiens. Et en affaiblissant l'action collective, certains ne font que s'exposer davantage eux-mêmes.

Face à la grande transformation numérique, notre devoir est là aussi de nous tenir ensemble afin de construire les règles contemporaines qui permettront de concilier le développement de l'intelligence artificielle et nos règles éthiques, d'accompagner la transformation numérique de nos sociétés.

Je crois profondément à la souveraineté des peuples qui, aujourd'hui, est présente, forte, est une demande de tous nos peuples sur la scène internationale et dans le même temps, à une coopération renforcée aux formes multiples et à une légitimité renouvelée de l'engagement international dans ce contexte. Le grand combat de nos aînés a été celui de la paix et il nous incombe toujours. Nous ne le gagnerons au XXI^e siècle qu'en restaurant un multilatéralisme fort, réellement capable de régler ses conflits de manière pragmatique, mais aussi et plus largement de nous attaquer aux causes de ces dérèglements.

Pour tout vous dire, je ne crois pas en un grand peuple mondialisé. En rien, c'est irénique, ça n'existe pas. Mais je crois dans des valeurs universelles et sur ce point nous ne devons rien céder, ça n'est pas la même chose! Je crois dans la défense non négociable de nos valeurs, les droits de l'homme, la dignité des individus, l'égalité entre les sexes. Je crois dans notre capacité à bâtir des équilibres respectueux des peuples et des cultures en ne négociant rien de cette universalité. C'est ça la réalité! Et je ne laisserai en rien le principe de souveraineté des peuples dans la main des nationalistes ou de toutes celles et ceux qui prônent aujourd'hui dans la communauté internationale le repli, qui veulent utiliser la souveraineté des peuples pour attaquer l'universalisme de nos valeurs, la force de celle-ci et ce qui nous tient ici tous ensemble dans cette salle!

Nous avons tous ici, même ceux qui font profession de la critiquer, bénéficié de la structuration de l'ordre international qui a accompagné la mondialisation. Nous avons vécu une période d'humanisme et joué le rôle de – précisément, tous ensemble – puissance pour la faire advenir. Aujourd'hui, nous devons nous attaquer aux causes profondes de nos déséquilibres. Nous devons regarder ensemble en face les faiblesses de notre ordre international et, au-delà des crises que je viens d'évoquer, regarder les inégalités profondes qui se sont

installées. C'est pour moi aujourd'hui le cœur de notre problème. Qu'est-ce qui fait renaître les nationalismes, le doute sur notre Assemblée? Qu'est-ce qui fait naître partout les crises? Ce sont ces inégalités profondes que nous n'avons pas su régler.

Il y a 10 ans, lorsque la crise financière internationale a sévi, nous avons pris des mesures d'urgence mais nous n'avons pas réglé le problème le plus profond. Nous n'avons pas endigué ce mouvement d'hyper-concentration des richesses sur notre planète et nous n'avons pas véritablement apporté une réponse à tous les laissés-pour-compte de la mondialisation. Tous ceux qui en étaient tenus à l'écart, et qui ont nourri ainsi des frustrations en raison des humiliations subies, qui ont nourri un désespoir dont nous payons aujourd'hui le prix collectivement. Nous devons une réponse à tous ces concitoyens.

Nous devons une réponse aux 265 millions d'enfants qui n'ont pas accès à l'école, dont plus de la moitié vit en Afrique subsaharienne, et aux jeunes filles auxquelles moins de 40 % des pays offrent un accès équitable à l'éducation.

Nous devons une réponse aux 700 millions d'enfants qui vivent dans les régions les plus exposées aux conséquences du changement climatique, victimes des inondations, des sécheresses, de la montée des eaux et de la raréfaction des ressources.

Nous devons une réponse aux 200 millions de femmes qui n'ont pas accès à la contraception, aux plus d'un milliard qui ne sont pas protégées par la loi si elles venaient à subir des violences dans leur foyer, et à toutes les femmes dont l'écart de rémunération avec les hommes est de 23 % dans le monde en moyenne, allant jusqu'à 40 % dans les zones rurales.

Nous devons une réponse aux 783 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, à celles qui souffrent de la faim ou de la malnutrition chronique, et à celles et ceux qui n'ont pas accès aux soins élémentaires.

Nous devons une réponse aux aspirations de la jeunesse la plus importante de l'histoire, la nôtre, soit près de deux milliards de personnes qui ont aujourd'hui entre 10 et 24 ans et qui vivent pour 90 % d'entre eux dans un pays en développement.

Nous devons une réponse à tous ceux qui tournent leur regard vers nous parce que leur destin dépend de ce que nous sommes capables ou non de faire ici ensemble

dans cette Assemblée. Et ceux qui oublient que nous devons une réponse à tous ceux-là se trompent parce qu'ils préparent les crises de demain, d'après-demain, parce qu'ils laisseront leurs successeurs, parce que nous laisserons alors nos enfants dans une situation bien pire que la nôtre à l'heure actuelle.

Nous avons beaucoup progressé pour réduire les inégalités entre nos pays, et nous nous en sommes donné le cadre avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, mais ce combat n'est pas derrière nous. Il est loin d'être achevé. La richesse par habitant est 50 fois supérieure dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques à ce qu'elle est dans les pays à faibles revenus. Pensons-nous que durablement nous pouvons construire la stabilité, les équilibres avec une telle situation? Non, nous devons agir! C'est pour cette raison, comme je l'avais annoncé ici l'année dernière (voir A/72/PV.4), que j'ai décidé d'augmenter l'aide publique au développement de la France d'1 milliard d'euros dès 2019. Nos crédits humanitaires augmenteront quant à eux de 40 %. Mais c'est aussi pour cela que la lutte contre les inégalités sera la priorité de la présidence française du sommet du Groupe des Sept (G7) en 2019. En effet, la France aura, après le Canada, dont je veux ici saluer le leadership, la prochaine présidence de ce G7. Je souhaite pouvoir en revoir le format en profondeur pour mieux associer plusieurs autres puissances et travailler à de nouvelles formes de coordination.

Et c'est aux Nations Unies que je tenais à dire en premier que cet agenda des inégalités serait au cœur du prochain G7. C'est devant les Nations Unies aussi que je m'engage à venir rendre compte des résultats du G7 de Biarritz en septembre prochain, parce que le temps où un club de pays riches pouvait définir seul les équilibres du monde est depuis longtemps dépassé. Parce que le destin de chacun des pays qui le composent est indissociable de celui de tous les membres de l'Assemblée. Oui, nous devons aujourd'hui nous attaquer aux inégalités contemporaines, car elles sont à la racine de ce mal que je dénonçais au début de mon discours. Nous devons nous attaquer aux inégalités de destin. Ce sont des aberrations morales autant qu'une réalité insoutenable. Il n'est pas acceptable de ne pas avoir les mêmes chances selon le pays où l'on est né, de ne pas pouvoir aller dans certains pays à l'école parce qu'on est femme, de ne pas avoir accès à certains soins élémentaires.

Nous avons tenu l'engagement pris ici même l'an dernier avec le Président du Sénégal. La Conférence de

financement du Partenariat mondial pour l'éducation en février, à Dakar, a permis de lever 2,5 milliards de dollars pour développer l'accès à l'éducation dans le monde. C'est un montant historique. La France a multiplié par 10 sa contribution. La mobilisation du G7, déjà engagée sous la présidence canadienne, devra permettre d'aller plus loin. Nous sommes à un moment clef sur ce sujet, celui où nous serons capables ou non de prendre la mesure du défi qui nous est lancé. Il y a 620 millions d'enfants à scolariser en plus dans le monde d'ici à 2030, dont 444 millions d'Africains. Allons-nous nous donner les moyens? Allons-nous leur donner les moyens à tous d'avoir des bases robustes leur permettant d'être acteurs de leur vie, d'une vie fraternelle dans le monde de demain ou non? Si nous ne le faisons pas, quel monde nous préparons-nous? C'est pour cela que j'ai engagé la France à ce point dans ce combat. C'est pour cela que j'insiste tant sur la formation des professeurs, l'enseignement professionnel et l'égalité fille-garçon en matière d'éducation. C'est pour cela que j'appelle tous les Membres à ce grand élan mondial pour l'éducation. L'éducation et la santé seront non seulement les piliers de nos sociétés du XXI^e siècle, mais aussi les constituants fondamentaux de nos économies.

Nous devons aussi lutter ardemment contre les inégalités liées au genre. J'ai fait, en France, de l'égalité femme-homme la grande cause de mon quinquennat, et je lance ici un appel pour en faire, avec les Membres de l'ONU, une grande cause mondiale. Les femmes et les filles sont les premières touchées par la pauvreté, les conflits, les conséquences du réchauffement climatique. Elles sont les premières victimes des violences sexistes et sexuelles qui les empêchent trop souvent de circuler librement, de travailler, de disposer de leur corps selon leur choix. Notre responsabilité au XXI^e siècle est de mettre fin à ces violences, du harcèlement de rue jusqu'au féminicide. Il est temps que notre monde cesse de faire des femmes des victimes et leur construise enfin la place qu'elles méritent, celle d'être aussi des leaders! Nous devons leur garantir partout l'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, à la prise de décision économique et politique, et lutter contre toutes les formes de violences qui s'exercent contre elles. La France proposera aux gouvernements qui souhaitent avancer avec nous de créer une coalition pour l'adoption de nouvelles lois pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Cinquante pour cent de notre aide au développement sera consacrée à des projets permettant de réduire les inégalités de genre.

Nous devons aussi relancer la mobilisation contre les inégalités en matière de santé à l'échelle internationale. Nous accueillerons en 2019, à Lyon, la conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Nous reprendrons l'initiative sur la lutte contre les faux médicaments et nous intensifierons notre action face aux grandes pandémies. J'appelle ici chacun à la mobilisation.

Nous devons enfin lutter, avec le sens de l'urgence chevillé au corps, contre les inégalités environnementales. Il n'est pas acceptable que 45 % des émissions de gaz à effet de serre soient produites par 10 % des habitants les plus riches de la planète. Il n'est pas efficace, comme c'est le cas pour le solaire, que les pays qui ont le plus gros potentiel et les plus grands besoins soient ceux qui aient le moins accès aux technologies adaptées. Il n'est pas soutenable que 100 millions de personnes de plus soient condamnées, d'ici 2030, à une situation d'extrême pauvreté si nous n'arrivons pas à tenir nos engagements en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Là aussi, c'est un combat qui doit nous rassembler. Il y a ici des pays qui souffrent plus que d'autres et nous leur devons solidarité. Mais nous aurons tous à rendre compte de ces désastres qui se multiplient devant nos peuples et devant nos propres enfants. La décomposition annoncée de l'Accord de Paris a été déjouée, parce que nous avons su rester unis, malgré la décision des États-Unis de s'en retirer. Cette force doit continuer de nous porter pour conjurer tous les fatalismes.

On nous dit que les solutions existent, mais que les financements ne sont pas au rendez-vous. Alors allons les chercher, innovons. C'est ce que nous avons fait l'an dernier à Paris, le 12 décembre, avec beaucoup de Membres de l'ONU, au Sommet One Planet, avec des engagements concrets et des premiers résultats. C'est ce que nous avons fait en début d'année à Delhi, avec l'Alliance solaire internationale. C'est ce que nous ferons encore demain à New York, avec la deuxième édition du Sommet One Planet. On nous dit qu'il est déjà trop tard, que nous ne tiendrons pas les objectifs. Alors accélérons, adoptons ensemble les règles d'application de l'Accord de Paris, à la 24^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en décembre. Mettons en œuvre le protocole contre les hydrofluorocarbones, qui pourrait nous faire baisser d'un degré la température moyenne de la planète d'ici à 2050. Fixons-nous pour objectif de conclure, en 2020, un projet de pacte

mondial pour l'environnement ambitieux, de faire de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique de Pékin et du Congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature, en France, en 2020 des étapes décisives.

Engageons-nous clairement et soyons tous et toutes aussi clairs, concrets et cohérents. Il y a urgence. Alors, mettons-nous en conformité avec les engagements que nous avons pris. Ne signons plus d'accords commerciaux avec les puissances qui ne respectent pas l'Accord de Paris. Faisons en sorte que nos engagements commerciaux intègrent nos contraintes environnementales et sociales. Mobilisons plus fortement les fonds souverains, les financeurs dans cette stratégie d'une politique bas carbone. La France continuera d'exercer, avec tous ceux qui le veulent, le leadership mondial de ce combat. Nous travaillerons au G7 pour que les engagements pris à la 21^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques soient revus à la hausse, et si l'un des membres ne veut pas avancer, nous avancerons quand même, en allant chercher de nouvelles coalitions, de nouveaux formats. Parce que la vocation du G7 est de rester un groupe uni de pays attachés à la démocratie. Mais il doit aussi, en plus, aujourd'hui contribuer à créer de nouvelles coalitions qui permettent d'avancer et de recomposer le système collectif mondial. Alors, construisons de nouvelles formes de coopération pour, sur ces sujets fondamentaux, avancer, décider. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons lutter efficacement contre toutes ces inégalités qui ont fracturé chacune nos sociétés. La défiance dans nos sociétés, les tentations de repli se nourrissent de cela. Elles se nourrissent de toutes ces inégalités que nous avons laissé se créer et de notre incapacité collective à y répondre avec efficacité.

Or, aucun de nous ne pourra lutter efficacement contre les inégalités que je viens de dénoncer s'il agit seul. Sinon il n'y aurait au fond que deux solutions. La première, ce serait de toujours s'aligner vers le bas, d'aller rejoindre un standard qu'on connaît, c'est ce que nous avons fait pendant des décennies. Il y a une guerre commerciale, alors diminuons les droits des travailleurs, baissions les taxes toujours davantage, nourrissons les inégalités pour essayer de répondre à nos difficultés commerciales. Cela mène à quoi? Au renforcement des inégalités dans nos sociétés et à cette cassure que nous sommes en train de vivre. L'autre réponse, ce serait de dire ce qui ne fonctionne pas, ce sont les règles. Alors replions-nous sur nous-mêmes.

L'isolationnisme, le protectionnisme. Cela ne conduit qu'à une chose, l'accroissement des tensions. Mais cela ne répond en rien aux inégalités profondes.

Je propose, au contraire, que nous mettions en place un mécanisme collectif pour travailler ensemble à ce que nous faisons, dans chacun de nos pays, pour réduire les inégalités. D'évaluer, mais aussi de mieux mettre en cohérence nos actions, de diffuser les bonnes pratiques. Je propose ainsi que les institutions internationales, l'Organisation des Nations Unies, mais aussi bien sûr l'Organisation de coopération et de développement économiques, nous appuient dans la mise en place de ce mécanisme sur lequel le G7 devra être moteur.

Pour gagner contre les inégalités, nous devons précisément changer de méthode. D'abord, revoir nos règles : en matière commerciale comme en matière sociale, nous devons, plutôt que poursuivre le protectionnisme, œuvrer tous ensemble pour revoir en profondeur les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Nous devons restaurer la capacité de l'OMC à résoudre les conflits, à édicter des règles pour traiter les pratiques commerciales déloyales, le non-respect de la propriété intellectuelle, les transferts de technologies forcés qui ne permettent plus de lutter à armes égales. Dès cette année, le Groupe des Vingt, en Argentine, doit nous permettre de disposer d'une feuille de route crédible pour refonder l'OMC. C'est aussi ce que nous aurons à faire sur le plan social, l'année prochaine, lors du centenaire de l'Organisation internationale du Travail.

Deuxièmement, nous devons aussi faire évoluer les modalités de notre action, faire entrer dans le champ de notre action collective les grands absents de cette salle et de l'Assemblée générale, les grands acteurs non étatiques qui contribuent à changer le monde, mais qui ne participent pas assez à la résorption des inégalités que ces transformations entraînent. Je pense aux grands acteurs du numérique, en matière de fiscalité comme de responsabilité dans la lutte contre les manipulations de l'information. Sur tous nos grands défis, nous devons avoir, là aussi, un fonctionnement différent de notre action collective et inclure un dialogue avec ces nouveaux acteurs privés et ces géants de l'Internet.

Troisièmement, nous devons faire toute sa place à l'Afrique, pour que son rôle soit moteur et central dans la recomposition du système international. Ce n'est pas seulement sur ce continent que nous gagnerons ou que nous perdrons collectivement notre grande

bataille contre les inégalités. C'est avec ce continent. Car c'est bien aujourd'hui en Afrique que l'on trouve les plus fervents défenseurs du multilatéralisme, de l'intégration régionale. Car nos partenaires africains ont bien compris que c'est ensemble que nous serons en mesure de relever nos défis communs. Et c'est aussi à cette nouvelle alliance avec l'Afrique que la présidence française du G7 s'attellera.

L'Assemblée le voit : je crois très profondément que face à ces fractures, à ces défis de l'ordre mondial contemporain, nous pouvons construire une nouvelle grammaire d'action et nous devons en même temps nous attaquer aux causes profondes que sont les inégalités contemporaines. Et c'est la responsabilité de la France et de l'ensemble de ses partenaires européens, de l'Union européenne d'être à l'avant-garde de ce combat, de construire ce nouvel humanisme contemporain qui ne doit céder en rien aux tentatives de repli et en rien à la naïveté et, dans le même temps, de bâtir, en tant que puissances médiatrices, ces nouvelles règles de l'ordre international.

Au moment où notre système collectif se fracture, je dois dire que nous n'en avons jamais autant eu besoin. C'est pourquoi nous soutiendrons les organismes qui œuvrent à un projet de paix et d'humanité : l'UNESCO, cette conscience même des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme, la Cour pénale internationale, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour lequel nous augmenterons notre contribution car je le rappelle ici, il s'agit simplement de permettre à des centaines de milliers d'enfants d'aller à l'école. Rien de moins, rien de plus.

Nous défendrons l'élargissement du Conseil de sécurité dans les deux catégories de ses membres pour que sa composition reflète les équilibres contemporains et qu'il se renforce comme lieu de la concertation et non de l'obstruction. Nous ferons en sorte que, d'ici à la fin de l'année, à l'Assemblée générale, les deux tiers de ses membres puissent soutenir l'encadrement du droit de veto en cas d'atrocité de masse. Nous défendrons le droit international humanitaire en soutenant les personnels qui prennent tous les risques pour aider les civils sur le terrain en négociant, un par un, les accès humanitaires dans tous les théâtres.

Nous rappellerons lors du soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 que les droits de l'homme ne sont pas un fait culturel, des valeurs ou des options révocables,

mais un corpus juridique consacré par des traités internationaux auquel les membres de l'Assemblée ont librement consenti. Nous rappellerons que leur universalité n'est pas contraire à la souveraineté des peuples mais qu'elle est la seule condition possible de la préservation et de l'exercice de leurs droits.

La France sera là pour que le monde n'oublie pas que le fracas des nationalismes conduit toujours vers l'abîme, que les démocraties sont faibles si elles manquent de courage dans la défense de leurs principes et que les ressentiments accumulés, adossés à un système international fragile, peuvent conduire deux fois en l'espace d'une vie humaine au déchaînement mondial de la violence. Je parle là de notre propre expérience. Dans quelques semaines, le 11 novembre, le Forum de la paix à Paris sera l'opportunité d'un sursaut d'intelligence et de courage pour retrouver ce qui nous tient ici ensemble. Ce doit être l'occasion de renouveler et de ressourcer, unis par les tragédies du XX^e siècle, notre serment de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Je veux qu'avec nos homologues, nous prenions ensemble des responsabilités nouvelles pour tracer, au cours de ce forum, la voie d'actions concrètes au service de la paix.

Je sais, mes chers amis, que beaucoup peuvent être fatigués du multilatéralisme. Je sais que, dans un monde où l'information s'entrechoque et où nous sommes en quelque sorte, de manière décomplexée, entrés dans une société du spectacle, où dire les pires choses consiste à être à la mode, à faire les nouvelles, que dénoncer les conséquences dont on a chéri les causes peut créer des succès d'estrate, je sais que défendre la coopération et le multilatéralisme peut ne plus être à la mode. Alors ne soyons pas à la mode, parce que nous le devons à ceux qui nous ont permis d'être assis là. Parce que n'oublions jamais que les génocides qui ont fait que nous sommes là aujourd'hui, ils étaient nourris par les discours auxquels nous nous habituons, parce qu'ils ont été nourris par les succès d'estrate que nous applaudissons, parce que nous sommes en train aujourd'hui de voir se déliter ce droit international, toutes les formes de coopération, comme si de rien n'était, par peur, par complicité, parce que ça fait bien.

Non, moi je ne m'y résous pas, parce que je viens d'un pays qui a porté ces déclarations qui nous font là, parce que je viens d'un pays qui se tient debout, qui a fait beaucoup d'erreurs, beaucoup de mauvaises choses, mais qui a su tenir à chaque moment de son histoire et de l'histoire internationale une forme d'universel. C'est

aujourd'hui, c'est maintenant. Alors, ne nous habituons pas, n'acceptons pas toutes ces formes d'unilatéralisme! Chaque jour, ces pages déchirées, ces trahisons à notre histoire, moi je ne m'y habitue pas!

Alors je le dis très clairement, le siècle qui s'ouvre nous regarde et nos enfants nous attendent. Réglons les crises. Œuvrons ensemble à lutter contre toutes ces inégalités, mais faisons-le à hauteur d'homme et avec l'exigence de nos principes, de nos histoires, avec notre universalisme chevillé au corps. En tout cas, ce sera mon engagement devant les Membres, et pour cela je compte sur tous.

Le Président par intérim (parle en arabe) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République française de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Emmanuel Macron, Président de la République française, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Danny Faure, Président de la République des Seychelles

Le Président par intérim (parle en arabe) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République des Seychelles.

M. Danny Faure, Président de la République des Seychelles, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Danny Faure, Président de la République des Seychelles, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Faure (parle en anglais) : Je tiens en premier lieu à rendre hommage aux hommes d'État et aux géants de l'histoire qui ont arpenté ces couloirs et sans qui l'Organisation ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui, un symbole d'unité et de coopération pour tous les pays du monde. Alors que nous célébrons l'anniversaire de cette grande organisation, arrêtons-nous un instant pour réfléchir au véritable objectif qui est au cœur de l'ONU. Nous devons renouveler notre attachement à la Charte des Nations Unies, mais également à ses principes fondateurs, qui doivent en tout temps guider nos travaux et notre action. Ces valeurs fondées sur la coopération sont essentielles au maintien de la paix et de la prospérité de nos pays et

de nos peuples. Nous ne pouvons permettre qu'elles soient menacées. En tant que collectivité, nous devons continuer d'épouser le multilatéralisme, qui sous-tend les valeurs de l'Organisation depuis près de 75 ans.

Les Seychelles continuent d'adhérer au système multilatéral qu'incarne l'ONU, et elles appuient pleinement l'évolution et les progrès qui découleront de la réforme de l'ONU. Cette réforme souligne la nécessité d'instaurer une approche mieux coordonnée entre les équipes de pays des Nations Unies pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et atteindre les objectifs de développement durable. Nous attachons la plus haute importance à la coopération multilatérale, et dans cet esprit, le 30 août, le Gouvernement seychellois et l'équipe de pays des Nations Unies ont signé leur premier cadre de partenariat stratégique pour la période 2019-2023, qui définit l'appui collectif apporté par 18 organismes des Nations Unies. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés au sein du système international sont un rappel cinglant d'un monde en évolution auquel nous devons nous adapter pour instaurer durablement la paix et la prospérité. Si nous ne mettons pas en place des approches ciblées qui ont un effet sur la vie des populations les plus vulnérables et ne faisons pas nôtre la promesse dont sont porteurs les objectifs de développement durable, nous courons le risque de laisser certaines personnes de côté.

Des institutions solides sont indispensables pour une démocratie dynamique fondée sur la transparence et la responsabilité à l'égard du peuple. Mon mandat de Président des Seychelles repose en partie sur mon désir de veiller à ce que nos institutions servent la population, mais lui offrent également un recours si le besoin s'en présente. Ce n'est qu'en renforçant nos institutions et en étant liés par les règles du droit international que nos peuples auront réellement à leur tête des gouvernements responsables. J'appelle aujourd'hui les économies avancées à appuyer le renforcement des institutions dans les pays en développement, non pas par des subventions, mais en partageant leurs connaissances et leurs meilleures pratiques au profit de tous. Ce n'est qu'en renforçant les institutions que nous garantirons le respect des droits de l'homme, l'état de droit et l'indépendance des institutions judiciaires, qui en retour garantiront un avenir propice à un ordre démocratique dynamique.

En tant qu'insulaire, je ne puis dissocier le concept de paix et de prospérité durables des dangers que

posent les changements climatiques. Les changements climatiques sont devenus une menace existentielle non seulement pour les habitants des pays insulaires, mais également pour le reste du monde. En tant qu'insulaires, nous vivons cette sombre réalité au quotidien. Nous observons les effets des changements climatiques dans l'érosion de nos côtes et les régimes météorologiques imprévisibles, l'évolution de nos récifs de corail et l'élévation du niveau de la mer. Bien que je reconnaisse le besoin de développement comme une force motrice pour sortir notre peuple de la pauvreté, il convient de rester conscient de ses conséquences pour la planète et pour notre avenir. À cause de notre négligence, nos enfants risquent d'hériter d'une planète qu'ils n'auront pas la capacité de réparer. Si nous n'honorons pas les engagements que nous avons pris, notamment depuis la Conférence de Paris sur le climat à la vingt-troisième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques qui s'est tenue à Bonn l'année dernière sous la présidence des Fidji, une crise est inévitable.

Je crois que nos efforts collectifs ont le pouvoir de façonner un avenir dont nous pourrions tous être fiers. Dans ce contexte, je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur le thème de notre soixante-treizième session, « Faire de l'ONU une organisation pour tous : une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables ». L'expression « sociétés durables » a une résonance particulière pour les petits États insulaires en développement (PEID).

Pour que l'Organisation des Nations Unies soit véritablement inclusive et qu'elle puisse relever les défis d'un monde en mutation permanente, les Seychelles adhèrent fermement à la position de l'Union africaine qui appelle à une réforme globale et tant attendue du Conseil de sécurité, incluant notamment une représentation équitable de l'Afrique, dont les pays constituent après tout plus du quart des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Le développement durable a été et restera au cœur des efforts de développement de mon pays. En tant que nation, nous avons montré au monde notre engagement en faveur de ce processus. Les Seychelles, aux côtés des autres petits États insulaires en développement, participent activement à ce dialogue afin de veiller à ce que nos préoccupations et nos besoins soient traités de manière adéquate. Notre pays a été façonné par l'océan. Nous sommes particulièrement conscients des défis

que représente la menace du changement climatique. Toutefois, l'océan offre également de nombreuses possibilités encore inexploitées. En début d'année, les Seychelles ont fait oeuvre de pionnier en élaborant un plan directeur et une feuille de route stratégiques sur l'économie bleue afin d'optimiser le potentiel économique de nos eaux territoriales tout en les protégeant pour les générations futures. L'économie bleue constitue pour nous la prochaine frontière du développement. Il s'agit de favoriser un développement durable basé sur l'océan et axé sur la diversification économique, une prospérité partagée, la sécurité alimentaire et des océans sains et productifs. Il est encourageant de constater que d'autres États partageant les mêmes préoccupations développent ce concept, où qu'ils se situent dans le monde.

Les Seychelles sont progressivement en train d'abandonner leur dépendance vis-à-vis des donateurs bilatéraux au profit du développement de sources de financement innovantes pour notre économie bleue émergente. Nous tentons d'exploiter la richesse de l'océan qui nous entoure et de nouer de nouveaux partenariats prometteurs. Nous reconnaissons toutefois que cela ne suffira pas pour honorer toutes nos obligations de développement durable et d'action face au changement climatique conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030, à l'Accord de Paris sur les changements climatiques et aux Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement. C'est pourquoi les Seychelles figurent parmi les petits États insulaires en développement qui continuent de plaider en faveur d'un indice de résilience spécifique aux PEID, qui tiendrait compte des vulnérabilités et des spécificités uniques de ces États et qui reflèteraient mieux les réalités auxquelles nous sommes confrontées. Les priorités des petits États insulaires en développement sont inextricablement liées à celles de l'humanité.

L'Organisation des Nations Unies est née des horreurs d'une guerre mondiale destructrice. Elle a pour mission de défendre l'idée selon laquelle, collectivement, on peut aplanir nos divergences par le dialogue et la diplomatie internationale. Ensemble, nous continuons de démontrer l'efficacité et le pouvoir inébranlable de la diplomatie et, dans le cas des petits États comme le nôtre, nous avons également démontré que la force ne prime pas le droit. Au sein de cette instance unique en son genre, nous avons une représentation équitable. Les Seychelles restent attachées aux idéaux des Nations Unies et continueront de jouer un rôle actif au sein de l'Organisation. Aujourd'hui, nous avons une occasion

sans précédent de transformer notre monde par nos efforts collectifs et de créer des partenariats durables. Nous avons une occasion sans précédent de façonner un avenir dont nos enfants seront fiers d'hériter. Rangeons-nous du bon côté de l'histoire et honorons les idéaux sur lesquels se fonde l'Organisation.

Le Président par intérim (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République des Seychelles de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Danny Faure, Président de la République des Seychelles, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Martín Vizcarra Cornejo, Président de la République du Pérou

Le Président par intérim (parle en arabe) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Pérou.

M. Martín Vizcarra Cornejo, Président de la République du Pérou, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Martín Vizcarra Cornejo, Président de la République du Pérou, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Vizcarra Cornejo (parle en espagnol) : Je tiens tout d'abord à saluer M^{me} Maria Fernanda Espinosa Garcés, qui assume la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session, et à lui souhaiter plein succès dans la conduite des travaux. Je suis certain que son rôle imprimera un élan au système multilatéral. Elle peut compter sur le plein appui du Pérou.

J'ai accédé à la présidence du Pérou il y a tout juste six mois, alors que mon pays était confronté à une grave crise politique et institutionnelle qui a été réglée en respectant strictement les dispositions de notre Constitution politique, ce qui a permis de restaurer la stabilité démocratique à laquelle mon pays aspirait ardemment. Quelques jours après le début de mon mandat, nous avons eu l'honneur d'accueillir les dirigeants de 30 pays au huitième Sommet des Amériques qui a débouché sur la signature de l'Engagement de Lima, « La gouvernance démocratique face à la corruption ». Cet accord comporte 57 mesures

et actions spécifiques pour renforcer la lutte contre la corruption et la coopération régionale en la matière. Il s'agit, entre autres, de promouvoir la transparence, la reddition des comptes et l'utilisation du système bancaire par les partis politiques pour financer leurs campagnes électorales. Les pays de notre hémisphère sont aussi encouragés à envisager de restreindre l'accès à la fonction publique des personnes condamnées pour des actes de corruption.

Nous sommes conscients que la corruption affecte la gouvernance démocratique et l'état de droit. Rien ne peut être construit en se fondant sur des entités rongées par la corruption. C'est pourquoi l'une des premières décisions de mon gouvernement a été de mettre en place la politique générale du Gouvernement à l'horizon 2021, dont les principaux axes sont l'intégrité et la lutte contre la corruption, ainsi que le renforcement des institutions aux fins de garantir la gouvernance. Dans ce cadre, nous avons approuvé le plan national d'intégrité et de lutte contre la corruption 2018-2021. Qui plus est, il y a moins de deux mois, nous avons présenté au pouvoir législatif plusieurs projets de loi relatifs à une réforme du système judiciaire et à une réforme politique, lesquelles supposent des réformes constitutionnelles. Il y a quelques jours, le Congrès de la République nous a accordé sa confiance pour ces projets de loi et s'est engagé à les soumettre à un référendum, qui doit se tenir le 9 décembre. Ce référendum permettra de garantir la participation de l'ensemble des citoyens, qui pourront décider par le biais de leur vote.

Il m'est agréable d'annoncer que le Pérou avance sur la voie de la réforme politique et de la réforme du système judiciaire tant attendues, et ce, par le biais de mécanismes constitutionnels et participatifs qui honorent les engagements pris au Sommet des Amériques à Lima. Nous sommes convaincus que seules la coopération entre les pouvoirs de l'État, la transparence, la responsabilité et la participation des citoyens nous permettront de construire le pays que nous méritons. Dans ce contexte, je voudrais annoncer que le Pérou promouvra l'adoption d'un projet de résolution dans le cadre de la Convention des Nations Unies contre la corruption et de la Conférence des États parties, afin de renforcer la coopération nécessaire pour lutter contre ce fléau, en particulier la corruption à grande échelle et ses ramifications transnationales. Nous promouvons également une action déterminée de l'Assemblée afin d'encourager tous les États à renouveler leur engagement politique en faveur de la lutte contre la corruption et de rechercher de nouveaux

moyens plus efficaces pour la combattre. Chaque année, la corruption détourne 5 % du produit intérieur brut mondial au profit d'une poignée de personnes au lieu d'utiliser ces ressources pour réaliser de manière effective les objectifs de développement durable de ceux qui en ont le plus besoin.

S'agissant des changements climatiques, il est clair que le Pérou est l'un des pays les plus vulnérables face aux changements climatiques. Notre grande diversité biologique est le principal capital naturel que possèdent nos concitoyens, raison pour laquelle les variations de température et les phénomènes climatiques extrêmes, tels que les sécheresses et les pluies diluviennes, les rendent particulièrement vulnérables. À l'échelon national, nous avons travaillé d'arrache-pied pour créer un cadre juridique permettant de garantir la prévisibilité des investissements en les assortissant de normes environnementales et sociales élevées, l'accent étant mis sur la production, la protection et l'inclusion. Si nous voulons lutter contre les changements climatiques, nous devons sortir de la pauvreté. Nous avons besoin d'investissements responsables pour continuer à croître, parce que ce sont les plus pauvres de nos citoyens qui sont les plus vulnérables face aux conséquences des changements climatiques.

En tant que l'une des premières mesures de mon gouvernement, j'ai eu le privilège de promulguer la loi-cadre sur les changements climatiques dont l'objectif est de réduire notre vulnérabilité face à ce phénomène et de mettre à profit les possibilités de croissance axée sur un développement à faibles émissions. Nous sommes, en outre, l'un des rares pays à avoir un plan d'action sur l'égalité hommes-femmes et les changements climatiques, car ce sont les femmes qui sont les plus vulnérables parmi les plus vulnérables. Je tiens par ailleurs à souligner que nous avons l'obligation morale de protéger notre planète pour les générations futures et de garantir à nos citoyens le droit à un environnement sain. C'est là une conviction personnelle, mais aussi une politique d'État, si bien que je peux assurer à l'Assemblée que le Pérou continuera de promouvoir des mesures aux niveaux national et international pour lutter efficacement contre les changements climatiques.

Alors que nous nous employons à réaliser les objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui ont déjà été intégrés dans nos plans nationaux de développement, notre responsabilité première est de les réaliser avec détermination et courage politique en y associant les

citoyens et le secteur privé. Nous allons également accorder une importance toute particulière à la lutte contre la violence et la discrimination à l'égard des femmes. Notre objectif est d'éliminer les inégalités structurelles dont souffrent les femmes et les filles au Pérou, de garantir leurs droits fondamentaux et de leur donner les moyens de réaliser pleinement leur potentiel de développement.

Dans un contexte international dans lequel réapparaissent des discours nationalistes promouvant le protectionnisme économique et commercial, la discrimination et la xénophobie, il me paraît nécessaire de réaffirmer l'attachement du Pérou au multilatéralisme et aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies. En tant que membre du Conseil de sécurité, le Pérou réaffirme sa volonté de contribuer à la paix et à la sécurité internationales, en particulier en participant activement aux opérations de maintien de la paix. Au sein de cet organe important, nous continuerons de plaider pour un travail harmonieux, fondé sur le droit international et le droit international humanitaire. Pour un pays en développement comme le Pérou, l'ONU représente une plate-forme d'action commune pour parvenir à une paix durable, promouvoir les droits de l'homme et relever les défis mondiaux, tels que les changements climatiques, le terrorisme, la prolifération des armes, la corruption systématique et le trafic de drogues.

Je tiens à exprimer l'engagement de mon pays en faveur du libre-échange, qui nous a permis de créer des richesses, de réduire la pauvreté et de faire des progrès en matière de développement durable. Nous reconnaissons le rôle important joué par l'Organisation mondiale du commerce afin d'assurer la stabilité, la prévisibilité et la transparence du système commercial multilatéral. J'invite tous les pays à prendre le même engagement et à éviter les mesures protectionnistes qui, si elles sont appliquées, constitueront un recul à la fois pour les pays développés et pour ceux d'entre nous qui sommes en développement.

En ce qui concerne la démocratie et les droits de l'homme dans notre région, je voudrais réaffirmer notre vocation démocratique, qui nous a conduits à mener le processus aboutissant à l'adoption de la Charte démocratique interaméricaine en 2001. Cette charte reflète l'engagement des pays des Amériques à défendre la démocratie et à respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans la région. Cet engagement nous encourage à trouver les voies et moyens qui nous

permettront de contribuer au rétablissement de l'ordre démocratique là où cela s'avère nécessaire. C'est pourquoi le Pérou condamne la rupture de l'ordre constitutionnel au Venezuela. Nous continuerons de promouvoir des initiatives dans le cadre de l'Organisation des États américains, du Groupe de Lima et dans d'autres instances multilatérales afin d'aider au rétablissement de la démocratie dans ce pays frère. Nous réaffirmons notre préoccupation et nous condamnons à nouveau les graves violations des droits de l'homme au Venezuela dénoncées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui, entre autres violations, ont fait état d'exécutions extrajudiciaires. Le Pérou a également déposé une plainte auprès de la Procureure de la Cour pénale internationale pour que soient punis les responsables des crimes commis au Venezuela.

Mon pays exprime sa solidarité inébranlable avec le peuple vénézuélien et appelle à une réponse urgente à la grave crise humanitaire qui sévit au Venezuela et qui a provoqué un flux massif de migrants et de réfugiés dans toute la région. Mon gouvernement a pris des mesures pour faciliter la régularisation des plus de 450 000 migrants vénézuéliens qui sont arrivés au Pérou en quête d'un avenir digne. Toutefois, l'ampleur de cet exode est sans précédent dans notre région et requiert une réponse collective de la part de la communauté internationale.

Je conclurai en disant que nous avons foi dans le potentiel du multilatéralisme, le droit international et le principe du règlement pacifique des différends pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés, pour promouvoir la paix et le développement durables et pour garantir les droits de l'homme de nos citoyens. Le Pérou continuera d'œuvrer de manière constructive au sein de l'Organisation pour réaliser les objectifs énoncés dans sa Charte fondatrice.

Le Président par intérim (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Pérou de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Martín Vizcarra Cornejo, Président du République du Pérou, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. M. le Roi Abdallah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie

Le Président par intérim (parle en arabe) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Roi du Royaume hachémite de Jordanie.

S. M. le Roi Abdallah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à Sa Majesté le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Roi Abdallah (parle en anglais) : C'est un honneur pour moi que de participer encore une fois au débat général de la merveilleuse Assemblée générale.

L'Organisation des Nations Unies est née des cendres de la Deuxième Guerre mondiale, d'un désir profond de préserver les générations futures des souffrances, de la destruction et de la misère. Aujourd'hui, ces espoirs peinent encore à se concrétiser. La paix et la stabilité sont partout menacées, de trop nombreuses personnes sont toujours exclues de la promesse de la prospérité, et le terrorisme international continue de cibler toutes les nations. Ici, dans cette salle, j'ai qualifié la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement de troisième guerre mondiale.

Ces défis ne rendent pas l'action collective et le respect mutuel moins importants; au contraire, ils rendent notre partenariat encore plus important, car sinon quelle est l'alternative? Un monde sans la paix et sans l'entente dont nous avons besoin pour oeuvrer de concert, commercer et, ensemble, élargir les possibilités? Un monde où les crises ne sont pas réglées, mais amplifiées? Un monde où la violence se propage et où davantage de réfugiés fuient, car nous n'arrivons pas à œuvrer de concert pour aider les populations à être en sécurité et à prospérer?

Il nous reste beaucoup à faire pour élargir les possibilités et redonner espoir à tous, mais nous ne pouvons tout simplement pas renoncer au motif que la tâche est difficile. Lorsque nos pays font rangs unis pour une cause commune, il en bénéficient tous. Je me dois de parler de cela aujourd'hui, du fait du rôle critique que joue l'action collective menée pour mettre un terme aux crises graves dans ma région, et en particulier celle qui est la plus importante – le long déni d'un État palestinien.

Toutes les résolutions adoptées par l'ONU – que ce soit par l'Assemblée générale ou par le Conseil de sécurité – depuis le début de la crise reconnaissent le droit égal du peuple palestinien à un avenir de paix, de dignité et d'espoir. C'est ce qui est au cœur de la solution des deux États, et c'est la seule voie qui mènera vers une paix globale et durable. Seule une solution à deux États basée sur le droit international et les résolutions pertinentes des Nations Unies peut répondre aux besoins des deux parties : la fin du conflit; un État palestinien indépendant et souverain à l'intérieur des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale; et un Israël en sécurité, partie intégrante de sa propre région, reconnu par les États arabes et musulmans du monde entier.

Les pays arabes et musulmans sont engagés en faveur d'une paix globale. Cela fait plus de 16 ans que l'Initiative de paix arabe est là. En effet, les puissances mondiales, l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne œuvrent toutes pour aider les parties à parvenir à une paix durable et pérenne. Le Gouvernement des États-Unis a toujours été engagé en faveur de la paix et il doit jouer un rôle de premier plan dans nos progrès à l'avenir.

Oui, il nous reste du chemin à parcourir. Mais nous ne pouvons pas renoncer parce que la tâche est difficile, car quelle est l'alternative? Pouvons-nous nous permettre de laisser l'une des régions les plus stratégiques au monde empêtrée dans un cycle de violence sans fin? Jusqu'à quand Jérusalem, une ville sainte pour plus de la moitié de la population mondiale, continuera-t-elle de voir son patrimoine et son identité multiconfessionnelle menacés? Comment pouvons-nous accepter que se perpétue un statu quo de crises et de sectarisme? Des familles palestiniennes sont déplacées depuis des générations; l'identité même de leurs enfants est niée; et des familles israéliennes vivent dans un auto-isolement national continu, sans la sécurité qu'offrent les relations pacifiques dans le monde entier.

Quel pourrait être éventuellement l'avenir d'un seul État binational que certains proposent, dont le fondement même est un rejet de l'égalité entre ses propres citoyens? C'est là la réalité exécrable et non démocratique de l'idée d'un seul État. Ce n'est nullement une alternative à un accord de paix fondé sur la solution des deux États. C'est un renoncement à la paix, une nouvelle façon de refuser d'œuvrer pour la paix et la réconciliation, le contraire de ce dont les deux

parties ont besoin et de ce qu'elles recherchent depuis si longtemps.

Il n'existe pas d'accord unilatéral. Il faut au moins deux parties pour qu'il y ait un accord. Aider les parties à parvenir à cet accord et à œuvrer de concert pour construire un nouvel avenir mérite l'appui fort et constant de tous. Nos pays doivent agir en rangs unis pour remettre le processus de paix sur les rails. Cela signifie qu'il faut rejeter totalement les actions qui mettent en péril les négociations, qu'il s'agisse d'empiétements illégaux, de confiscations de terres ou de menaces au bien-être d'innocents, en particulier des enfants.

Nous devons appuyer le financement complet de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et d'autres initiatives vitales visant à protéger les familles, à stabiliser les communautés et à préparer les jeunes à des vies productives. Ce serait une erreur tragique que d'abandonner les jeunes aux forces de la radicalisation et du désespoir. Cet appui est urgent et nécessaire pour que l'UNRWA puisse s'acquitter de son rôle, conformément au mandat délivré par l'ONU.

Par-dessus tout, Il nous faut préserver la paix et le patrimoine de Jérusalem, une ville sainte pour des milliards de personnes dans le monde. La tutelle hachémite sur les lieux saints musulmans et chrétiens de Jérusalem est un devoir que la Jordanie assume avec fierté, et nous contrerons toutes les tentatives visant à modifier l'identité historique arabe, chrétienne et musulmane de la Ville sainte. Mais l'avenir de Jérusalem ne concerne pas que la Jordanie : il concerne tous les États Membres, car quand le culte religieux est menacé et le droit international sapé, cela a des conséquences mondiales.

L'action collective est également vitale pour régler d'autres conflits et crises qui menacent notre monde. La Jordanie continuera d'appuyer tous les efforts déployés au niveau multilatéral pour aider la Syrie à trouver une solution politique sur la base du processus de Genève et de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, en vue de préserver l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays et de créer des conditions favorables à la stabilité et à la reconstruction.

Une riposte mondiale efficace face au terrorisme exige également de continuer à mener une action collective. Soyons clairs : en dépit de toutes nos victoires, le combat contre ces hors-la-loi, ces khawarij de l'Islam, n'est pas terminé. Pour gagner la guerre, il faut une

approche holistique à long terme – une approche qui associe les mesures de sécurité à des initiatives robustes en faveur de l'inclusion et de l'espoir. Hors ligne et en ligne, nous devons lutter contre toutes – je dis toutes – les idéologies de haine, y compris l'islamophobie. Les Jordaniens ont pris la tête des efforts visant à unir le monde dans le respect et la compréhension mutuels.

Enfin, nous devons également renforcer notre réponse collective face à la crise mondiale des réfugiés. Comme beaucoup ici le savent, la Jordanie porte une charge disproportionnée en tant que pays d'accueil des réfugiés. Nos citoyens ont ouvert leurs maisons, leurs écoles, leurs services publics et leurs hôpitaux. Nous avons partagé les ressources limitées dont dispose notre pays : nos vivres, notre énergie et notre eau précieuse. La crise a enrayé la croissance économique et la création d'emplois; nos jeunes, qui représentent plus de 60 % de notre population, ont besoin d'emplois de toute urgence.

Les Jordaniens ont supporté la charge que représentent les réfugiés conformément aux traditions humanitaires de longue date de notre pays, mais nous savons, et le monde entier le sait, que cette crise est une responsabilité mondiale. Nous et d'autres pays hôtes ne pouvons pas continuer à faire les sacrifices que nous faisons au quotidien que si les pays donateurs honorent leurs engagements en tant que partenaires. Cela signifie qu'il faut poursuivre les efforts sur plusieurs fronts en matière d'aide au développement et d'aide humanitaire. Ces efforts non seulement préparent les réfugiés à rentrer chez eux et à reconstruire leur pays, mais donnent aussi de l'espoir aux populations des pays d'accueil, qui ont consenti tant de sacrifices.

Le monde ne peut pas régler la crise des réfugiés ni toute autre crise mondiale si nous n'œuvrons pas de concert pour soutenir ceux qui font ce qu'il faut pour l'avenir que nous partageons tous. La paix et la prospérité exigent une action collective et sans relâche. Sinon, nous ne serons pas à la hauteur de ce que l'histoire et l'avenir exigent de nous. Faisons plutôt le choix de réussir pour donner aux peuples du monde, en particulier aux jeunes, la confiance dans la justice mondiale, l'espoir de nouvelles possibilités et des lois, accords et institutions internationaux sur lesquels tout le monde peut compter.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Roi du Royaume hachémite de Jordanie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

Sa Majesté le Roi Abdullah Bin Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de Son Altesse le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar

Le Président par intérim (parle en arabe) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

S. A. le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Cheik Al-Thani (parle en arabe) : Je voudrais tout d'abord féliciter S. E. M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés pour son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session et lui souhaiter plein succès. Je tiens également à exprimer ma gratitude à S. E. M. Miroslav Lajčák pour les efforts inestimables qu'il a déployés au cours de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale. Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage aux efforts inlassables déployés par le Secrétaire général António Guterres pour promouvoir le rôle de l'ONU et réaliser ses nobles objectifs.

Du haut de cette tribune, je voudrais exprimer mes sincères condoléances à la famille de M. Annan et à l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de son décès. Il était l'un des personnalités les plus importantes qui ont porté haut la bannière de l'Organisation au service de la coopération internationale, du développement et de la paix entre les peuples.

Le monde est confronté à de graves menaces et défis sur les plans politique, économique et de la sécurité, qui ne font aucun cas des frontières et qui mettent à rude épreuve l'ONU en tant que cadre de sécurité collective assurée. Si la communauté internationale veut instaurer la paix et la sécurité dans le monde, elle ne doit pas se contenter de gérer les crises mais rechercher des solutions globales et justes, conformes aux dispositions du droit international et aux résolutions de légitimité internationale, en rejetant la sélectivité, la politique

de deux poids, deux mesures et l'imposition des faits accomplis par la force.

Nous reconnaissons et apprécions à sa juste valeur l'importance capitale de l'existence d'un point de référence international et global, fondé sur un ordre international légitime qui respecte l'état de droit. Nous devons accélérer les réformes indispensables des institutions des Nations Unies pour qu'elles soient à même d'assumer leurs responsabilités en vue de réaliser les nobles objectifs de l'Organisation et de répondre aux ambitions et aspirations des peuples du monde d'édifier des sociétés pacifiques, équitables et durables, ce qui est le thème choisi par la Présidente de l'Assemblée générale pour cette session.

Plus d'un an après le début du blocus illégal imposé à l'État du Qatar, de nombreux faits ont été révélés au sujet d'une campagne d'incitation orchestrée d'avance contre notre pays, ainsi que des insinuations et de fausses informations utilisées pour provoquer cette crise. Entre-temps, la communauté internationale s'est également rendu compte du caractère fallacieux des allégations faites contre mon pays pour justifier les mesures préméditées prises sous couvert de ces allégations fausses et mensongères, en violation flagrante du droit international et des normes fondamentales qui régissent les relations entre les nations, ainsi que des valeurs et des normes de nos peuples.

En dépit de toutes les mesures prises pour porter atteinte à la sécurité et à la stabilité du Qatar et faire du tort à son peuple, et en dépit de la guerre économique lancée contre notre pays pour entraver son processus de développement, la période qui a suivi ce siège injuste a été marquée par le renforcement du statut de l'État du Qatar et la consolidation de son rôle de partenaire actif sur la scène régionale et internationale. En outre, l'économie qatarienne a poursuivi sa croissance, démontrant sa vigueur et sa stabilité. L'État du Qatar a également maintenu son avance vis-à-vis des autres pays de la région pour ce qui est des indicateurs mondiaux, notamment dans les domaines de la sécurité humaine et du développement humain. Ceci a renforcé la foi du peuple qatarien dans son potentiel, ses valeurs et ses principes et a permis de renforcer la cohésion et l'unité de notre peuple.

Convaincus de la justesse de notre position juridique, de la nécessité de régler les différends par des voies pacifiques et de l'importance du dialogue comme meilleur moyen de résoudre les crises, nous avons accueilli favorablement les efforts louables déployés

par les pays frères et amis pour mettre fin à cette crise par un dialogue sans conditions préalables, fondé sur le respect mutuel de la souveraineté des nations.

Il n'est pas raisonnable que des divergences d'opinion en ce qui concerne le traitement de questions régionales portent atteinte à l'efficacité d'une importante organisation régionale comme le Conseil de coopération du Golfe (CCG). Le blocus imposé au Qatar a porté atteinte à la réputation des pays du CCG, et la paralysie qui s'en est ensuivi a eu une incidence négative sur le rôle que le CCG aspire à jouer dans le traitement des questions régionales et mondiales. Nous espérons que nous saurons tous saisir l'occasion offerte par cette crise au sein du CCG pour le réformer et proposer la mise en place de mécanismes contraignants pour régler les différends entre ses États membres au moyen d'un dialogue interne, afin d'éviter que de telles situations ne se reproduisent à l'avenir.

Il est aberrant que notre région arabe reste l'otage de certaines divergences marginales – fabriquées de toutes pièces, dans notre cas – qui consomment les efforts et les énergies et engloutissent des fonds plus importants encore que ceux que nous devrions consacrer aux justes causes sur lesquelles nous sommes censés être d'accord.

Peu de progrès ont été réalisés sur les dossiers de longue date au Moyen-Orient, en particulier la cause palestinienne, qui est un des derniers vestiges du passé colonial de notre monde. Le processus politique, entamé il y a 25 ans, a constitué un exemple de distanciation par rapport au mandat de l'ONU pour privilégier des cadres de référence extérieurs à l'Organisation, certains y ayant vu le moyen le plus efficace et le plus rapide d'apporter une solution à cette question. Ce processus, appuyé par les États arabes dans le respect la décision palestinienne, a en fait abouti à une nouvelle impasse et entraîné de nouvelles complications. Aujourd'hui, on assiste à des tentatives de se débarrasser de la question de Palestine en faisant fi des problèmes relatifs à un règlement permanent, tels que la question de Jérusalem, des réfugiés, de la souveraineté et des frontières.

Il n'est pas possible de régler les questions nationales justes en se soumettant au rapport de force entre l'occupant et l'occupé. Ces questions ne peuvent être réglées que dans le respect de certains principes, tels que le droit à l'autodétermination et l'inadmissibilité de l'annexion par la force des territoires d'autrui, qui font désormais partie de la légitimité internationale.

La détérioration de la situation dans les territoires palestiniens, en particulier les conditions inhumaines dans la bande de Gaza, le siège étouffant auquel elle est soumise et la poursuite de la construction de colonies de peuplement à Jérusalem occupée et en Cisjordanie, entraîne de graves conséquences et confère une responsabilité historique au Conseil de sécurité. Nous réaffirmons l'importance des négociations, dont la reprise est vitale mais qui exigent de respecter les résolutions de légitimité internationale, au premier rang desquelles figurent la solution des deux États et l'Initiative de paix arabe, fondées sur Jérusalem-Est comme capitale de l'État palestinien à l'intérieur des frontières de 1967. De plus, il n'est pas possible de régler le conflit israélo-arabe sans régler de manière juste et durable la question de Palestine. C'est la position que nous défendons, qui est moralement juste et conforme à la légitimité internationale. Mais Israël rejette ce règlement juste.

L'État du Qatar ne ménagera aucun effort pour fournir diverses formes d'appui matériel et politique au peuple palestinien frère et pour continuer de travailler avec tous les acteurs internationaux impliqués dans le processus de paix au Moyen-Orient afin de surmonter les obstacles à la reprise des pourparlers de paix, conformément au mandat et aux résolutions de légitimité internationale.

Après plus de sept ans, la communauté internationale n'est toujours pas en mesure de trouver une solution à la crise syrienne qui s'aggrave, avec tous les aspects et toutes les conséquences dangereuses qu'elle comporte. Outre les tragédies qu'il vit, le peuple syrien est préoccupé et frustré à l'idée que les crimes de génocide, les déplacements massifs et le grand nombre de décès dans les prisons, sous la torture, puissent devenir une pratique courante à laquelle la communauté internationale s'habitue.

Ne pas dissuader le régime syrien de commettre des crimes dans le cadre de la guerre qu'il mène contre son propre peuple, d'une part, et ne pas exiger qu'il rende des comptes pour les crimes qui ont été commis, d'autre part, viderait de tout sens les dispositions du droit international et du droit des droits de l'homme. Cela aurait de graves conséquences pour les valeurs dominantes de notre monde, car on encouragerait ainsi le recours à la violence comme moyen de réprimer les aspirations des peuples et de bafouer les droits des citoyens et des peuples de notre région.

Nous sommes face à une catastrophe humanitaire, morale et juridique qui exige de la communauté internationale qu'elle trouve de toute urgence le moyen de parvenir à une solution politique qui mette fin au bain de sang syrien, réponde aux aspirations syriennes à la justice et à la liberté, préserve l'unité et la souveraineté de la Syrie et instaure la sécurité et la stabilité en Syrie et dans la région, conformément au premier Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous insistons sur la nécessité de se conformer au droit international humanitaire et de protéger les civils.

Pour ce qui est de la question du Yémen, nous confirmons la position de l'État du Qatar, qui reste fermement attaché à l'unité, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Yémen. Nous appelons toutes les parties yéménites à parvenir à la réconciliation nationale et à mettre fin au conflit, sur la base de la résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité, de l'Initiative du CCG et des résultats de la Conférence de dialogue national. De cette tribune, j'appelle les États qui sont actifs au sein de la communauté internationale à aider le peuple yéménite frère à surmonter la situation actuelle, qui, nous l'espérons, prendra bientôt fin, à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour remédier à la grave crise humanitaire et à faciliter le libre accès de l'aide humanitaire à toutes les régions du Yémen. À cet égard, je tiens à annoncer que le Qatar a conclu un accord avec l'Organisation des Nations Unies pour lutter contre le choléra au Yémen en finançant des projets visant à combattre les causes de la maladie et à enrayer sa propagation. Nous appelons les autres pays à se joindre à nous dans cette entreprise vitale.

S'agissant de la crise libyenne, qui a récemment été marquée par des événements qui menacent la sécurité et l'intégrité territoriale du pays, nous attendons avec intérêt le rétablissement de la sécurité et de la stabilité malgré les énormes défis auxquels nos frères libyens sont confrontés. Nous signalons que l'ingérence étrangère dans les affaires libyennes complique encore davantage la crise, empêche la réalisation du consensus national recherché par nos frères libyens et va à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité. Nous réaffirmons notre appui à l'Accord politique de Skhirat, signé en décembre 2015, et à tous ses résultats. Nous appelons tous les frères libyens à défendre les intérêts nationaux du pays et à participer à un dialogue, sans exclure aucune composante de la société libyenne, afin de parvenir à un règlement politique global qui préserve la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye et

réalise les aspirations à la sécurité et à la stabilité de son peuple.

S'agissant de l'Iraq frère, nous exprimons une fois de plus notre gratitude au Gouvernement iraquien pour les efforts qu'il déploie afin de rétablir la stabilité et de parvenir à la réconciliation nationale en coopérant avec tous les partis politiques et toutes les composantes de la société iraquienne. Nous apprécions à leur juste valeur les succès et les sacrifices du peuple iraquien dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme sous toutes ses formes. Nous renouvelons notre engagement à aider l'Iraq frère dans son processus de reconstruction et de développement et à appuyer tous les efforts visant à garantir son unité et sa souveraineté et à renforcer sa sécurité et sa stabilité.

Il y a consensus sur le fait que le terrorisme est devenu un des plus grands défis auxquels le monde est confronté en raison de la menace réelle qu'il représente pour la paix et la sécurité internationales. Nous soulignons la position ferme de l'État du Qatar, qui rejette le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations partout dans le monde, quels qu'en soient la raison ou le prétexte. La lutte contre le terrorisme est une priorité de la politique de l'État du Qatar aux niveaux national, régional et international. Nous avons mis en place des systèmes législatifs et institutionnels, honoré nos obligations internationales en matière de lutte contre le terrorisme et son financement et participé à tous les efforts internationaux et régionaux pertinents.

Selon nous, les conditions préalables suivantes sont indispensables pour que la guerre contre le terrorisme atteigne son objectif et ne se transforme pas en une lutte autonome. Premièrement, nous avons besoin d'une coopération internationale pour combattre la violence résultant de l'extrémisme et la violence dirigée contre les civils en tant que forme de terreur et moyen d'endommager les installations civiles à des fins politiques. Il faut s'attaquer à ces phénomènes avec fermeté et rigueur. Deuxièmement, nous devons harmoniser nos normes en matière de lutte contre le terrorisme afin que sa définition ne soit pas sélective et ne dépende pas de l'identité religieuse ou ethnique des auteurs. Troisièmement, nous devons nous attaquer à ses causes profondes et nous pencher sur les contextes politique, social et culturel qui contribuent à l'alimenter, tout en œuvrant sérieusement en faveur d'un règlement juste des questions non résolues qui suscitent colère et frustration. Quatrièmement, nous devons éviter de donner une quelconque connotation partisane au

terme « terrorisme » en l'adaptant de manière à ce qu'il corresponde aux intérêts étroits de certaines nations et en l'utilisant pour justifier la tyrannie et la répression des opposants politiques, ce qui nuit à la crédibilité de la lutte contre le terrorisme ainsi qu'aux efforts internationaux déployés dans ce domaine.

Dans cet esprit, l'État du Qatar estime que l'éducation des jeunes et leur pleine participation constituent la première ligne de défense pour un système de sécurité collective, étant donné qu'ils sont un facteur important de la lutte contre le terrorisme et de la consolidation de la paix et de la stabilité. C'est pourquoi nous nous sommes engagés à éduquer 10 millions d'enfants et à appuyer économiquement un demi-million de jeunes dans notre région. De plus, en collaboration avec l'ONU, nous avons mené à bien des projets visant à promouvoir l'accès des jeunes à l'emploi grâce au renforcement des capacités et lancé des programmes de prévention de l'extrémisme violent.

Le développement humain et la protection et la promotion des droits de l'homme sont au premier rang des priorités de l'État du Qatar, qui poursuit ses efforts sur les plans législatif et institutionnel pour mettre en œuvre sa vision baptisée « Les ambitions du Qatar à l'horizon 2030 », laquelle met l'accent sur le développement humain. Ce mois-ci, l'État du Qatar a rejoint le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. L'État du Qatar a récemment promulgué une loi réglementant la question de l'asile politique dans le pays, suivant les traces des pays développés, ainsi qu'une autre loi accordant le droit de résidence permanente dans l'État en fonction de conditions définies par la loi. Il a également décidé d'inviter plusieurs organisations internationales de défense des droits de l'homme à établir des bureaux régionaux dans le pays.

Personne ne conteste l'essor qu'ont pris les technologies numériques et de l'information et les moyens de communication numériques. L'économie et la vie quotidienne sont désormais inconcevables sans eux. Toutefois, une série d'événements survenus récemment dans plusieurs pays nous ont rappelé que cela a donné naissance à de nouveaux besoins, comme la nécessité de préserver la liberté d'accès et celle de protéger la vie privée des citoyens contre les risques de piratage. Ils nous ont également fait prendre conscience de l'importance de la cybersécurité des nations. Ce sont

là des questions transfrontières, du fait de la nature même de ces technologies.

En conséquence, il est nécessaire aujourd'hui de réglementer la manière dont nous gérons ces questions et faisons face aux risques qu'elles présentent au niveau international. Le Qatar et d'autres pays ont été victimes d'actes de piraterie et d'espionnage numériques; c'est ce qui nous a poussés à mettre fortement l'accent sur cette question. Nous sommes disposés à collaborer avec les organismes des Nations Unies pour mettre au point des réglementations juridiques. À cet égard, nous proposons de convoquer une conférence internationale afin d'examiner les options qui permettront de réglementer cette question dans le cadre du droit international, conférence que nous sommes prêts à accueillir.

Le Président par intérim (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier l'Émir de l'État du Qatar de l'allocation qu'il vient de prononcer.

S. A. le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran

Le Président par intérim (parle en arabe) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique d'Iran.

M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rouhani (parle en farsi; interprétation en anglais assurée par la délégation) : Je saisis cette occasion pour féliciter la Présidente de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui avec pour toile de fond les souffrances que le monde endure du fait de l'inconscience de certains États et du mépris qu'ils opposent aux valeurs et institutions internationales. Nous sommes ici parce que le moyen le moins coûteux de préserver les intérêts et la sécurité du monde est

la coopération et la coordination entre les pays. Or, il est regrettable de constater que certains dirigeants du monde pensent pouvoir mieux défendre leurs intérêts ou, du moins à court terme, profiter du sentiment populaire et s'assurer le soutien de l'opinion publique en encourageant un nationalisme extrémiste, un racisme et des tendances xénophobes qui rappellent les dispositions nazies, ainsi qu'en piétinant les normes mondiales et en sapant les institutions internationales, voire en se livrant à des actes absurdes et aberrants, à l'image de la séance de haut niveau du Conseil de sécurité qui a été convoquée.

Il faut arrêter une fois pour toutes de se bercer de l'illusion que l'on peut parvenir à une paix et une sécurité accrues en en privant les autres. Nous devons étouffer dans l'œuf, avant même qu'elle puisse se développer, la logique consistant à exercer un chantage sur certains pays au prétexte d'une insécurité créée de toutes pièces. Dans le même ordre d'idées, le fait de s'en prendre au multilatéralisme n'est pas un signe de force; au contraire, c'est le symptôme d'une faiblesse intellectuelle, et le signe révélateur d'une incapacité à comprendre un monde complexe et interdépendant.

Dans de telles circonstances, la négligence ou l'inefficacité des institutions internationales est susceptible de mettre la paix mondiale en péril. Ceux qui recherchent la domination et l'hégémonie sont les ennemis de la paix et les artisans de la guerre. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique – du moins l'Administration en place – semble déterminé à rendre inefficaces toutes les institutions internationales. Ce gouvernement, après s'être retiré, en violation des règles et normes du droit international, d'un accord multilatéral entériné par le Conseil de sécurité, a invité la République islamique d'Iran à des pourparlers bilatéraux. Cette administration qui invite l'Iran à entamer des pourparlers n'est disposée ni à consulter ses propres experts ni à tenir compte des exigences d'un État moderne, notamment le principe suprême de la continuité de la responsabilité de l'État, et enfreint ouvertement, par là-même, les obligations contractées par son prédécesseur au nom de l'État.

Sur quelle base et selon quels critères pourrions-nous conclure un accord avec une administration coupable d'une telle inconduite? Des pourparlers, quels qu'ils soient, doivent s'inscrire dans le cadre et la continuité du Plan d'action global commun et de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité, et non dans le contexte d'une violation de ces accords et d'un

retour au passé. Comble de l'ironie, le Gouvernement des États-Unis ne cherche même pas à dissimuler son projet de renverser le Gouvernement qu'il invite à des pourparlers.

La voie suivie par la République islamique d'Iran en matière de politique étrangère repose sur le multilatéralisme et sur le respect des principes reconnus du droit international. Notre respect du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de même que les négociations longues et difficiles que nous avons menées avec le groupe des cinq plus un, et qui ont abouti à la conclusion du Plan d'action global commun, en sont la manifestation la plus claire.

Nous nous félicitons que la communauté internationale n'ait pas acquiescé au retrait unilatéral et illégal du Plan d'action par le Gouvernement des États-Unis, et ait adopté une position catégorique à l'égard de cette décision. Le Plan d'action global commun était le résultat de plus d'une décennie d'efforts diplomatiques et a été adopté à l'issue d'intenses négociations en vue de régler une crise artificielle. Il a été approuvé à l'unanimité grâce à l'adoption de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité et codifié pour devenir une obligation internationale. Cette résolution appelle tous les pays et les organisations internationales et régionales à appuyer la mise en œuvre du Plan d'action et à s'abstenir de tout acte de nature à compromettre la mise en œuvre des engagements pris en vertu du Plan d'action.

Selon 12 rapports consécutifs de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à ce jour, l'Iran a respecté tous ses engagements. Cependant, depuis le tout début, les États-Unis n'ont honoré pas leurs obligations. L'Administration actuelle, recourant à de piètres excuses et en violation flagrante de ses engagements, a fini par se retirer de cet accord. L'ONU ne doit pas permettre que ses décisions deviennent victimes des élections nationales et des jeux de propagande de certains Membres et ne doit autoriser aucun État Membre à se soustraire à ses engagements internationaux.

De plus, les États-Unis font également pression sur d'autres pays pour qu'ils violent l'accord nucléaire. Plus dangereux encore, ils menacent tous les pays et les organisations internationales de représailles s'ils appliquent la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité. C'est la première fois de l'histoire de l'ONU qu'une telle invitation générale à violer le droit s'accompagne de menaces contre les États respectueux du droit. Cette pratique ne se limite pas au Plan d'action

global commun; les États-Unis l'appliquent également à la Cour pénale internationale.

Nous apprécions les efforts que déploient la communauté internationale, l'Union européenne, la Russie et la Chine pour appuyer la mise en œuvre du Plan d'action et nous les remercions de considérer que la pleine application des engagements énoncés dans le Plan d'action est une condition essentielle à la survie de cette victoire diplomatique importante.

Les sanctions unilatérales illégales constituent une forme de terrorisme économique et une violation du droit au développement. La guerre économique que les États-Unis ont déclenchée en adoptant de nouvelles sanctions non seulement cible le peuple iraquien, mais elle aura également des répercussions néfastes pour les peuples d'autres pays. En outre, cette guerre perturbe le commerce mondial.

Le peuple iranien fait preuve d'une résilience inébranlable depuis 40 ans, en dépit des difficultés et des contraintes causées par les sanctions, et il a également montré qu'il peut surmonter des périodes difficiles. L'histoire plusieurs fois millénaire de notre pays montre que l'Iran et les Iraniens n'ont jamais rompu face à la tempête – pas même plié.

J'affirme ici, en des termes dénués d'ambiguïté, que la politique des États-Unis vis-à-vis de la République islamique d'Iran est mauvaise depuis le début et que leur approche, qui consiste à résister aux souhaits du peuple iranien, que celui-ci a exprimés à l'occasion de multiples élections, est vouée à l'échec. L'Iran, avec sa longévité civilisationnelle et historique, son riche patrimoine culturel et sa position géopolitique de premier plan, est une réalité indéniable. Les politiques de collaboration et de coopération avec l'Iran ont généré de bons résultats pour d'autres pays, comme le reflète parfaitement la coopération entre l'Iran et des pays amis dans la lutte contre le terrorisme.

La manière dont les États-Unis envisagent les relations internationales est autoritaire. Selon eux, la raison du plus fort est toujours la meilleure. Leur compréhension du pouvoir, et non de l'autorité juridique et légitime, est reflétée dans le fait qu'ils agressent et imposent. Aucun État ni aucun pays ne peut être amené à la table des négociations par la force, et si tel est le cas, ce qui suit est une accumulation de ressentiment dans ces pays dont les oppresseurs finiront par faire les frais.

Nous convenons qu'au bout du compte, il n'existe pas d'option préférable au dialogue. Cependant, le

dialogue est à double sens; il doit être basé sur l'égalité, la justice, l'intégrité et l'honneur et être conduit dans le respect des règles et normes du droit international. La résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité n'est pas un simple bout de papier. Nous invitons les États-Unis à revenir vers cette résolution et à se rasseoir à la table des négociations, qu'ils ont quittée. Si les États-Unis méprisent le Plan d'action global commun parce qu'il fait partie de l'héritage d'opposant politiques nationaux, nous les invitons à revenir vers cette résolution du Conseil de sécurité. Nous invitons ce pays à demeurer au sein des institutions internationales et nous l'implorons de ne pas imposer de sanctions. Les sanctions et l'extrémisme sont les deux facettes d'une même pièce. L'extrémisme suppose de rejeter la pensée des autres, et les sanctions reviennent à ignorer la vie et la prospérité des personnes.

Pour lancer le dialogue, il n'est pas nécessaire d'organiser une opération médiatique. Les deux parties peuvent écouter ce qu'elles ont à dire ici même à l'Assemblée. J'initie le dialogue et souligne en des termes sans équivoque que la question de la sécurité internationale n'est pas un jouet pour la politique intérieure des États-Unis. L'ONU ne fait pas partie du Gouvernement des États-Unis. Le dialogue peut reprendre à l'Assemblée au stade où il s'est arrêté et avec la même personne qui a quitté la table du dialogue et s'est éloignée de l'accord. Le dialogue doit commencer par l'arrêt des menaces et la levée des sanctions injustes qui nient les principes de l'éthique et du droit international.

Notre proposition est claire : engagement pour engagement, violation pour violation, menace pour menace et mesure pour mesure, au lieu de parole pour parole. Ce que l'Iran affirme est clair : plus de guerre, plus de sanctions, plus de menaces et plus d'agression. Il importe d'agir dans le respect du droit international et d'honorer ses obligations. Nous appuyons la paix et la démocratie dans tout le Moyen-Orient. Nous considérons la science nucléaire comme un impératif et les armes nucléaires comme interdites.

En tant que victime passée et actuelle du terrorisme, nous avons toujours été, et nous y resterons, aux avant-postes de la lutte véritable contre le terrorisme. Aujourd'hui, nous pleurons les dizaines de martyrs innocents assassinés samedi de sang-froid par des terroristes qui ont accepté sans gêne, dans des interviews avec des médias occidentaux financés par des pétrodollars, la responsabilité que leur ont attribuée

un certain nombre de capitales occidentales pour ce crime odieux.

L'Iran a condamné sans équivoque tous les actes de terrorisme et continuera à le faire. Nous accueillons avec satisfaction la déclaration ferme du Conseil de sécurité à cet égard. Mais pourquoi les responsables de ces opérations terroristes, y compris l'organisation qui a publiquement revendiqué le crime de samedi, vivent et opèrent librement dans des pays occidentaux, et peuvent même lever des fonds ouvertement? Ces activités ne violent-elles pas les normes internationales relatives à la lutte antiterroriste? Pourquoi les organismes d'État qui financent des organisations terroristes anti-iraniennes, qui ont déjà financé Al-Qaïda, l'État islamique d'Iraq et du Levant et le Front Al-Nosra, non seulement n'ont pas été punis, mais bénéficient en outre de soutien et sont armés? Si les États-Unis veulent que l'opinion publique mondiale prenne au sérieux leur affirmation selon laquelle ils luttent contre le terrorisme, il est impératif qu'ils lancent une campagne mondiale commune pour lutter contre ce fléau, quelle que soit l'identité des victimes ou des coupables.

À ce titre, depuis le tout début de la crise en Syrie, nous avons mis en garde contre toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de ce pays et l'utilisation de moyens illicites, y compris l'appui aux groupes extrémistes et terroristes, pour exercer des pressions sur le Gouvernement syrien. Nous avons toujours insisté sur le fait que la crise ne pourra être résolue que par le dialogue intersyrien. À cette fin, la présence de nos conseillers militaires en Syrie répond à la demande du Gouvernement syrien, est conforme au droit international et a pour but d'aider le Gouvernement syrien dans la lutte contre le terrorisme extrémiste. L'Iran, la Russie et la Turquie, en coopération avec le Gouvernement syrien et d'autres parties syriennes, ont réussi, par le biais du processus d'Astana, dont la troisième réunion au sommet a eu lieu à Téhéran au début du mois, à jouer un rôle constructif et à réduire les tensions en Syrie. Leur dernier effort commun a empêché une intensification du conflit et des effusions de sang dans la région d'Idlib.

Nous assistons depuis trois ans à une catastrophe humanitaire tragique au Yémen, qui a provoqué la destruction d'infrastructures, tué et blessé des centaines de milliers de personnes, entraîné le déplacement de millions d'innocents et causé une famine généralisée et la propagation de maladies chroniques. Ces actes inhumains constituent des exemples clairs de crimes

contre l'humanité et de crimes de guerre. La crise au Yémen ne pourra être réglée que par des pourparlers interyémenites et sans ingérence étrangère. À cette fin, nous sommes prêts à apporter notre aide de toutes les manières possibles.

La crise la plus pressante au Moyen-Orient reste toutefois la question de Palestine. Le passage du temps ne peut pas et ne doit pas justifier l'occupation. Les innombrables crimes commis par Israël contre les Palestiniens n'auraient pas été possibles sans l'assistance matérielle et militaire et sans l'appui politique et de propagande des États-Unis. Israël, doté d'un arsenal nucléaire et menaçant ouvertement d'autres pays d'anéantissement nucléaire, constitue la plus redoutable menace pesant sur la paix et la stabilité régionales et mondiales. L'ignoble décision des États-Unis de transférer son ambassade en Israël à Jérusalem et la récente promulgation de la loi raciste sur l'État-nation juif constituent des violations du droit international et des normes internationales, et ce sont des manifestations incontestables d'apartheid.

L'élargissement des relations avec les pays voisins et la création d'une région plus sûre et plus développée figurent parmi les principales priorités de la politique étrangère de l'Iran. Il y a quelques semaines, l'Iran, avec les quatre autres États côtiers de la région, a signé la Convention sur le statut juridique de la mer Caspienne, qui permettra de renforcer les relations de bon voisinage et de favoriser la prospérité et le progrès pour tous les États côtiers.

Nous souhaitons également avoir les mêmes relations avec nos voisins du sud dans le golfe Persique. Nous croyons à la formation d'un mécanisme collectif pour la région du golfe Persique, avec la présence et la participation de tous les pays de la région. La sécurité du golfe Persique et du détroit d'Ormuz a toujours été importante pour nous, et, tout comme nous avons assuré leur sécurité pendant la guerre que nous a imposée l'Iraq, nous ferons face à tout effort perturbateur concernant cette voie navigable cruciale à l'avenir.

Nous adoptons un point de vue pacifique sur les questions politiques et internationales, et nous n'avons pas cherché, et ne cherchons pas, à entrer en guerre avec aucun pays. L'Iran n'a pas besoin d'un empire. L'Iran est un empire du point de vue de la civilisation et de la culture, non pas par la domination politique. L'Iran a servi de lien entre l'Est et l'Ouest et continuera de le faire, en restant le gardien rigoureux d'un monde sans violence.

M. Boukadoum (Algérie), Vice-Président, assume la présidence.

La République islamique d'Iran, c'est l'État qui avait compris la nature fasciste du régime baasiste en Iraq avant tout le monde et qui avait bravement résisté à son agression contre nous. Nous avons combattu le parti Baas d'Iraq avant qu'il n'occupe le Koweït. La République islamique d'Iran, c'est l'État qui a été à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme taliban et qui a sacrifié des martyrs dans cette lutte. Nous avons combattu Al-Qaida et les Taliban avant les attaques contre New York et Washington. La République islamique d'Iran, c'est l'État qui a lutté contre Daech, une représentation fausse et déformée de l'islam. Nous étions engagés dans la lutte contre Daech avant ses opérations à Paris, Londres et Bruxelles.

Il faut reconnaître ces réalités historiques concernant l'Iran, cesser d'imposer des sanctions et mettre fin à l'extrémisme. Le monde n'a pas de meilleur ami que l'Iran, si la paix est ce qu'il vise.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique d'Iran de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Finlande.

M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Niinistö (parle en anglais) : Je voudrais commencer par rendre hommage au Secrétaire général, M. António Guterres, pour sa vision à la tête de l'Organisation des Nations Unies. La Finlande le soutient sans réserve dans son importante tâche.

Mon pays a toujours été un ardent défenseur de la coopération multilatérale. Pour la Finlande, l'ordre international fondé sur des règles est de la plus haute importance. Au niveau intérieur, le fait de pouvoir compter sur des règles généralement acceptées constitue la pierre angulaire de notre sécurité nationale et de notre bien-être. Au niveau mondial, des solutions et des règles communes sont nécessaires pour relever les défis les plus pressants de notre époque.

Malheureusement, pour ceux d'entre nous qui croyons aux bienfaits du multilatéralisme, il y a aujourd'hui des raisons d'être inquiets. Le système international que nous avons bâti ensemble est sous pression. Sa capacité et sa crédibilité sont remises en question. Nous ne pouvons plus tenir pour acquis l'ordre fondé sur des règles. Il est de notre responsabilité commune de le défendre et de le développer activement.

La Finlande considère que l'Organisation des Nations Unies est la clef de voûte du système multilatéral. La défense du multilatéralisme doit donc commencer ici. L'ONU et ses membres doivent démontrer leur volonté d'agir ensemble, non pas en opposition les uns aux autres. Nous appuyons pleinement le programme de réforme ambitieux et exhaustif proposé par le Secrétaire général. Le moment est venu de le mettre en œuvre. Nous devons veiller à ce que l'Organisation des Nations Unies de demain soit plus transparente, plus responsable et plus efficace.

Pour que l'ONU soit crédible, elle doit pratiquer ce qu'elle prêche. Pour toute organisation, chaque cas d'exploitation sexuelle dans ses propres rangs en est un de trop. Cela est particulièrement vrai pour une organisation qui souligne l'importance de l'égalité et des droits de l'homme. Je suis fier d'être membre du cercle de dirigeants chargés de la question de la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et des mesures à prendre pour y faire face, et je me félicite des efforts qui ont été déployés pour prévenir et combattre toutes les formes d'atteintes dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Les trois piliers de l'Organisation des Nations Unies – la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement – ont résisté à l'épreuve du temps. Toutefois, nous constatons également que de nombreux défis mondiaux actuels ne respectent les frontières qui les séparent. Ces piliers sont de plus en plus interconnectés, tout comme les défis. Les réalisations les plus importantes du système des Nations Unies ces

dernières années en témoignent. Je pense au Programme de développement durable à l'horizon 2030, à l'Accord de Paris, au pacte mondial pour les migrations et au pacte mondial sur les réfugiés. Des questions telles que la durabilité, les changements climatiques et les migrations ne relèvent pas seulement du développement et des droits de l'homme, ce sont également des questions fondamentales de la paix et de la sécurité.

Les changements climatiques illustrent à merveille la nécessité d'adopter rapidement des mesures au niveau mondial. Le prochain rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat insistera encore davantage sur l'urgence d'une réponse de notre part. Il montrera également combien il reste à faire. Jusqu'à présent, les contributions volontaires des États parties à l'Accord de Paris sur les changements climatiques n'ont pas été suffisantes pour maintenir la hausse de la température mondiale en dessous de 2° C. Nous devons faire bien plus et nous devons le faire plus rapidement.

Dans le nord, nous voyons que la région de l'Arctique se réchauffe à un rythme alarmant. Il ne s'agit pas seulement d'un problème régional, c'est une menace pour l'ensemble du système climatique mondial. Les émissions de carbone noir sont un facteur important dans l'accélération de la fonte des glaces de mer dans l'Arctique. La réduction des émissions de carbone noir qui se pose sur la glace blanche aurait des effets positifs immédiats pour en prévenir la fonte. L'engagement à réduire ces émissions constituerait l'un des principaux objectifs d'un sommet de l'Arctique que la Finlande, en sa qualité de Présidente en exercice du Conseil de l'Arctique, est prête à accueillir.

Faute d'atténuation, les changements climatiques vont également entraîner une nouvelle augmentation des flux migratoires. Environ 65 millions de personnes dans le monde sont déjà déplacées, ce qui représente le chiffre le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale. Près de 100 millions de personnes dans le monde ont besoin de toute urgence d'une aide humanitaire de base, et ce nombre ne cesse de croître. Il n'y a pas de solution rapide ni facile, mais ne rien faire n'est pas une option. C'est pourquoi je me félicite du pacte mondial sur les migrations et attends avec intérêt de participer à la conférence de Marrakech en décembre en vue de son adoption.

Les guerres à grande échelle, les conflits d'intensité variable et les violations du droit international continuent de hanter nos consciences. Ils ne cessent de

nous rappeler l'immensité des souffrances humaines. Nous, membres de la communauté internationale, devons persévérer dans nos efforts pour régler les conflits en cours, pour profondément ancrés et prolongés qu'ils soient.

Sur une note positive, nous avons été encouragés par les récentes tentatives qui ont été faites pour nouer un véritable dialogue entre la République populaire démocratique de Corée et la communauté internationale. Il convient de maintenir et d'appuyer cette dynamique en faveur d'une péninsule coréenne pacifique. Une heureuse issue dans cette région pourrait également constituer un excellent exemple pour la non-prolifération et le désarmement ailleurs.

Lorsque la paix est rétablie, la pertinence des opérations de maintien de la paix des Nations Unies demeure incontestable. Néanmoins, les Casques bleus doivent également s'adapter aux réalités nouvelles. Nous appuyons l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général qui vise à rendre plus efficaces les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Alors que les conflits existants doivent être résolus, notre priorité doit être de prévenir les conflits à venir. La Finlande se félicite des efforts qui sont déployés pour renforcer les capacités des Nations Unies en matière de prévention des conflits. La médiation est un outil essentiel pour la prévention des conflits. Il est vital pour l'avenir de la médiation que l'expérience acquise par le passé soit transmise aux médiateurs futurs. Cela a été un honneur pour mon pays d'accueillir en juin la réunion du Comité consultatif de haut niveau chargé des questions de médiation, créé par le Secrétaire général. Nous restons de fervents défenseurs des activités de médiation de l'ONU et d'autres acteurs. Le cas échéant, la Finlande continue également d'offrir ses bons offices pour faciliter des discussions concrètes entre les deux parties, de la diplomatie parallèle aux réunions de haut niveau.

La paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement ne sauraient être durables sans la participation des femmes et des jeunes. Les voix des femmes et des jeunes doivent être entendues et prises en compte. Les besoins des femmes, des enfants et des jeunes sont encore trop souvent marginalisés dans les pourparlers de paix. La Finlande promeut le rôle et la participation effective des femmes aux processus de paix par le biais du Réseau de médiatrices des pays nordiques. Ce réseau et d'autres similaires offrent une plate-forme utile pour le plaidoyer et l'apprentissage par

soi-même. En tant que champion de l'initiative HeForShe IMPACT, je me félicite vivement de ces efforts.

Alors que nous célébrons le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, son importance dans l'ordre international mérite une attention particulière. Les droits de l'homme protègent non seulement les individus, mais nous aident aussi à prévenir les conflits, à instaurer une paix durable et à accélérer le développement. Si nous tenons sérieusement à défendre les droits de l'homme, alors des mécanismes chargés de l'application du principe de responsabilité pour les violations du droit international sont nécessaires. Les auteurs de violations doivent être traduits en justice. La Finlande demande à tous les États Membres et au Secrétaire général de garder en permanence la question des droits de l'homme, de la non-discrimination et de l'égalité des sexes en tête de l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies.

C'est avec une profonde tristesse que j'ai appris le décès de M. Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Son héritage est une source d'inspiration pour nous tous. Comme le Secrétaire général l'a fait plus tôt aujourd'hui, je voudrais moi aussi, pour terminer, rappeler ses paroles :

« Plus que jamais dans l'histoire de l'humanité, nous partageons un destin commun. Nous devons l'affronter ensemble. Voilà pourquoi, chers amis, nous avons créé l'Organisation des Nations Unies ».

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Finlande de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérale du Nigéria.

M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations

Unies à S. E. M. Muhammadu Buhari, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Buhari (*parle en anglais*) : Au nom du Gouvernement et du peuple nigériens, je félicite M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés, de son élection bien méritée à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session. Alors qu'elle commence à assumer ses fonctions, je voudrais l'assurer du même appui que le Nigéria a apporté à son prédécesseur, S. E. M. Miroslav Lajčák, que nous félicitons de sa direction compétente des travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session, de son dévouement, de sa détermination et de l'équité avec laquelle il a traité tous les États Membres. Je salue aussi notre Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, qui dirige les affaires du Secrétariat avec un engagement marqué en faveur de la poursuite collective, par les Nations Unies, de la paix et de la sécurité internationales, de l'équité et de la justice, de l'inclusion et de l'autonomisation des femmes, et des droits de l'homme.

Il n'est qu'approprié ici que nous nous rappelions avec une profonde tristesse notre regretté septième Secrétaire général, M. Kofi Annan, décédé à la veille de son quatre-vingt-deuxième anniversaire. Ses importantes contributions à l'action de l'Organisation ont été reconnues dans les hommages bien mérités qui ont afflué du monde entier à l'annonce de son décès. Nous, en Afrique, nous sommes fiers, alors que nous pleurons ce grand fils du continent et ce grand citoyen du monde, de la façon réellement exemplaire dont il a servi l'humanité. Il a montré, grâce à son calme et à sa détermination, les vertus de la compassion, du dévouement à la cause de la justice, de l'équité et des droits de l'homme. Il a été un dirigeant visionnaire qui a inspiré l'espoir, même face aux défis les plus redoutables. Il a consacré toute sa carrière et sa vie à l'ONU et à la poursuite de ses idéaux et de ses objectifs. Le monde est devenu réellement un meilleur endroit grâce à son service exemplaire.

Cette année, le monde a vu certains résultats positifs et des signes encourageants dans les efforts bilatéraux et multilatéraux déployés par la communauté internationale pour faire face aux conflits, aux crises et aux menaces à la paix dans le monde. Nous saluons en particulier les efforts déployés par les dirigeants des États-Unis, de la Corée du Nord et de la Corée du Sud pour progresser vers l'objectif d'une péninsule coréenne exempte d'armes nucléaires. À cet égard, nous saluons l'engagement en faveur de la paix dont ont fait preuve le

Président Donald Trump et le Président Kim Jong Un, en organisant une rencontre au sommet historique. Nous les exhortons à poursuivre cet engagement positif.

Malheureusement, nombre de crises et de menaces à la paix et à la sécurité dans le monde, dont nous avons débattu l'année dernière et nombre des années précédentes, restent non réglées. Dans certains cas, les choses ont même dégénéré. Les souffrances incessantes des Rohingyas au Myanmar, le conflit israélo-palestinien qui se prolonge, les guerres au Yémen et en Syrie, et la lutte contre le terrorisme international et local, tels celui de Boko Haram et des Chabab, viennent à l'esprit. Les insurrections terroristes auxquelles nous sommes confrontés, en particulier au Sahel et dans le bassin du lac Tchad, dues en partie à des dynamiques et des facteurs locaux, sont de plus en plus alimentées aujourd'hui par le mouvement jihadiste international, par les combattants qui ont fui l'Iraq et la Syrie, et par les armes venues de Libye après sa désintégration.

Heureusement, le carnage semble s'être légèrement atténué au Myanmar. Nous félicitons l'ONU de rester concentrée sur la situation des Rohingyas en vue de mettre un terme à leurs souffrances et de faire répondre de leurs actes les auteurs de crimes atroces commis contre des membres innocents et vulnérables de cette communauté, notamment des femmes, des enfants et des personnes âgées. La communauté internationale doit se montrer plus déterminée à prévenir le nettoyage ethnique et religieux partout dans le monde. Nous appuyons les efforts de l'ONU visant à ce que les réfugiés Rohingyas soient autorisés à rentrer chez eux au Myanmar en toute sécurité, à leur assurer protection et à leur garantir l'obtention de la citoyenneté. Nous prenons note du fait que le Gouvernement du Myanmar a indiqué qu'il était déterminé à régler ces problèmes, et nous l'encourageons à le faire rapidement. À cet égard, le Nigéria félicite en particulier le Gouvernement et le peuple bangladais, ainsi que tous les autres pays et organisations qui ont aidé à la tâche difficile consistant à fournir abris et autre assistance vitale aux réfugiés rohingyas.

Le carnage et la détérioration de la situation humanitaire en Syrie et au Yémen se poursuivent sans discontinuer. Toutefois, la communauté internationale ne peut pas abandonner les peuples syrien et yéménite à leur sort. Nous devons continuer à tout mettre en œuvre pour trouver des solutions politiques négociées et pacifiques à ces guerres, qui ne peuvent pas être gagnées uniquement par la force des armes. En ce qui concerne

la Syrie, nous espérons que le processus de Genève parrainé par l'ONU et l'initiative de Sotchi, dirigée par la Russie, l'Iran et la Turquie, permettront de faire des progrès en vue de la réalisation de cet objectif. La communauté internationale doit continuer d'exercer des pressions sur les parties pour les encourager à avancer sur la voie du dialogue, des négociations et de l'inclusion afin de remédier à leurs divisions sectaires et de mettre un terme aux immenses souffrances humaines en Syrie et au Yémen. Nous félicitons la Turquie, la Jordanie, la Grèce, l'Allemagne, l'Italie et la France d'avoir accueilli des millions de réfugiés qui ont fui ces conflits brutaux.

La situation au Moyen-Orient, même si elle est grave comme elle l'a toujours été, s'est dégradée depuis notre dernière rencontre (voir A/72/PV.3). Le Nigéria continue d'appeler les Israéliens et les Palestiniens à faire les compromis nécessaires dans l'intérêt de la justice, de la paix et de la sécurité, conformément aux nombreuses résolutions de l'ONU et au droit international applicable. Des mesures unilatérales, arbitraires et imprudentes ne font que prolonger le conflit et porter atteinte à la paix et à la sécurité mondiales. La situation humanitaire à Gaza s'est détériorée tragiquement en raison de l'usage excessif de la force. Nous exhortons les deux parties à reprendre le dialogue, notamment sur la base des résolutions pertinentes de l'ONU, des principes de Madrid, de la feuille de route du Quatuor et de l'Initiative de paix arabe. Le Nigéria réaffirme son appui indéfectible à une solution juste des deux États, négociée sans intimidation et permettant à Israël et à la Palestine de vivre côte à côte dans la paix et la sécurité. Les crises qui sévissent au Moyen-Orient ont des causes profondes et durent depuis trop longtemps. Cependant, nous ne devons pas céder au désespoir et en déduire qu'il est impossible de les régler.

Nous devons nous inspirer du leadership remarquable qui a motivé l'Éthiopie et l'Érythrée à rétablir l'espoir de paix entre ces pays, qui n'existait plus depuis longtemps, de ce remarquable exemple de sens politique qui a inspiré les pays voisins, notamment Djibouti et la Somalie, à œuvrer activement en faveur de la paix dans la sous-région. Je suis convaincu qu'avec des efforts acharnés, de l'engagement et la volonté de faire des compromis et les sacrifices nécessaires, il est également possible d'instaurer la paix au Moyen-Orient. La plupart des crises ont généralement des causes et des effets qui s'aggravent avec le temps. C'est parce qu'on n'y remédie pas rapidement et efficacement que l'on se retrouve face à des conflits qui échappent à tout contrôle. Pour y remédier, il faut notamment prendre

des mesures collectives nationales et internationales qui ont une incidence positive sur les peuples et les communautés. C'est pour cette raison que le thème du débat général de l'Assemblée générale de cette année, « Faire de l'ONU une organisation pour tous : une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables » est on ne peut plus pertinent.

À l'heure actuelle, les conflits en cours dans le monde ont notamment pour conséquence les migrations irrégulières des personnes touchées en provenance du Moyen-Orient, de l'Afghanistan et de l'Afrique vers l'Europe. Les migrations irrégulières entraînent d'énormes pertes en vies humaines qu'on aurait pu éviter, mettent à rude épreuve les services dans les pays et les communautés d'accueil et alimentent les sentiments racistes et anti-immigrés en Europe. Par conséquent, nous nous félicitons de l'aboutissement des négociations sur le tout premier pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Nous attendons avec intérêt son adoption à Marrakech dans le courant de l'année. L'objectif est de protéger les droits des migrants dans le monde entier, tout en répondant aux préoccupations des pays d'origine, de transit et de destination. Les migrations sont une constante dans les affaires humaines. En Afrique, nous sommes reconnaissants aux pays qui traitent les migrants avec compassion et humanité, notamment l'Allemagne, l'Italie et la France. Les migrations irrégulières ne sont pas uniquement dues aux conflits, mais aussi aux effets des changements climatiques et à l'absence de perspectives d'avenir dans les pays d'origine. Les changements climatiques font partie des plus grands défis de notre époque. C'est un défi que nous ne connaissons que trop bien, car au Nigéria, avec nos voisins au sein du bassin du lac Tchad, nous subissons personnellement les conséquences des changements climatiques à la suite du rétrécissement dramatique du lac Tchad et du dessèchement de terres arables qui étaient autrefois fertiles.

Le lac Tchad était une source importante de moyens de subsistance pour les habitants de la région, qui sont de plus de 45 millions. En raison de son rétrécissement, les habitants ont perdu leurs moyens de subsistance, ce qui fait qu'ils sont maintenant pauvres et vulnérables face aux activités des extrémistes et des groupes terroristes. L'instabilité provoquée par cette situation dans la sous-région a intensifié les déplacements internes, ce qui a entraîné, entre autres conséquences, une concurrence économique intense, notamment entre les agriculteurs et

les éleveurs. C'est pour cette raison que nous continuons d'appeler la communauté internationale à faire preuve d'un engagement résolu pour accélérer les efforts de relèvement dans le bassin du lac Tchad afin de remédier aux causes profondes des conflits dans la région. Ce qu'il faut, c'est une coopération continue et robuste de l'ONU avec les gouvernements concernés et les organisations sous-régionales et régionales, telles que la Commission du bassin du lac Tchad, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine, pour renforcer les capacités de prévention des conflits, de gestion des conflits et de consolidation de la paix.

En ce qui concerne la situation critique qui règne dans le bassin du lac Tchad, je voudrais remercier sincèrement l'ONU, les Gouvernements allemand, norvégien, américain, suédois, britannique et français, ainsi que de nombreux autres partenaires de développement, pour l'appui louable qu'ils nous apportent pour nous aider à relever les défis humanitaires et à poursuivre les efforts de stabilisation en cours dans la région.

La corruption au sein des pays et les flux illicites de fonds à travers les frontières nationales ont de graves répercussions sur la stabilité, la paix et les perspectives économiques de millions de personnes dans les pays en développement. La corruption prive les gouvernements de ressources considérables dont ils ont besoin pour offrir des moyens de subsistance dignes de ce nom à leurs populations, composées en majorité de jeunes, ce qui donne lieu à davantage de migrations irrégulières. Par conséquent, la lutte contre la corruption nous concerne tous. Il est dans notre intérêt collectif de coopérer pour détecter les flux financiers illicites, mener les enquêtes nécessaires, poursuivre en justice les individus et les entités corrompus et rapatrier ces fonds dans leur pays d'origine. Seules la coopération multilatérale et des mesures concertées nous permettront d'agir efficacement pour lutter contre la corruption et régler les conflits, les crises et les guerres au niveau international; venir à bout du terrorisme et de la piraterie; endiguer le trafic d'armes et la prolifération d'armes légères et de petit calibre, qui alimentent ces conflits, en particulier en Afrique; enrayer les migrations irrégulières en s'attaquant à leurs causes profondes et relever les nombreux autres défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

Le système des Nations Unies est le seul cadre institutionnel mondial dont nous disposons pour relever ces défis. C'est pour cette raison que nous

continuons d'appeler au renforcement de l'Organisation pour accroître son efficacité en accélérant le rythme des progrès en vue de sa réforme, notamment celle de son organe principal, le Conseil de sécurité. La restructuration du Conseil pour le rendre plus équitable et plus représentatif de notre communauté mondiale est un impératif politique et moral. Nous estimons qu'un Conseil de sécurité réformé, avec un plus grand nombre de membres permanents et non permanents, va dans le sens du consensus international actuel et est dans notre intérêt collectif. Le moment est venu de cesser de tourner autour du pot et de fixer des objectifs et des échéanciers réalistes pour ces réformes.

Je tiens à assurer tous les membres qu'en faisant ce plaidoyer, je ne fais qu'exprimer l'engagement profond et constant du Nigéria en faveur de l'Organisation et de ses principes et objectifs fondateurs. Depuis le jour où nous avons rejoint l'Organisation des Nations Unies, en 1960, nous contribuons à l'accomplissement de son mandat. Nous participons activement à de nombreuses opérations de maintien de la paix autorisées par le Conseil de sécurité et l'Union africaine dans le monde entier, à commencer par la République démocratique du Congo, en 1960. En outre, le Nigéria a toujours mobilisé les ressources humaines et matérielles nécessaires à la réalisation de certains objectifs des Nations Unies, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a été récemment adopté. Nous sommes déterminés à nous associer aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et à suivre les exemples qu'elle a donnés pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des jeunes en tant que piliers nécessaires du développement durable.

Sans de tels efforts, il ne peut y avoir ni paix durable ni sécurité. Alors que nous définissons et mettons en œuvre nos politiques nationales pour atteindre les objectifs fixés, nous coopérerons volontiers, dans un esprit de solidarité internationale, avec d'autres nations qui cherchent à atteindre des objectifs similaires pour leurs propres populations afin de contribuer à ce que personne ne soit laissé de côté.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérale du Nigéria de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M. Matamela Cyril Ramaphosa,
Président de la République sud-africaine**

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du
Président de la République sud-africaine.

*M. Matamela Cyril Ramaphosa, Président de la
République sud-africaine, est escorté dans la salle
de l'Assemblée générale.*

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de
souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations
Unies à S. E. M. Matamela Cyril Ramaphosa, Président
de la République sud-africaine, et je l'invite à prendre la
parole devant l'Assemblée.

Le Président Ramaphosa (*parle en anglais*) :
J'ai l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée
générale pour la première fois en tant que Président de
la République sud-africaine.

Près d'un quart de siècle s'est écoulé depuis que le
père fondateur de notre démocratie, le Président Nelson
Rolihlahla Mandela, a déclaré à cette tribune que

« les millions d'habitants de notre planète
qui, pleins d'espoir, se tournent vers l'Organisation
attendent d'elle qu'elle leur apporte la paix, la
vie – une vie qui vaille la peine d'être vécue »
(A/49/PV.14, p. 10).

Alors que nous célébrons le centenaire de la naissance
de ce grand leader mondial, Nelson Mandela, nous
sommes amenés à nous demander si l'ONU a répondu
aux besoins et aux attentes des millions de personnes
qui sont pleines d'espoir. Nous sommes amenés à nous
demander de quelle façon l'ONU a contribué à un
monde plus pacifique, plus prospère et plus égalitaire.
Surtout, nous sommes tenus de nous demander, comme
nous l'avons fait hier lors du Sommet de la paix de
Nelson Mandela (voir A/73/PV.5), qui s'est tenu ici, ce
que l'ONU et les dirigeants mondiaux ici réunis doivent
faire pour garantir une paix, une réconciliation et une
stabilité durables dans le monde.

Je voudrais exprimer la profonde gratitude
du Gouvernement et du peuple sud-africains envers
la communauté internationale pour avoir convoqué
le Sommet de la paix afin d'honorer la mémoire
de Nelson Mandela et de promouvoir son héritage.
Nous nous félicitons de la Déclaration politique du
Sommet (résolution 73/1), qui consacre la période
2019-2028 Décennie Nelson Mandela pour la paix.

Cette déclaration incarne un engagement nouveau et
sincère des dirigeants mondiaux à faire progresser la
paix et la sécurité et à régler tous les conflits et toutes
les guerres de manière durable. Pour concrétiser cet
engagement, l'ONU doit devenir ce que des milliards
de personnes dans le monde veulent qu'elle soit, c'est-à-
dire un parlement mondial véritablement démocratique
et représentatif de l'humanité.

Tout au long de ses sept décennies d'existence,
l'ONU a été une source d'espoir pour les opprimés,
les exploités et les pauvres du monde entier. Pendant
les heures sombres du colonialisme et de l'apartheid,
nous avons puisé, dans notre quête de liberté et
d'autodétermination, force, inspiration et encouragement
dans l'ONU et dans sa Charte. Avec l'appui des Nations
Unies, il y a 24 ans, nous, Sud-Africains, avons pu mettre
fin au cauchemar de l'apartheid. Nelson Mandela nous
a conduits vers la liberté et nous a donné une occasion
unique de transformer notre pays. Nous sommes
maintenant engagés sur le chemin de la transformation
et nous faisons des progrès pour faire face à l'horrible
héritage de l'ancien système d'apartheid.

La vision de Madiba continue de nous guider
tandis que nous cherchons à améliorer les conditions
de vie de notre peuple à bien des égards, notamment
en améliorant les résultats scolaires de nos jeunes et
en transformant notre économie, qui a été conçue à
l'origine pour servir les intérêts de quelques-uns. Nous
avons entamé un dialogue approfondi sur la question de
la réforme agraire dans notre pays, qui s'inspire de notre
Constitution et de la primauté du droit, notre objectif
étant de trouver les moyens de faire en sorte que la terre
soit partagée entre tous ceux qui la travaillent, comme
le stipule notre Charte des libertés. Même si notre
pays connaît des difficultés économiques, nous avons
progressé. Nous sommes en train de réformer notre
économie et de créer un environnement propice aux
investissements, et nous avons entrepris une campagne
d'investissement pour attirer 100 milliards de dollars au
cours des cinq prochaines années. Pour les pauvres, les
personnes vulnérables et les personnes marginalisées,
l'ONU est aujourd'hui un symbole de promesses dans
un paysage de doute. Pour des milliards de personnes
dans le monde, l'ONU est l'instrument le plus puissant
que nous possédions pour instaurer un monde plus
égalitaire, plus humain et plus inclusif.

Il est des hommes et des femmes dont les rêves et
les aspirations transcendent les difficultés du présent,
et qui veulent contribuer à une nouvelle civilisation

mondiale définie par la compassion, la justice et la solidarité. Ils veulent mettre fin à l'avidité, à l'ignorance et à la vanité qui sont à l'origine de la destruction de notre seule maison, la Terre. Il nous appartient, en tant que dirigeants réunis ici aujourd'hui, de forger une Organisation des Nations Unies plus représentative, plus égalitaire et plus juste, qui soit dotée des pouvoirs et des ressources nécessaires pour mener la lutte contre la pauvreté, le chômage et les inégalités dans le monde.

Nous sommes un monde jeune : plus de la moitié de la population mondiale a moins de 30 ans. C'est encore plus marqué sur notre continent africain, où les deux tiers de notre population n'étaient pas encore nés lorsque Nelson Mandela a été libéré après 27 années passées en prison. Nous vivons à l'ère de la jeunesse. En tant que dirigeants, nous avons donc la responsabilité non seulement de placer les intérêts des jeunes au centre de nos efforts, mais aussi de donner aux femmes et aux jeunes les moyens de jouer un rôle plus important dans la conduite des affaires mondiales. Ce sont les jeunes qui livrent les guerres que nous avons déclarées. Ce sont les femmes qui pâtissent le plus des guerres qui continuent de détruire leurs vies et leurs familles. De jeunes vies sont sacrifiées et des avenir sont détruits en ce moment même.

Il est des mesures que nous devons prendre d'urgence pour mettre fin aux conflits et à la guerre. Nous devons non seulement mettre un terme aux morts, aux destructions et aux souffrances humaines qui frappent quotidiennement des millions de personnes, mais nous devons aussi agir avec détermination pour empêcher qu'elles ne conduisent de nouveau à la perte d'une génération tout entière. Nous devons accepter qu'il relève à la fois de notre responsabilité partagée et de nos intérêts communs de mettre fin aux conflits et de faire en sorte que le document final du Sommet de la paix de Nelson Mandela donne à l'ONU les moyens d'être un instrument plus efficace au service de la médiation, du maintien de la paix et de la reconstruction post-conflit.

Notre détermination à mettre fin aux conflits en cours et à éradiquer le terrorisme doit être suivie d'actes et du déploiement idoine des ressources. Nous devons agir avec la même urgence pour régler certains des différends les plus longs et les plus insolubles du monde. Le fait que le peuple palestinien endure occupation et souffrance depuis que l'Organisation des Nations Unies existe ou presque ne rend ni son sort moins urgent ni sa souffrance plus acceptable. De même, nous devons intensifier nos efforts pour garantir le droit du peuple

du Sahara occidental à l'autodétermination et à la pleine souveraineté nationale.

L'un des plus grands obstacles à la prospérité et au développement dans le monde est le fait que des millions de femmes et de jeunes continuent d'être exclus d'une participation économique constructive. Il est donc vital que nous déployions tous les moyens à notre disposition pour lutter contre le chômage des jeunes et pour garantir l'accès universel à des possibilités d'éducation adaptées à l'évolution du monde du travail. Nous devons nous doter d'un programme bien conçu pour faire en sorte que la révolution numérique, qui recèle tant de potentiel et de risques, soit exploitée efficacement de manière à promouvoir la justice sociale ainsi que le progrès humain. L'appel à ne laisser personne de côté exige que nous renforçons les institutions de la gouvernance mondiale et que nous les rendions plus réceptives aux besoins des jeunes, en particulier dans le monde en développement.

Des institutions comme l'ONU, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce doivent être remaniées et renforcées pour pouvoir relever plus efficacement les défis du monde contemporain et mieux servir les intérêts des populations pauvres et marginalisées du monde. La réforme de l'ONU, et du Conseil de sécurité en particulier, doit être une priorité si nous voulons donner pleinement effet aux valeurs et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies.

Nous devons résister à tous les efforts, quels qu'ils soient, visant à saper l'approche multilatérale du commerce international, indispensable pour promouvoir la stabilité et la prévisibilité de l'économie mondiale. L'histoire de l'économie mondiale nous apprend qu'aucun pays ne peut prospérer aux dépens de tous les autres et qu'aucun peuple ne peut espérer vivre dans le confort et la sécurité tant que des millions d'autres personnes croupissent dans la pauvreté.

Il est donc essentiel que nous assumions collectivement la responsabilité du développement de toutes les nations et de l'amélioration des conditions de vie de tous les peuples. Cette responsabilité est manifeste dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques et dans le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, entre autres accords. Ensemble, ils incarnent notre engagement commun à lutter contre la pauvreté, le sous-développement et la dégradation de l'environnement.

Ils représentent notre engagement commun à combattre des maladies telles que le VIH/sida, la tuberculose, le paludisme, le diabète et le cancer. Notre tâche, en tant que dirigeants mondiaux, est de mettre en œuvre les politiques nécessaires pour transformer nos intentions en mise en œuvre, et de mobiliser les ressources nécessaires pour transformer la mise en œuvre en incidences.

En Afrique, nous avons fait des progrès considérables pour relever les défis auxquels notre continent est confronté depuis de nombreuses décennies. Nous poursuivons avec énergie la mise en œuvre des engagements énoncés dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui est le plan collectif des peuples africains pour débarrasser notre continent du sous-développement, de la pauvreté et des conflits et pour améliorer la gouvernance démocratique, l'état de droit et la promotion des droits humains. Nous sommes récemment parvenus à un accord sur la création d'une Zone de libre-échange continentale africaine, qui transformera fondamentalement les économies africaines, en donnant naissance à une nouvelle ère industrielle sur le continent. Nous nous efforçons de faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020, pour mettre fin aux conflits qui ont coûté la vie à des millions de nos frères, déplacé encore plus de personnes et freiné la croissance économique et le développement humain.

Parce qu'elle est le continent dont la population est la plus jeune au monde, l'Afrique pourrait être la prochaine frontière de la croissance et du développement mondiaux. Grâce à des investissements efficaces dans l'éducation, à l'amélioration des soins de santé, à la bonne gouvernance et à une plus grande intégration économique, l'Afrique est susceptible de développer ses capacités productives à une échelle et un rythme qui permettraient de sortir des dizaines de millions de

personnes de la pauvreté. Les jeunes Africains sont prêts à transformer leur continent.

En Afrique du Sud, nous sommes déterminés à faire partie de cette transformation. Des cendres d'un système que l'Assemblée générale avait qualifié de crime contre l'humanité, nous sommes en train de construire une nouvelle nation démocratique, unie dans sa diversité. Nous nous employons à corriger les injustices de notre passé et à bâtir une société libre, ouverte à tous et viable. Nous suivons une voie économique qui tire parti des ressources et des capacités de tous nos concitoyens pour éradiquer la pauvreté, le chômage et les inégalités. Nous sommes déterminés, par le biais de nos relations internationales, à être une force pour le progrès, le bien, la paix et l'égalité mondiale, et nous continuerons à promouvoir les intérêts du continent africain et du monde du Sud.

Je termine en m'inspirant une fois de plus de la sagesse de Nelson Mandela, qui a déclaré que « Parfois, il incombe à une génération de faire preuve de grandeur ». Ce n'est pas la génération qui attendra patiemment aux portes de l'espoir; c'est la génération qui changera le monde. C'est une génération de jeunes qui veulent voir des changements. Le moment leur appartient, et ils ont le bon âge. Laissons cette génération exceptionnelle s'épanouir.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République sud-africaine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Matamela Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 15 h 25.